

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
Un Peuple - Un But - Une Foi



**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE**

**MINISTERE DU PETROLE ET  
DES ENERGIES**

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES ETABLISSEMENTS CLASSES**

**DIRECTION DES HYDROCARBURES**



**GES-PETROGAZ**



**EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) DU  
SECTEUR PETROLIER ET GAZIER DU SENEGAL**

**NOTE DE CADRAGE**

**LE 2 NOVEMBRE 2022**



<b>ELARD LEBANON</b>			
RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DES ÉNERGIES GES- PETROGAZ		<b>Type de Document</b>	<b>Final</b>
		<b>Ref Contrat</b>	<b>C1576/2Z</b>
<b>ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATÉGIQUE (EASS) DU SECTEUR PETROLIER ET GAZIER DU SÉNÉGAL</b>		<b>No. de Pages:</b>	<b>93</b>
<b>Note de Cadrage</b>		<b>Révision no.:</b>	<b>B</b>
<b>Contrôle du Document</b>			
<b>Révision / Date</b>	<b>Rédigé par:</b>	<b>Revu par:</b>	<b>Approuvé par:</b>
<b>A-pour Révision du Client</b> Le 22 Aout 2022	Nabila Kabbara Rita Al Hachache Ahmad El Mourad Bilal Smairi	Rachad Ghanem	Ricardo Khoury
<b>B-pour Approbation du Client</b> Le 2 Novembre 2022	Nabila Kabbara Rita Al Hachache Ahmad El Mourad Bilal Smairi	Rachad Ghanem	Ricardo Khoury
<b>C-pour Distribution</b> Enter Date			
<b>Clause de non-responsabilité</b>			
<p><i>Ce rapport a été rédigé par ELARD/ HPR Ankh Consultants/ Envirotech Consulting, avec toute la compétence, le soin et la diligence raisonnables dans le cadre du contrat avec le client, en intégrant nos Conditions Générales de Vente et en tenant compte des moyens qui y sont consacrés en accord avec le client. Les informations contenues dans ce rapport sont, à notre connaissance, correctes au moment de la distribution. Les interprétations et recommandations sont basées sur notre expérience, en utilisant des compétences et un jugement professionnels raisonnables, et sur la base des informations dont nous disposons. Ce rapport est confidentiel pour le client et nous n'acceptons aucune responsabilité envers les tiers à qui ce rapport, ou une partie de celui-ci, est rendu public. Une telle partie s'appuie sur le rapport à ses propres risques.</i></p>			

## TABLE DES MATIERES

Table des Matières.....	ii
Liste des Tableaux.....	iv
Liste des Figures.....	v
Acronymes.....	vi
1. Introduction .....	1
1.1 Contexte de l'Etude .....	1
1.2 Aperçu du Secteur Pétrolier et Gazier au Sénégal .....	2
1.2.1 Activités Existantes .....	2
1.2.2 Blocs Pétroliers .....	2
1.2.3 Activités Envisagées .....	5
1.3 Description du Développement Pétro-Gazier .....	14
1.3.1 Les Enjeux et Aspects du Développement Pétro-Gazier .....	14
1.3.2 Les Buts du DPG dans le Cadre des ODD.....	15
1.3.3 Les Aspects hors du Champ du Développement Pétro-Gazier .....	31
1.4 Les Exigences de L'EESS .....	34
1.4.1 Qu'est-ce une EESS ?.....	35
1.4.2 Phases d'une EESS.....	35
1.5 L'Equipe du Consortium.....	36
1.6 Compréhension de la Mission .....	37
1.6.1 Objectifs de la Mission.....	37
1.6.2 Prestations.....	38
2. La Méthodologie de L'EESS .....	39
2.1 Mission 1: Cadrage .....	39
2.1.1 Activité 1.1: Mobilisation de L'Equipe .....	39
2.1.2 Activité 1.2: Identification des Parties Prenantes .....	39
2.1.3 Activité 1.3: Elaboration du plan de Consultation.....	44
2.1.4 Activité 1.4: Analyse Documentaire pour L'Identification des Questions Environnementales et Sociales.....	48
2.1.5 Activité 1.5: Tenue de l'Atelier de Lancement et Validation du Plan de Travail et du Plan de Consultation .....	60
2.1.6 Activité 1.6: Elaboration de Rapport de Démarrage.....	60
2.1.7 Activité 1.7: Intégration des Commentaires.....	60
2.2 Mission 2: Etablissement de la Situation de Reference Environnementale et Description du Cadre Réglementaire et Institutionnel, et Evaluation des Capacités.....	61
2.2.1 Activité 2.1: Collecte des Informations Existantes et Analyse Critique des Données. .....	61
2.2.2 Activité 2.2: Établissement de la Situation de Référence Environnementale .....	61
2.2.3 Activité 2.3: Evaluation et Analyse des Cadres Politique, Juridique et Institutionnel . .....	63

2.3	Mission 3: Identification des Risques Lies a la Sante, la Sécurité, l'Environnement et le Social .....	64
2.4	Mission 4: Atténuation et Surveillance.....	66
2.5	Mission 5: Formulation de Recommandations .....	67
2.5.1	Rédaction du Rapport de l'EESS .....	68
2.5.2	Consultation Finales, Examens et Approbation .....	69
2.6	Mission 6: Plan de Formation- Renforcement des Capacités des Acteurs.....	70
3.	Le Cadrage de l'EESS .....	71
3.1	Champ Géographique.....	71
3.2	Champ Thématique .....	71
3.3	Zone d'Influence .....	72
3.4	Activités Evaluées dans le Cadre de l'EESS .....	72
3.5	Scénarios et Alternatives.....	72
4.	Liste Recapitulative des Besoins en Formation et Renforcements des Capacites.....	74
5.	La Planification des Travaux .....	75
5.1	Les Livrables Attendus .....	75
5.2	Le Calendrier des Travaux .....	76
6.	References.....	77
	Annexes .....	78

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1-1	Réseau de Distribution de gaz Naturel au Sénégal .....	2
Tableau 1-2	Projets Potentiels Pétroliers et Gaziers Proposés pour le Développement du Secteur au Sénégal .....	5
Tableau 1-3	Le Calendrier pour le Démarrage des Centrales Gaz et Conversion des Centrales Heavy Fuel Oil (HFO) au gaz (Plan Directeur, 2022) .....	13
Tableau 2-1	Résultats Intermédiaires pour le Plan de Mobilisation et la Communication (Source: (Ministere du Petrole et des Energies; Luqman West Africa; Afrique Communication, 2021)) .....	44
Tableau 2-2	Informations Requises pour le Développement de l'EES, les Documents Disponibles et les Lacunes .....	54

## LISTE DES FIGURES

Figure 1-1	Carte des Permis de Recherche d'Hydrocarbures .....	1
Figure 1-2	Sites potentiels d'Atterrage (Site d' Installation) du Gazadoc GTA .....	10
Figure 1-6	Sites Potentiels d'Atterrage du Gazoduc Yakaar/Teranga.....	10
Figure 1-7	Sites Potentiels d'Atterrage du Gazoduc Yakaar/Teranga.....	10
Figure 1-8	Site Potentiel d'Atterrage du Gazoduc Sangomar et le Site de Traitement du Gaz .....	11
Figure 1-9	Tracé du Gazoduc Terrestre entre Mboro et Cap de Biches.....	11
Figure 1-10	Localisation de la Raffinerie de Dakar .....	12
Figure 1-11	Localisation du Site Potentiel de la Raffinerie SAR 2.0 .....	12
Figure 1-12	Localisation des Installations de Stockage des Hydrocarbures .....	13
Figure 1-13	Les Axes, Objectifs et Programmes de la Lettre de Politique du Secteur de L'Environnement et du Developpement Durable (LPSEDD) .....	33
Figure 3-1	Les Incertitudes Liés au Secteur Pétrolier et Gazier .....	73

## ACRONYMES

AMP	Aires Marines Protégées
ANAM	Agence Nationale des Affaires Maritimes
ANSP	Autorité Nationale de Sûreté Portuaire
APD	Avant-Projet Détaillée
BAU	Business as Usual
BIP	Meilleures Pratiques de l'Industrie
BP	British Petroleum
CGHE	Center for Global Health Engagement
CGQA	Centre de Gestion de la Qualité de l'Air
CNEE	Commission Néerlandaise pour l'Evaluation Environnementale
CN-ITIE	Comité National de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
CN-ITIE	Comité National de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
COJES	Collectif des Journalistes Economiques du Sénégal
COPETAO	Compagnie des Pétroles Total Afrique de l'Ouest
COS-PETROGAZ	Comité d'Orientation Stratégique de Pétrole et du Gaz
CPDN	Contribution Prévue Déterminée au Niveau National
CSE	Centre de Suivi Ecologique
DAMCP	Direction des Aires Marines Communautaires Protégées
DEEC	Direction de l'Environnement et des Établissements Classés
DEIE	Division des Études d'Impact Environnemental
DH	Direction des Hydrocarbures
DPC	Direction de la Protection Civile
DPG	Développement Pétro-Gazier
DPSP	Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches
DREEC	Direction Régionale de l'Environnement et des Établissements Classés
EDD	Étude de Danger
EESS	Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EIES	Étude d'Impact Environnementale et Sociale
FEED	Front End Engineering and Design
FID	Décision Finale d'Investissement
FMI	Fonds Monétaire International
GdS	Gouvernement du Sénégal
GES	Gaz à Effet de Serre
GNL	Gaz Naturel Liquéfié

GTA	Grand Tortue Ahmeyim
GTI	Groupe de Travail Interministériel
HASSMAR	Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin
HFO	Heavy Fuel Oil
ICES	International Council for the Exploration of the Sea
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IPIECA	L'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour l'amélioration des performances environnementales et sociales.
ISE	Institut des Sciences de l'Environnement
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
JAMP	Joint Assessment and Monitoring Programme
LPDSE	Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Energie
LPSDPA	Lettre de Politique Sectorielle de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEPC	Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération
MFB	Ministère des Finances et du Budget
MMO	Manuel de Mise en Œuvre
MNV	Mesure, la Notification et la Vérification
MPE	Ministère du Pétrole et des Énergies
MPEM	Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime
MW	Megawatt
ODD	Objectif de Développement Durable
OGP	International Association of Oil and Gas Producers
ONG	Organisations Non-Gouvernementales
OSPAR	Convention for the Protection of the Marine Environment of the North-East Atlantic
PAD	Port Autonome de Dakar
PAP	Plans d'Actions Prioritaires
PCGES	Plan Cadre Gestion Environnemental et Sociale
PDP	Plan de Développement et de Production
PIB	Produit Intérieur Brut
PMC	Plan de Mobilisation et de Communication
PME PMI	Petites et Moyennes Entreprises
PP	Parties Prenantes
PRCM	Partenariat Régional pour la Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest

PSE	Plan Sénégal Emergent
REDD+	Réduction des Emissions Provenant de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts
RI	Résultats Intermédiaires
SAP	Société Africaine des Pétroles
SAR	Société Africaine de Raffinage
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SPG	Secteur Pétrolier et Gazier
STEM	Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques
TDR	Termes de Références
UNEP	United Nations Environment Program

## 1. INTRODUCTION

Suite à la découverte d'importants gisements de gaz et de pétrole ces dernières années dans les côtes sénégalaises, la préservation de l'environnement marin et la gestion de la biodiversité constituent des enjeux majeurs auxquels le Sénégal doit faire face en matière de respect des lois et règlements ainsi que de traités et autres engagements internationaux. Une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EES) sera donc préparée pour le secteur pétro-gazier au Sénégal.

### 1.1 CONTEXTE DE L'ETUDE

Les recherches de gaz et pétrole au Sénégal ont débuté en 1952. Entre 1952 et 1977, 122 puits d'exploration furent forés en onshore par la Société Africaine des Pétroles (SAP) et la Compagnie des Pétroles Total Afrique de l'Ouest (COPETAO). Après une certaine accalmie des activités de recherche, un regain est constaté entre 1966 et 1979 avec 29 puits (principalement en offshore) d'exploration forés. En 1981, l'Etat a décidé de créer la Société des Pétroles du Sénégal, «PETROSEN », et depuis, 53 puits d'exploration, d'évaluation et de production ont été forés aussi bien en offshore qu'en onshore (Petrosen, 2019).

Actuellement, le champ onshore de Gadiaga est le seul champ gazier en production au Sénégal. Cependant, entre 2014 et 2017, un certain nombre de découvertes pétrolières et gazières importantes notamment en offshore ont été faites. Deux projets, Sangomar et Grand Tortue Ahmeyim (GTA), ont récemment atteint la décision finale d'investissement (FID<sup>1</sup>), tandis qu'une troisième trouvaille (Yakaar-Teranga) est également candidate à l'investissement. Le Sénégal a déjà commencé à se préparer à l'investissement nécessaire à la mise en ligne des projets Sangomar et GTA. Le Sénégal est sur le point de devenir un pays producteur et exportateur d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) et la production de pétrole et de gaz au Sénégal devrait actuellement commencer en 2023 pour les projets GTA et Sangomar et en 2023/2024 pour Yakaar-Teranga (Natural Resource Governance Institute, 2021).

Cependant, une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EES) n'a pas encore été préparée pour le secteur pétro-gazier. Suite à 5 ans de préparation depuis 2017, cette étude vient de débiter et ce rapport présente la Note de cadrage de l'EES. La note de cadrage présente la compréhension de la mission, la planification du travail et des rencontres, la démarche à entreprendre, les outils de collecte et d'analyse des données, le périmètre du projet, ainsi qu'une liste récapitulative des besoins en formation et renforcement des capacités des membres du Comité technique national pour la mise en œuvre adéquate des résultats de l'EES.

---

<sup>1</sup> FID fait référence à la décision des investisseurs de travailler à la mise en œuvre d'un projet d'investissement et après cela, des engagements financiers majeurs auront lieu

## 1.2 APERÇU DU SECTEUR PETROLIER ET GAZIER AU SENEGAL

### 1.2.1 Activités Existantes

De petits gisements de gaz ont été découverts à Diamniadio en 1987 et 1993 puis à Gadiaga en 1997. Actuellement, le Sénégal produit du gaz à partir du champ onshore de Gadiaga et transporte le gaz jusqu'au Cap des Biches par pipeline où il est utilisé par l'usine de fabrication de ciment SOCOCIM. Dans le passé, le champ gazier onshore de Diamniadio (qui est maintenant épuisé) fournissait du gaz à SOCOCIM. Le gaz produit fut livré à la centrale électrique du Cap des Biches de la SENELEC pour la production d'électricité aussi. Les réseaux de distribution de gaz naturel au Sénégal sont présentés dans le Tableau 1-1.

Après plusieurs campagnes d'exploration infructueuses, du pétrole lourd a été découvert au large de la Casamance, au niveau du Dôme Flore et du Dôme Géa, en 1967. Ce pétrole n'a pas été exploité n'étant pas rentable en raison de sa qualité. Donc le Sénégal n'est pas actuellement un pays producteur de pétrole mais importe du pétrole pour ses besoins internes. Cependant, il existe au Sénégal la raffinerie Société Africaine de Raffinage (SAR) qui est la seule raffinerie du Sénégal et le principal fournisseur de pétrole raffiné et située dans la région de Dakar où se trouve une grande partie des installations industrielles du pays. Les capacités de raffinage de la SAR sont proches de 120 tonnes par heure et sont limitées par le pétrole brut (PWC, QED Consulting, Channoil, SLR, 2022).

**Tableau 1-1 Réseau de Distribution de gaz Naturel au Sénégal**

Site	Gazoduc trajet
De Gadiaga jusqu'au Cap des Biches	Gazoduc Gadiaga – Kabor (Station de collecte et d'épuration de Kabor) – 34 km Gazoduc Kabor – Cap des Biches (TAG au cap des Biches) – 9 km
Diamniadio (maintenant épuisé) jusqu'à SOCOCIM	Gazoduc Diamniadio – Kabor – 6 km Gazoduc Kabor – SOCOCIM - 3,2 km Gazoduc Kabor – Cap des Biches – 9 km

### 1.2.2 Blocs Pétroliers

Le territoire Sénégalais est divisé en 29 blocs dont 7 sont Onshore, 13 Offshore et 9 en Offshore profond (Figure 1-1). Depuis 1953, puits d'exploration, d'évaluation et de production ont été forés aussi bien en offshore qu'en onshore. Les plus récents sont localisés dans la zone de Gadiaga/Sadiaratou (onshore) (Petrosen, 2019). Cependant, les ressources onshore sont actuellement relativement réduites au Sénégal et le nombre d'explorations offshore a récemment augmenté dans les eaux sénégalaises. Des projets de forage d'exploration (d'évaluation des ressources) et de production en offshore par des sociétés pétrolières et gazières internationales en partenariat avec PETROSEN sont en cours. Les activités d'exploration-production des hydrocarbures qui constituent l'amont pétrolier, sont menées sur toute l'étendue du bassin sédimentaire sénégalais (Woodside; Earth Systems; Xodus Group, n.d.). Le Tableau 1-1 présente

l'ensemble des prospects et des découvertes pétrolières et gazières actuelles au large du Sénégal. La date prévue de début de la production des principaux projets pétroliers et gaziers en cours de développement au Sénégal est 2023. Il est à noter que ce tableau sera mis- à -jour en coordination avec les parties prenantes.

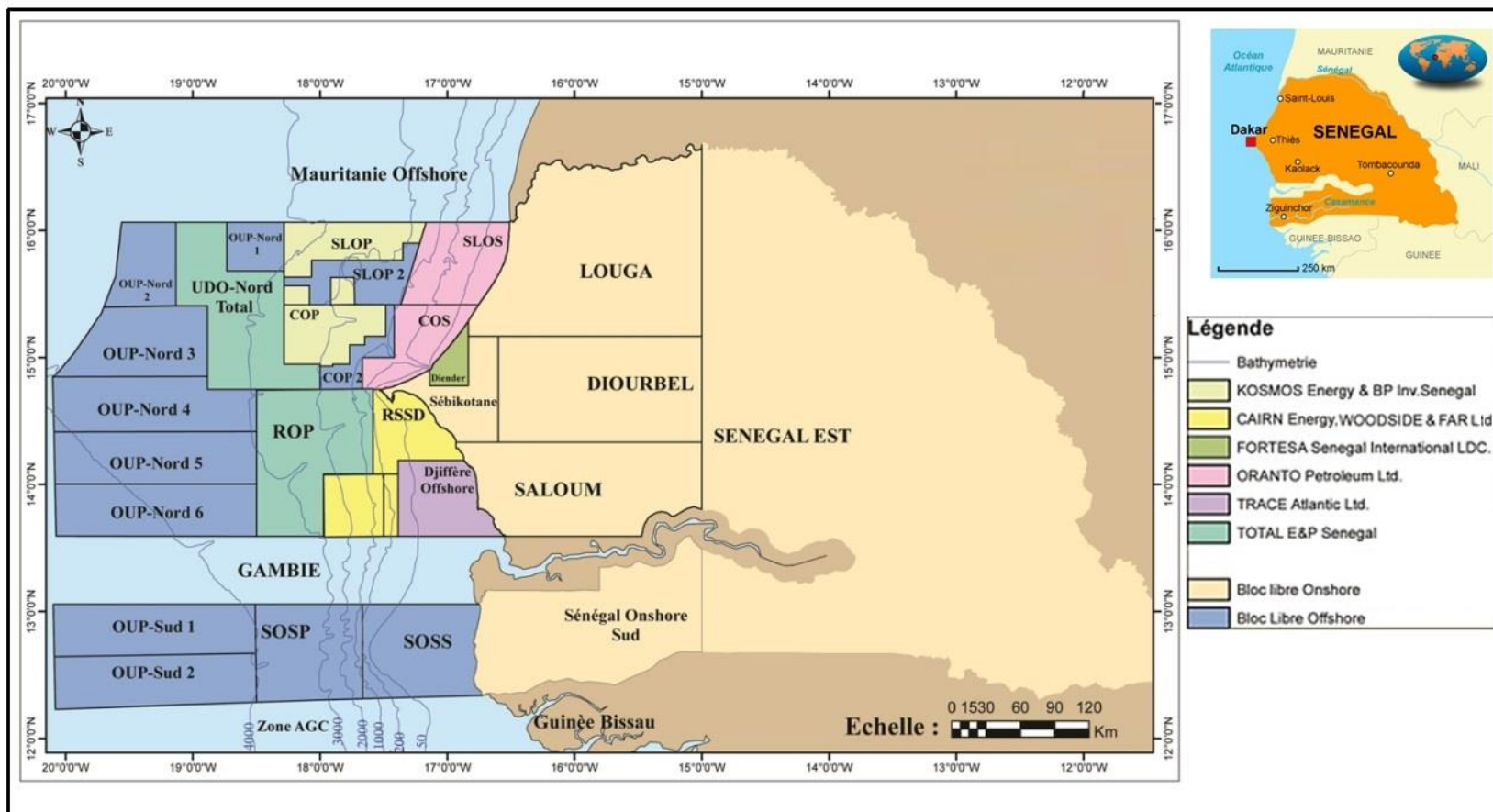


Figure 1-1 Carte des Permis de Recherche d'Hydrocarbures

Source: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) au Sénégal (2019)

**Tableau 1-1 Vue d'Ensemble des Prospects et des Découvertes Pétrolières et Gazières Actuelles au Large du Sénégal (Woodside; Earth Systems; Xodus Group, n.d.)**

Bloc	Prospect/Puit	Opérateur	Partenaire(s)	Type de ressource	Estimation du volume de la ressource	Notes
Saint-Louis Profond	Projet gazier Tortue/Ahmeyim au Sénégal (également connu sous le nom de « Grand Tortue-Ahmeyim ») Puit Teranga-1; puit Yakaar-1 (anciennement Teranga Ouest)	BP (60%) (opérateur)	Kosmos Energy (30%) (Exploration lead) PETROSEN (10%)	Gaz	15 Tcf (total combiné avec la Mauritanie et le Senegal) 3,002 bcf de gaz commercial (Senegal)	<p>La participation de BP dans le bloc Saint Louis profond est de 60% contre 30% pour Kosmos Energy et 10% pour PETROSEN.</p> <p>Un rapport d'étude d'impact sur l'environnement a été préparé pour le projet Grand Tortue / Aheyim (GTA) Phase 1 (BP). Le projet comprend des installations offshore situées à environ 125 km de la côte à la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal, un hub GNL près des côtes à 13 km de Saint -Louis et un gazoduc reliant les installations offshore au hub.</p> <p>Le projet GTA est le plus avancé et comprend la collecte de gaz en mer et le transport du gaz vers une installation de GNL flottant dans les eaux côtières adjacentes à Saint Louis. Ce projet est le plus avancé et dans sa première phase, le GNL est déchargé vers un méthanier et exporté vers les marchés internationaux par voie maritime.</p>
Cayar Profond	-	BP (60%) (opérateur)	Kosmos Energy (30%) (Exploration lead) PETROSEN (10%)	Gaz	-	La participation de BP dans le bloc Cayar Profond est de 60% contre 30% pour Kosmos Energy et 10% pour PETROSEN.

Bloc	Prospect/Puit	Opérateur	Partenaire(s)	Type de ressource	Estimation du volume de la ressource	Notes
Bloc Rufisque Offshore Profond	-	TOTAL (90%)	PETROSEN (10%)	-	-	La participation de TOTAL dans le bloc Rufisque Offshore Profond est de 90% contre 10% pour PETROSEN. Un rapport d'étude d'impact sur l'environnement a été préparé pour le projet de forage dans le bloc Rufisque Offshore Profond (Total). Le bloc est situé au large du Sénégal à environ 67 km sud-ouest de Dakar.
Bloc Rufisque	-		Woodside (35%) FAR (15%) PETROSEN (10%)	-	-	La participation de Cairn Energy PLC (statut d'opérateur a été transféré à Woodside) dans le bloc Rufisque est de 40% contre 35% pour Woodside, 15% pour FAR et 10% pour PETROSEN.
Bloc Sangomar Offshore	-	Cairn Energy PLC (40%) Transfert du statut d'opérateur à Woodside en 2018	Woodside (35%) FAR (15%) PETROSEN (10%)	-	-	La participation de Cairn Energy PLC (statut d'opérateur a été transféré à Woodside) dans le bloc Sangomar Offshore est de 40% contre 35% pour Woodside, 15% pour FAR et 10% pour PETROSEN. Un rapport d'étude d'impact sur l'environnement a été préparé pour le projet développement du champ Sangomar (Woodside). Le champ est situé au large du Sénégal à environ 100 km sud de Dakar
Bloc Sangomar	FAN (FAN-1)	-	Woodside (35%)	Pétrole	-	
	SNE (SNE-1, SNE-2, SNE-3, SNE-4, SNE-5, SNE-6, VR-1)	-	FAR (15%) PETROSEN (10%)	Pétrole / Gaz	Champ SNE 346- 998	La participation de Woodside dans le bloc Sangomar Offshore

Bloc	Prospect/Puit	Opérateur	Partenaire(s)	Type de ressource	Estimation du volume de la ressource	Notes
Offshore Profond	SNE Nord (SNE Nord-1)	-		Pétrole / Gaz	MMbbl de Pétrole >1 Tcf de gaz	Profond est de 35%, la participation de FAR est de 15% et celle de PETROSEN est de 10%
	FAN Sud (FAN Sud-1)	-		Pétrole / Gaz		
Bloc Djiffere	-	TAOL Senegal (Djiffere) Ltd, filiale de Trace Atlantic Oil Ltd (« Trace ») (45,9 %)	La FAR a la possibilité d'acquérir une participation directe de 75 % en forant un puits d'exploration avant le 31 juillet 2018 (sous réserve d'approbations gouvernementales)	-	-	La participation d'Atlantic Oil dans le bloc Djiffere est de 45,9%. La FAR a la possibilité d'acquérir une participation directe de 75 %
Sénégal Offshore Sud	-	African Petroleum (90%)	-	-	-	La participation d'African Petroleum dans le bloc Sénégal Offshore Sud est de 90%

### 1.2.3 Activités Envisagées

Divers projets potentiels pétroliers et gaziers ont été proposés pour le développement du secteur au Sénégal. Ces projets sont présentés dans le Tableau 1-2.

**Tableau 1-2 Projets Potentiels Pétroliers et Gaziers Proposés pour le Développement du Secteur au Sénégal**

Développements Anticipés	Sous-développement Anticipés/ Description de l'activité	Site et description	Notes
Réseau Gazier du Sénégal (RGS)	Atterrissage du gazoduc sous-marin GTA et début du gazoduc terrestre vers Mboro	Il a trois sites d'atterrissage potentiels: Le site nord qui se tient à l'extérieur de la zone protégée; Le site central qui se trouve dans une zone protégée; et Le site sud qui se trouve dans une zone protégée	Voir Figure 1-2 pour la localisation des sites
	Atterrissage du gazoduc sous-marin Yakaar-Teranga et tronçon vers l'installation du traitement du gaz	Le site d'atterrissage du gazoduc est près du lac Rose, sur une zone adjacente (3,5 km) à une aire marine protégée. La zone est située dans un site qui sera développée comme une zone touristique	Voir Figure 1-3 pour la localisation du site
	Installation de traitement du gaz Yakaar-Teranga et tronçon du gazoduc de 9 km vers un raccordement avec le gazoduc Mboro – Cap de Biches	Le site se trouve dans une zone destinée au développement résidentiel et touristique. Le terrain du site a été acquis par plusieurs promoteurs et quelques travaux préliminaires de construction ont déjà été entrepris	Voir Figure 1-4 pour la localisation du site
	Atterrissage du gazoduc sous-marin Sangomar et le gazoduc vers l'unité du traitement du gaz	Woodside a identifié des sites potentiels pour l'atterrissage du gazoduc sous-marin et l'unité de traitement du gaz Sangomar (Figure 1-5)	Voir Figure 1-5 pour la localisation du site

Développements Anticipés	Sous-développement Anticipés/ Description de l'activité	Site et description	Notes
	<p>Gazoducs Terrestres:</p> <p>Gazoduc terrestre entre Saint Louis et Mboro (c. 100 km).</p> <p>Gazoduc terrestre entre Mboro et Cap de Biches (c. 70 km).</p> <p>Gazoduc terrestre entre Cap de Biches et Bel Air (c. 20 km).</p> <p>Gazoduc entre Cap de Biches et Malicounda. Un tracé préliminaire du gazoduc a été étudié par MJM Energy et RGS a terminé une étude pré-FEED. De Cap de Biches à Bargy (vers 10 km), le gazoduc traversera une zone urbaine.</p> <p>Autres Gazoducs seront nécessaires pour approvisionner les futures centrales à gaz.</p>	<p>Pour le gazoduc terrestre entre Saint Louis et Mboro: Un tracé préliminaire du gazoduc a été étudié par MJM Energy. Les 50 premiers km au sud de Saint Louis semblent suivre un itinéraire proche de la côte, puis se rapprochent de l'intérieur des terres à mesure que le gazoduc approche de Mboro.</p> <p>Pour le gazoduc terrestre entre Mboro et Cap de Biches: Un tracé préliminaire du gazoduc a été étudié par MJM, Energy3 et RGS a terminé une étude pré-FEED. De Mboro à la centrale de Tobene (environ 15 km), le tracé traverse des terres qui comprennent une mosaïque de zones urbaines et de terres cultivées.</p> <p>Pour le gazoduc terrestre entre Cap de Biches et Bel Air: Un tracé préliminaire du gazoduc a été étudié par Energy3 et RGS a terminé une étude pré-FEED. Le gazoduc traverse des terres qui sont principalement occupées par des zones urbaines denses.</p> <p>Pour le gazoduc entre Cap de Biches et Malicounda: Un tracé préliminaire du gazoduc a été étudié par MJM Energy et RGS a terminé une étude pré-FEED. De Cap de Biches à Bargy (vers 10 km), le gazoduc traversera une zone urbaine.</p>	<p>Voir Figure 1-6 pour tracé du gazoduc terrestre entre Mboro et Cap de Biches</p>

Développements Anticipés	Sous-développement Anticipés/ Description de l'activité	Site et description	Notes
		L'emplacement des autres gazoducs nécessaires n'avait pas été encore défini.	
Centrale HFO convertie au gaz	-	-	Voir le Tableau 1-3 pour le calendrier de démarrage des centraux gaz et conversion des centrales HFO au gaz
Nouvelles installations industrielles alimentées en gaz et le développement du réseau de distribution de gaz	-	Le développement du réseau de distribution de gaz n'avait pas encore commencé et, par conséquent, les tracés des gazoducs ne sont pas connus.	-
Construction et l'exploitation des installations de liquéfaction et d'exportation du Gaz Naturel Liquéfié (GNL)	-	Pour GTA 1, le Hub sera située à environ 10/11 km des côtes. Des emplacements appropriés pour les installations se trouvent à proximité du nouveau port d'énergie minérale de Sendou-Bargny ou du nouveau port de Ndayane.	-
Approvisionnement du pétrole brut	Un projet d'expansion visant à augmenter la capacité de production et à permettre à l'installation de traiter un brut composé à 75 % de brut provenant de Sangomar et à 25 % de brut Bonny light. Un projet d'approvisionnement des hydrocarbures par 2 nouveaux oléoducs sous-marins (sealines) depuis un Conventional Bouy Mooring (CBM) située à 9 km de la côte. L'Avant-Projet Détaillée (APD) est en cours. Un nouvel oléoduc enterré pour transporter les hydrocarbures vers les	Les projets avancés pour l'approvisionnement du pétrole brut seront menés à la raffinerie SAR de Dakar	Voir Figure 1-8 pour la localisation de la raffinerie de Dakar

Développements Anticipés	Sous-développement Anticipés/ Description de l'activité	Site et description	Notes
	<p>installations de la société SENSTOCK est compris dans le projet.</p> <p>La SAR opère 3 oléoducs enterrés pour transporter essence, fioul lourd HFO et gazole vers les dépôts de stockage au port de Dakar. La SAR envisage d'arrêter l'opération de ces 3 oléoducs, car le stockage des hydrocarbures du port sera relocalisé au Port de Sendou/Bargny (PWC, QED Consulting, Channoil, SLR, 2022).</p>		
Nouvelle Raffinerie	La SAR envisage de développer un projet pour une nouvelle raffinerie SAR (avec une capacité de 100 000 barils par jours).	Le site n'est pas encore défini cependant des terres appartenant à la SAR adjacentes aux installations existantes et actuellement occupées par une petite zone humide pourraient être un site possible	Voir Figure 1-8 pour la localisation du site
Construction du Hub d'importation	-	L'emplacement du hub n'a pas été identifié. Cependant, le hub pourrait être située à proximité de la SAR, à la place de la SAR ou à un autre endroit comme le port de Sendou- Bargny ou le nouveau port de Ndayane	-
Stockage et logistique	<p>Il est prévu de déplacer une partie/la majeure partie de la capacité de stockage du port de Dakar vers le nouveau port de Sendou-Bargny</p> <p>Le site de Senstock Mboa est approvisionné en hydrocarbures depuis la raffinerie par un oléoduc enterré. Un projet d'expansion est en cours utilisant un terrain</p>	Les installations de stockage des hydrocarbures seront localisées au port Sendou-Bargny, le site de Senstock Mboa, et au port de Dakar.	Voir Figure 1-9 pour la localisation des installations de stockage des hydrocarbures

Développements Anticipés	Sous-développement Anticipés/ Description de l'activité	Site et description	Notes
	<p>adjacent au site qui est déjà la propriété de SENSTOCK.</p> <p>Le port de Sendou-Bargny comprend une jetée et des zones de stockage pour les produits en vrac. La construction est en cours depuis 3 ans. La capacité de stockage des hydrocarbures est de 90 000 m3 d'hydrocarbures liquides.</p>		

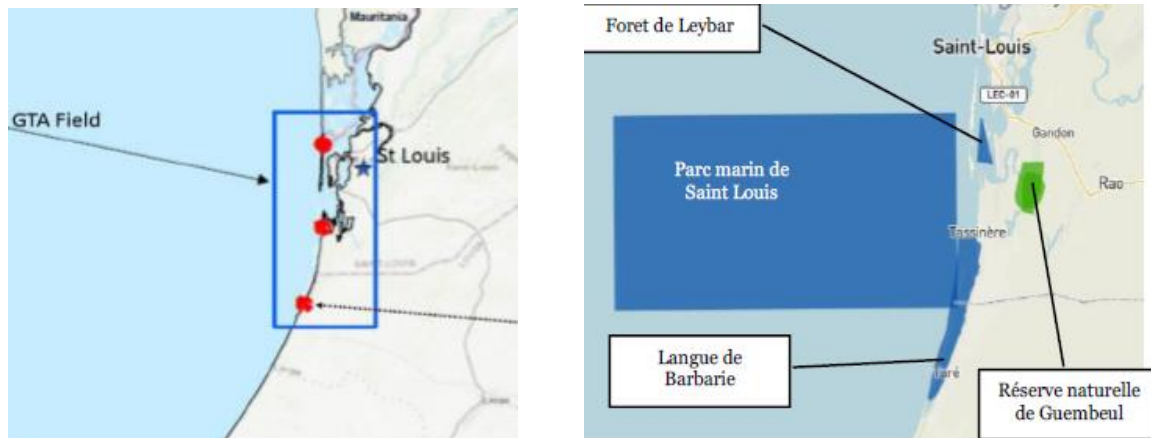


Figure 1-2 Sites potentiels d'Atterrage (Site d' Installation) du Gazadoc GTA

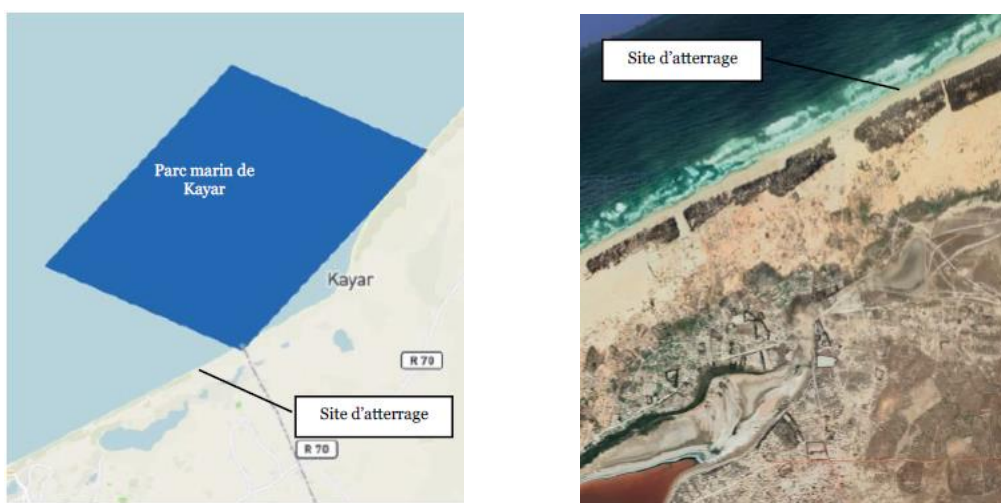


Figure 1-3 Sites Potentiels d'Atterrage du Gazoduc Yakaar/Teranga



Figure 1-4 Sites Potentiels d'Atterrage du Gazoduc Yakaar/Teranga



Figure 1-5 Site Potentiel d'Atterrage du Gazoduc Sangomar et le Site de Traitement du Gaz



Figure 1-6 Tracé du Gazoduc Terrestre entre Mboro et Cap de Biches

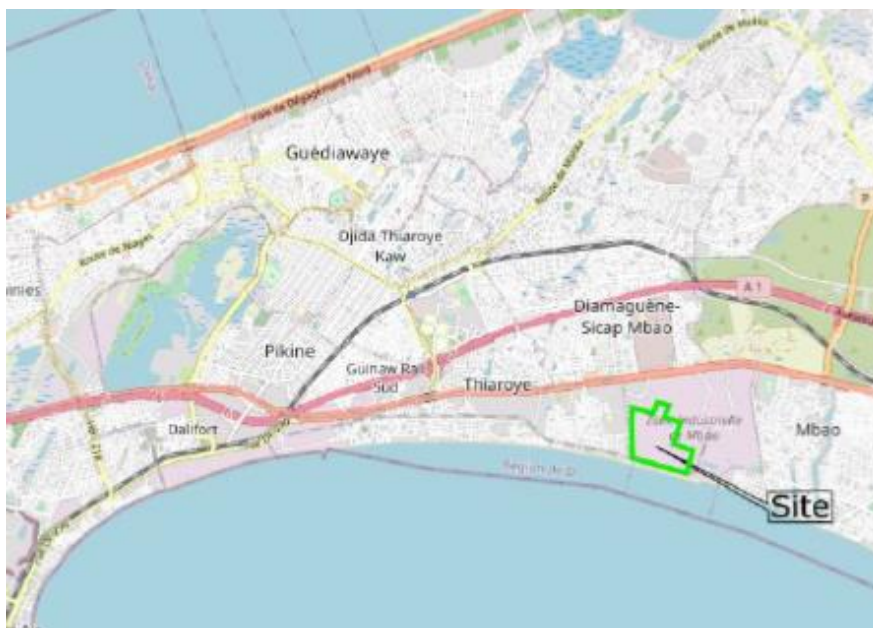


Figure 1-7 Localisation de la Raffinerie de Dakar



Figure 1-8 Localisation du Site Potentiel de la Raffinerie SAR 2.0



Figure 1-9 Localisation des Installations de Stockage des Hydrocarbures

Tableau 1-3 Le Calendrier pour le Démarrage des Centrales Gaz et Conversion des Centrales Heavy Fuel Oil (HFO) au gaz (Plan Directeur, 2022)

Centrale	Operateur	MW	Années du fonctionnement HFO	Année du démarrage du fonctionnement au gaz
Karpower Powership <sup>(a)</sup>	Karpower	200	-	2021
Bel-Air / C6 <sup>(a)</sup>	Senelec	60	2021	2022
Bel Air / C6 <sup>(a)</sup>	Senelec	33	2021	2022
Bel-Air / TAG4 <sup>(a)</sup>	Senelec	30	2021-2023	2024
Cap-des-Biches-C4 <sup>(a)</sup>	Senelec	30	2021-2025	2026
Cap-des-Biches-Contour Global <sup>(a)</sup>	IPP	88	2021-2025	2026
Malicounda <sup>(b)</sup>	PIPo	120	2021-2025	2026
Tobene <sup>(b)</sup>	IPP	115	-	2026
Cap des Biches dual <sup>(c)</sup>	Celik Energy, GE	300	-	2025
Cap des Biches EPC <sup>(c)</sup>	Senelec	120	-	2025

Centrale	Operateur	MW	Années du fonctionnement HFO	Année du démarrage du fonctionnement au gaz
Mboro (c)	IPP	300	-	2025
Installations de 10 nouvelles CCGT (c)	IPP	3,300	-	2025-2035
Saint-Louis (c)	IPP	225	-	2025

(a) Installations HFO existantes converties au gaz

(b) Installations en construction avec démarrage en HFO puis converties au gaz

(c) Installations futures

### 1.3 DESCRIPTION DU DEVELOPPEMENT PETRO-GAZIER

#### 1.3.1 Les Enjeux et Aspects du Développement Pétro-Gazier

Le Développement Pétro-Gazier (DPG) du secteur au Sénégal est sujet à plusieurs enjeux, notamment économiques et diplomatiques, selon le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (Centre des Hautes Etudes de Defense et de Sécurité, 2021) mais aussi environnementaux et sociaux.

##### 1.3.1.1 Enjeux Diplomatiques

La découverte de gisement de gaz entre les eaux sénégalaises et mauritaniennes ajoute une dimension diplomatique au DPG. En effet, ces deux pays sont désormais liés et l'intensité des négociations et des revenus impacteront leurs relations futures. Les rapports entre ces deux pays n'ont pas toujours été au beau fixe et sont caractérisés, par intermittence, par des incidents mineurs entre pêcheurs sénégalais et gardes côtiers mauritaniens. Toutefois, les accords de coopération pour le développement et l'exploitation du champ gazier GTA signé en février 2018, pourraient contribuer à améliorer les relations entre ces deux pays frontaliers (Centre des Hautes Etudes de Defense et de Sécurité, 2021).

##### 1.3.1.2 Enjeux Economiques

Le développement pétrolier et gazier du Sénégal a une composante importante liée à l'économie du pays. Environ 85% de l'électricité produite dans le pays provient de centrales électriques qui utilisent du fuel lourd, dérivé du pétrole ou importé. Avec la découverte du pétrole, le surplus est considérable. Par exemple, le Sénégal peut collecter jusqu'à FCFA 560 milliards par an pendant 30 ans sur les seuls gisements de GTA et de Sangomar. Cela permettra de réajuster le budget national et d'anticiper des changements structurels de l'économie, notamment par la diversification des exportations. Ces ressources permettent également au Sénégal de disposer d'autres mécanismes de mobilisation de fonds par les entrées de devises étrangères. Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), le secteur pétrolier et gazier devrait apporter 6 à 7 % de points de PIB au Sénégal sur 20 ans.

De plus, la chaîne d'approvisionnement en gaz joue un rôle clé pour la création d'emplois directs et indirects. Le terminal gazier au Port Autonome de Dakar (PAD) est une installation d'infrastructure de navires propulsés au gaz naturel liquéfié (GNL) qui permettra au Sénégal

d'exploiter ses réserves de gaz. Avec une capacité de stockage de 140 000 m<sup>3</sup>, le terminal pourra fournir un grand nombre de services gaziers aux pays voisins, créant ainsi des emplois dans le secteur des transports par exemple. Grâce aux opportunités offertes par la loi sur le contenu local, les activités pétrolières et gazières peuvent également contribuer au développement des organisations industrielles locales en promouvant les petites et moyennes entreprises (PME/PMI). Ce dernier peut maximiser le compte dans des activités connexes telles que le raffinage et la pétrochimie. Ainsi, le Sénégal, comme le Nigeria, aura une plus grande propriété nationale des actifs des projets pétroliers et une opportunité d'accroître la présence des secteurs privés et industriels locaux dans les activités pétrolières et gazières. L'enjeu est donc de pouvoir allouer de manière optimale les retombées positives pour financer le développement national.

### 1.3.1.3 Enjeux Environnementaux et Sociaux

À ce jour, les enjeux de l'exploration des hydrocarbures au Sénégal relèvent principalement de la transparence des contrats pétroliers, de la gouvernance des recettes pétrolières et des retombées anticipées pour les Sénégalais. A ce titre, l'Etat sénégalais s'est engagé au sein de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), organisation internationale dont l'objet est de mettre en œuvre une norme internationale destinée à évaluer la manière dont les revenus des ressources pétrolières, gazières et minérales d'un pays sont gérées de manière transparente (Total EP; Tropica Environmental Consultants; Artelia, 2018).

Les enjeux environnementaux de l'exploration concernent moins les opérations pétrolières en mode normal (comme les déchets pétro-gazier), que les risques de pollution accidentelle aux hydrocarbures, dont les conséquences sur la biodiversité marine et côtière peuvent s'avérer importantes. Les enjeux sociaux sont relatifs aux impacts de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures à grande échelle sur les activités de pêche, tourisme et le trafic maritime. L'emploi et le recours aux entreprises locales pour la fourniture de biens et de services aux compagnies pétrolières sont également des opportunités amenées à moyen terme par le développement du secteur des hydrocarbures (Total EP; Tropica Environmental Consultants; Artelia, 2018).

### *1.3.2 Les Buts du DPG dans le Cadre des ODD*

La communauté internationale s'est engagée en 2015 dans un nouvel agenda déclinant les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. Cet agenda inclut 169 cibles et une série d'indicateurs que tous les pays se doivent de mettre en œuvre tout en tenant compte de la variété des situations ainsi que de leurs spécificités. Le DPG va avoir un rôle à jouer quant à la réalisation des Objectifs de Développement Durable selon le Tableau 1-2.

**Tableau 1-2 Les Actions Gouvernementales Nécessaires dans le Cadre du DPG pour Réaliser les ODD (PWC, QED Consulting, Channoil, SLR, 2022)**

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
1. Pas de pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engager un processus de collaboration avec les communautés pour développer des accords de développement communautaire adaptés à leurs contextes locaux spécifiques et conclure un accord formel pour garantir le bénéfice des communautés locales</li> <li>• Pour d'autres actions, voir [7], [16], [13], [8] et [5].</li> </ul>	-
2. Faim « zéro »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluer de manière collaborative la manière dont les opérations proches de l'agriculture de subsistance ou de la production alimentaire à petite échelle (y compris la pêche) peuvent coexister de manière constructive.</li> <li>• Planifier des infrastructures qui peuvent également profiter à l'agriculture ou à la pêche.</li> <li>• Partager les connaissances sur l'efficacité énergétique et la réduction des GES avec</li> </ul>	-

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<p>les entreprises de fabrication d'engrais chimiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour d'autres actions, voir [13].</li> </ul>	
3. Bonne santé et bien	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effectuer des évaluations d'impact sur la santé et préparer des plans d'action santé pour les employés et les communautés.</li> <li>• Effectuer des évaluations des risques professionnels, gérer les risques en concevant des installations sûres, préparer et mettre en œuvre des politiques de sécurité et des formations, fournir des équipements de protection individuelle.</li> <li>• Protéger les travailleurs et les communautés des maladies infectieuses, des maladies non transmissibles, des maladies mentales et de la toxicomanie en élaborant et en mettant en œuvre des stratégies de prévention et d'intervention.</li> <li>• Concevoir des programmes de prestations pour améliorer l'accès aux services préventifs.</li> </ul>	Renforcer les systèmes de santé publique afin qu'ils puissent répondre aux risques sanitaires et aux épidémies potentiellement exacerbés par le développement de projets pétroliers et gaziers

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévenir et atténuer les effets sur la santé des émissions atmosphériques et des rejets d'effluents (voir [7], [9], [11], [12] et [13]).</li> <li>• Promouvoir la sécurité routière.</li> </ul>	
4. Education de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir une stratégie d'entreprise pour le contenu local (« Local content ») afin de promouvoir le développement durable conformément à la politique gouvernementale.</li> <li>• Évaluer les lacunes en matière de compétences et investir dans l'éducation, la formation de la main-d'œuvre et les programmes techniques pour combler les lacunes.</li> <li>• Investir dans l'éducation et la formation à l'utilisation responsable de l'énergie et aux nouvelles technologies.</li> <li>• Soutenir les efforts nationaux d'éducation et de développement des compétences.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appliquer la politique de contenu local aux entreprises internationales et nationales</li> <li>• Développer des centres d'éducation et de formation au secteur pétrolier et gazier</li> </ul>
5. Egalité entre les sexes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des politiques de contenu local intégrant une approche genre</li> </ul>	S'associer avec des sociétés pétrolières et gazières internationales et nationales pour anticiper et atténuer les impacts négatifs, par exemple, par le

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir la participation pleine et effective des femmes à tous les niveaux de prise de décision.</li> <li>• Développer les opportunités d'emploi pour les femmes et la représentation féminine dans la direction.</li> <li>• S'associer avec le gouvernement du Sénégal pour anticiper et atténuer les impacts négatifs, par exemple par le biais de campagnes d'information publique sensibles au genre sur des sujets pertinents.</li> <li>• Établir des partenariats avec des établissements d'enseignement pour développer l'intérêt des femmes pour l'enseignement des STEM - sciences, technologie, ingénierie et mathématiques - afin d'autonomiser les femmes dans l'industrie pétrolière et gazière</li> </ul>	<p>biais de campagnes d'information publique sensibles au genre sur des sujets pertinents.</p>
6. Eau propre et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer une stratégie de gestion de l'eau dans l'entreprise.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudier l'implantation des futures installations pour éviter la dégradation des ressources en eau.</li> </ul>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comprendre la gestion des risques de pénurie d'eau.</li> <li>• Maximisez l'efficacité de l'utilisation de l'eau.</li> <li>• Gérer les eaux produites et les eaux usées avec un traitement, un rejet et une surveillance appropriés conformément à la réglementation.</li> <li>• Adopter une approche participative de la gestion de l'eau.</li> <li>• Partager l'usage des infrastructures liées à la gestion de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les initiatives de protection et d'accès aux ressources en eau.</li> <li>• Définir des valeurs limites de rejet d'eaux usées conformément aux meilleures pratiques de l'industrie, les intégrer dans la réglementation environnementale du Sénégal et faire respecter la conformité par les opérateurs pétroliers et gaziers.</li> <li>• Développer des politiques conjointes eau-énergie.</li> <li>• Promouvoir la participation des sociétés pétrolières et gazières opérant à terre dans les programmes de gestion de l'eau au niveau des bassins versants</li> </ul>
7. Energie propre et d'un coût abordable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler avec les communautés locales pour déterminer la meilleure façon d'accorder les investissements dans les projets avec les besoins des communautés et tirer le meilleur parti des opportunités pour développer des infrastructures énergétiques à usage partagé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître la part du gaz naturel dans le mix énergétique du Sénégal</li> <li>• Accroître la part des énergies et technologies alternatives dans le mix énergétique du Sénégal.</li> <li>• Développer une stratégie d'accès à l'énergie à long terme qui soit cohérente</li> </ul>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre les meilleures pratiques de l'industrie en matière d'efficacité énergétique dans l'exploitation et la production.</li> </ul>	<p>avec l'objectif de renforcer la réponse mondiale au changement climatique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir une énergie d'un coût abordable pour la consommation domestique: l'accès peut être rendu possible en reflétant le coût réel de l'énergie de manière transparente, en tirant le meilleur parti des actifs déjà en place et en recherchant les options les moins coûteuses.</li> <li>Créer un climat d'investissement attractif pour les nouveaux services énergétiques.</li> <li>Créer un cadre politique / réglementaire qui soutient le développement de sources d'énergie à faibles émissions de GES.</li> <li>Développer les interconnexions régionales pour les énergies renouvelables et l'accès au gaz naturel</li> </ul>
8. Travail décent et croissance économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effectuer une évaluation des compétences et communiquer des attentes raisonnables et réalistes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir la diversification économique pour atteindre des niveaux plus élevés de productivité économique.</li> </ul>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des politiques claires et transparentes sur le recrutement, l'emploi et le renforcement des capacités des employés.</li> <li>• Favoriser le plein emploi local et le développement de la main-d'œuvre grâce à l'éducation et aux programmes de formation.</li> <li>• Incorporer les entreprises locales dans la chaîne d'approvisionnement, soit par l'approvisionnement direct de biens et services par l'entreprise, soit par l'approvisionnement indirect via des sous-traitants.</li> <li>• Soutenir les programmes gouvernementaux pour renforcer la capacité des entreprises locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue multipartite pour promouvoir des politiques axées sur le développement.</li> <li>• Développer des programmes d'entreprise pour renforcer la capacité des entreprises locales qui approvisionnent les sociétés pétrolières et gazières internationales afin de les rendre compétitives et de développer les pratiques santé, sécurité et main-d'œuvre au niveau requis.</li> <li>• Les politiques doivent également définir ce que signifie « local », car l'impact sur le développement de l'approvisionnement auprès d'entreprises situées à proximité du projet sera probablement très différent de celui d'une entreprise internationale n'ayant qu'une implantation dans le pays hôte.</li> </ul>
9. Industrie, innovation et infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer les infrastructures et technologies existantes pour les rendre durables</li> <li>• Évaluer les opportunités potentielles d'infrastructures à usage partagé</li> </ul>	Développer l'accès à l'énergie hors réseau dans les zones rurales et isolées en fournissant un accès au butane et aux énergies renouvelables (éolienne et solaire).

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer les capacités technologiques et le transfert de connaissances, par exemple en octroyant des licences ou en vendant des technologies à des entreprises ou fournisseurs locaux et / ou en produisant des efforts conjoints de recherche et de développement, des coentreprises, des partenariats entre des sociétés pétrolières internationales et nationales/publiques, des échanges universitaires ou des partenariats public-privé.</li> </ul>	
10. Inégalités réduites	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'acquitter de toutes les redevances fiscales de manière transparente</li> <li>Évaluer et prévenir les impacts des inégalités dans la planification des projets, en utilisant les évaluations d'impact socio-économiques et sur les droits humains pour identifier les moyens de prévenir les risques et impacts accrus sur les groupes marginalisés.</li> <li>Assurer la transparence en ce qui concerne les revenus et impliquer les parties prenantes pour éviter de créer des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la gestion des recettes fiscales et améliorer la gouvernance locale afin que les recettes fiscales soient investies judicieusement au profit de la population locale.</li> <li>Orienter les revenus issus des ressources pour atteindre une croissance économique plus large et éviter le « syndrome hollandais » - où le développement du pétrole et du gaz provoque un afflux de devises étrangères qui augmente la valeur de la monnaie</li> </ul>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<p>tensions sociales en définissant des attentes raisonnables liées aux avantages potentiels locaux et nationaux d'une entreprise pétrolière et gazière et en identifiant les moyens pour les entreprises et les communautés locales de mieux travailler ensemble.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Atténuer les impacts du changement climatique (voir [13] ci-dessous).</li> <li>• Fournir un accès à l'énergie (voir [7] ci-dessus).</li> </ul>	<p>nationale, rendant les industries nationales moins compétitives.</p>
11. Villes et communautés durables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre des processus de gestion, protection et sauvegarde du patrimoine culturel et naturel.</li> <li>• Les nouveaux projets ou les agrandissements d'installations doivent être planifiés à l'avance pour réduire les impacts potentiels sur les communautés</li> <li>• Travailler avec les autorités locales et les communautés pour planifier et suivre les migrations des demandeurs d'emploi et des entrepreneurs de l'extérieur de la</li> </ul>	<p>Coordonner une planification rigoureuse du développement urbain et régional. Planifiez les futures villes avec des systèmes municipaux et résidentiels à haut rendement, des systèmes de transport public robustes, une gestion améliorée des déchets et des infrastructures intégrées.</p>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	zone pour développer et mettre en œuvre des stratégies d'atténuation.	
12. Consommation et production responsables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer l'approche de gestion des produits (« Product Stewardship ») dans les systèmes de gestion de l'entreprise, y compris l'analyse du cycle de vie des produits et le développement de processus de gestion des déchets.</li> <li>• Introduire une gestion écologiquement rationnelle et efficace des produits chimiques et des déchets.</li> <li>• Améliorer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir une approche coordonnée pour plus de durabilité entre les sociétés pétrolières et gazières, le gouvernement et les ONG, comme le groupe de travail sur les carburants et les produits de l'IEPCA.</li> <li>• Soutenir le développement de projets intersectoriels de gestion des déchets</li> </ul>
13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler avec les gouvernements, les universités et la société civile pour promouvoir les technologies de soutien, telles que la séquestration géologique du dioxyde de carbone à grande échelle, afin de contribuer à la réalisation des engagements du Sénégal en matière d'émissions de GES</li> <li>• Développer une compréhension globale des implications du changement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborer des mesures politiques</li> <li>• Promouvoir des projets de séquestration géologique du dioxyde de carbone à grande échelle</li> </ul>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<p>climatique sur les activités, y compris les risques économiques et physiques pour les infrastructures et les opérations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la résilience au changement climatique des installations et des infrastructures et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation et de gestion.</li> <li>• Soutenir les programmes pour éviter la dégradation des terres et pour la restauration des terres dégradées, par exemple en participant directement aux programmes nationaux de réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD +) soutenus par l'ONU (par exemple, par l'achat de crédits ou l'investissement dans un programme innovant mécanisme de financement)</li> <li>• Minimiser les émissions de GES en adoptant les meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique, de réduction des émissions de torchage et fugitives et en minimisant les émissions de méthane</li> </ul>	

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
14. Vie aquatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incorporer les évaluations environnementales dans les plans de gestion.</li> <li>• Contribuer à réduire le taux d'acidification des océans, en diminuant les émissions de GES (voir [13]), et soutenir des programmes tels que la « Blue Carbon Initiative » qui vise à protéger les écosystèmes côtiers qui séquestrent et stockent le carbone.</li> <li>• Adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des risques et de prévention des déversements. Appliquer les normes de prévention de la pollution convenues au niveau national et régional.</li> <li>• Préparer des plans d'intervention en cas de déversement.</li> <li>• Transférer et partager les connaissances sur le milieu marin et les technologies associées. Assurer une coordination avec les organismes de recherches sur la biodiversité du Sénégal et d'autres parties prenantes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se préparer à la gestion d'un déversement majeur d'hydrocarbures.</li> <li>• Nettoyer et assainir les zones qui ont été polluées par les opérations pétrolières et gazières antérieures.</li> <li>• Mettre en œuvre les meilleures pratiques de l'industrie (BIP) pour la prévention de la pollution.</li> <li>• Ratifier les conventions de l'OMI concernant l'intervention en cas de déversement</li> </ul>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
15. Vie terrestre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer les principes et considérations de conservation de la biodiversité et des services écosystémiques dans les systèmes de gestion d'entreprise. Coordonner les programmes avec les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité.</li> <li>• Mettre en œuvre la hiérarchie d'atténuation pour d'abord éviter et minimiser les impacts avant d'envisager des mesures correctives (la restauration et les compensations doivent être un dernier recours). Rechercher des opportunités de conservation.</li> <li>• Minimiser les impacts par l'utilisation de nouvelles technologies.</li> <li>• Si, après évitement, minimisation et restauration, les opérations ont encore des impacts négatifs sur l'environnement, les entreprises devraient mettre en œuvre des actions de compensations de biodiversité pour éviter toute perte nette de biodiversité.</li> <li>• Adopter une approche de conservation à l'échelle du paysage où la conservation</li> </ul>	Promouvoir la mise en place d'un partage des connaissances multi-acteurs.

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
	<p>et la gestion des impacts sont considérées de manière holistique au lieu d'employer une approche basée sur le site.</p>	
16. Paix, justice et institutions efficaces	<p>Intégrer les notions de respect des droits de l'homme dans les évaluations d'impact.</p> <p>Mener des consultations des communautés transparentes et inclusives pour permettre le respect des droits des communautés potentiellement affectées.</p> <p>Assurer une gestion rapide et responsable des requêtes et des préoccupations des communautés.</p> <p>Mener un engagement communautaire spécifique avec les peuples autochtones, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à la convention de l'OIT</p> <p>Intégrer des systèmes anti-corruption</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les institutions grâce aux Compagnies Pétrolières Nationales</li> <li>• Accroître la responsabilité, l'efficacité et la transparence des institutions.</li> </ul>
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer et diffuser des technologies énergétiques durables</li> <li>• Participer au dialogue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités du gouvernement</li> <li>• Renforcer la coordination entre les initiatives</li> </ul>

Objectif du Développement Durable	Exigences pour les Entreprises Internationales des Secteurs Pétrolier et Gazier	Action Gouvernementales
		<ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="1489 320 1973 347">• Incorporer les ODD dans les politiques</li><li data-bbox="1489 387 1890 414">• Appliquer les indicateurs ODD.</li></ul>

### 1.3.3 Les Aspects hors du Champ du Développement Pétro-Gazier

Le Gouvernement à travers les lettres de politiques sectorielles et/ou les plans locaux de développement tentent de répondre aux exigences du nouvel agenda à travers la mise en place d'un plan stratégique baptisé le Plan Sénégal Émergent (PSE) ainsi que la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD), Contribution Prévues Déterminées au Niveau National (selon l'accord de Paris sur le climat), la Lettre de politique sectorielle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), la Lettre de Politique Sectorielle de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (LPSDPA), la Stratégie Nationale pour les Aires Marines Protégées (AMP) du Sénégal et la Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Energie (LPDSE).

#### 1.3.3.1 Plan Sénégal Émergent

Le Plan Sénégal Émergent (PSE) a été mis en œuvre en 2013, a permis de consolider les politiques et stratégies nationales antérieures en un plan de développement ambitieux et intégré avec une aspiration unique qui est celle d'un « Sénégal émergent en 2035 avec une société solidaire dans un État de droit ». Le PSE poursuit 3 priorités:

1. La transformation structurelle de l'économie à travers le développement équilibré de nouveaux secteurs créateurs d'emplois, d'inclusion sociale et de prospérité,
2. La promotion du capital humain, l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre les inégalités sociales,
3. La garantie d'une bonne gouvernance pour renforcer la stabilité sociale, protéger les droits et consolider l'État de droit.

L'adoption du PSE a donné lieu à un programme accéléré de réformes de la réglementation visant à moderniser l'administration civile et à promouvoir des investissements de masse dans l'économie nationale. Le PSE est mis en œuvre au moyen de Plans d'Actions Prioritaires (PAP) quinquennaux comportant des initiatives se déclinant à travers divers projets et programmes de développement inscrits dans un cadre budgétaire. L'actuel PAP 2014-2018 comprend 27 projets phares et 17 programmes majeurs de réforme couvrant différents secteurs, dont l'énergie, l'éducation, la santé et les infrastructures. Ces projets et programmes intègrent la stratégie sénégalaise de réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies ainsi que des plans thématiques nationaux permanents relatifs à la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et la réduction de la pauvreté.

Le développement du secteur pétro-gazier joue un rôle important dans le PSE et le PAP, notamment dans le cadre de l'axe stratégique 1 et particulièrement son premier objectif stratégique qui consiste à promouvoir des secteurs moteurs de croissance, d'exportations et d'inclusion sociale.

En effet, la découverte de gaz et de pétrole offshore, au large des côtes sénégalaises, est une opportunité pour accélérer les performances économiques du pays. Les réserves gazières de Grand Tortue (Saint Louis) et pétrolières de SNE-1 (Sangomar) sont respectivement estimées à 20 Tcf<sup>60</sup> (560 milliards m<sup>3</sup>) et 530 millions de barils de pétrole.

Elles devraient contribuer, à moyen et long terme, à une transformation structurelle de l'économie et une amélioration des conditions de vie des populations. Cette découverte permettrait d'accroître, entre autres, la production d'énergie (Stratégie « Gas to Power»), de réduire le coût de l'électricité, de développer des métiers liés au pétrole, d'augmenter les recettes de l'État via les redevances et les taxes, de réduire la dépendance énergétique.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte la prise en charge des problèmes environnementaux ainsi que la mise en œuvre de politiques susceptibles de développer un contenu local de qualité.

#### 1.3.3.2 Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)

La Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) adoptée en 2015, a comme objectif de créer un environnement favorable à la conciliation entre l'exigence d'une croissance forte et soutenue et la préservation des équilibres écologiques, sociaux et territoriaux.

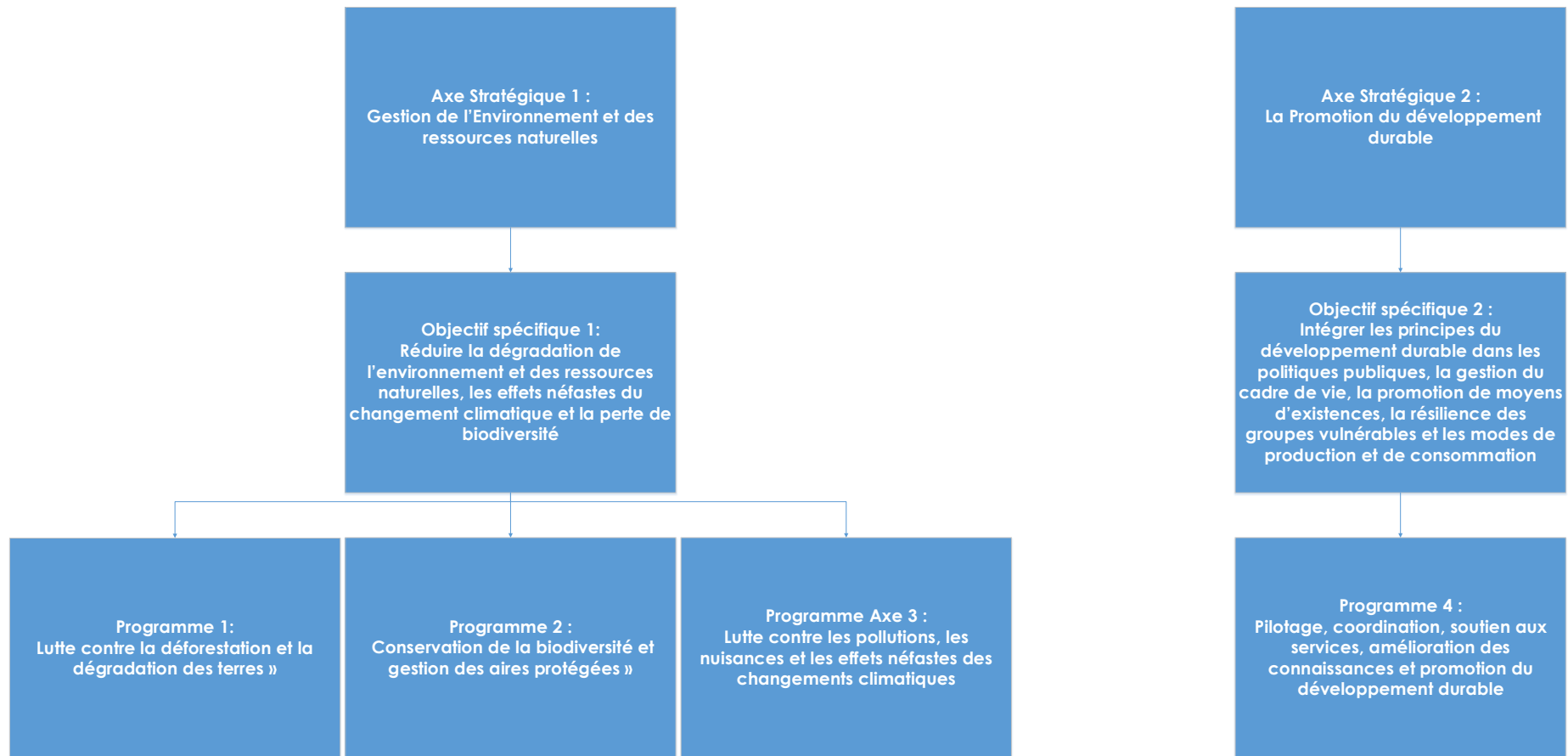
#### 1.3.3.3 Contribution Déterminée au Niveau National

En 2016, le Sénégal s'est lancé dans le processus de mise à jour de sa Contribution Prévues Déterminées National (CPDN) pour en faire une Contribution Déterminée National (CDN) qui constitue l'engagement du pays dans le cadre de l'accord de Paris. Cette transition répond principalement à des impératifs de réactualisation des données (sectorielles, macro-économiques, démographiques etc.) utilisées lors de l'élaboration de la CPDN, mais également à la nécessité de prendre en charge des composantes essentielles telles que la Mesure, la Notification et la Vérification (MNV), les besoins en renforcement de capacités et en transfert de technologie, essentiels pour une bonne mise en œuvre de la CDN ainsi que l'intégration des émissions issues de l'industrie pétrolière et gazière dont le début de production est prévu en 2022.

La Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du Sénégal s'inscrit dans le cadre de sa stratégie de développement, le Plan Sénégal Émergent (PSE), ainsi que ses programmes sectoriels de gestion durable de ses ressources naturelles et environnementales. Sur l'option inconditionnelle, les réductions d'émissions par rapport à leur trajectoire prévue sont de 4% et 5% respectivement en 2025 et 2030. Cette réduction pourra être portée à 23% et 29% respectivement, aux horizons 2025 et 2030, par rapport à la situation de référence, si le Sénégal bénéficie du soutien de la communauté internationale avec des financements conséquents, la facilitation du transfert de technologies écologiquement rationnelles et du renforcement de ses capacités institutionnelles et humaines, dans le domaine du changement climatique (CDN+).

#### 1.3.3.4 Lettre de politique sectorielle du Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD)

La politique a été adoptée en 2021 pour la période 2021-2025. Elle est basée en gros sur la lettre précédente adopter pour la période 2016-2020. Elle est déclinée sur deux axes stratégiques, deux objectifs spécifiques et quatre programmes comme présenté ci-dessous (Figure 1-10).



**Figure 1-10 Les Axes, Objectifs et Programmes de la Lettre de Politique du Secteur de L'Environnement et du Développement Durable (LPSEDD)**

### 1.3.3.5 Lettre de politique sectorielle de développement de la pêche et de l'aquaculture (LPSDPA)

La politique a été adoptée en mai 2016 pour une période allant de 2016 à 2023. Elle s'inscrit dans la vision du PSE, et fait suite à l'ancienne lettre politique de 2008. Elaborée de manière participative, la nouvelle LPSDPA constitue le socle et le cadre de référence des interventions sectorielles de l'Etat et des partenaires au développement. Le document vise à rendre durable la gestion de la pêche maritime et continentale, à créer les bases d'un développement accéléré de l'aquaculture au Sénégal, et à valoriser les produits halieutiques.

### 1.3.3.6 Stratégie nationale pour les aires marines protégées (AMP) du Sénégal

La stratégie a été élaborée en 2013 par la DAMCP. Celle-ci s'articule autour de 3 axes stratégiques d'intervention:

- Axe stratégique n°1: renforcement institutionnel, création et gestion des AMP;
- Axe stratégique n°2: contribution des AMP à la gestion durable des ressources halieutiques, à la conservation de la biodiversité marine et côtière et à l'amélioration des conditions et moyens d'existence des communautés locales; et
- Axe stratégique n°3: développement de la recherche scientifique au service des AMP.

### 1.3.3.7 Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Energie (LPDSE)

La Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Energie (LPDSE) publiée en octobre 2012 sous-entend une nouvelle politique énergétique de l'Etat du Sénégal dont les orientations fondamentales encadrent le secteur des hydrocarbures.

Cette Lettre de Politique, a été révisée et étendue pour la période 2019-2023 et vise les objectifs suivants:

- Assurer un approvisionnement sécurisé du pays en énergie suffisante et en qualité;
- Développer l'accès à l'électricité à moindre coût avec une qualité et une continuité de service;
- Renforcer l'accès des populations aux combustibles modernes de cuisson; et
- Renforcer la gouvernance, la régulation, le financement et le suivi-évaluation du secteur.

## **1.4 LES EXIGENCES DE L'EESS**

Le besoin de préparer une EESS pour le secteur fut soulevé durant la conférence nationale de développement durable en 2017; malgré les retards pour lancer l'étude, elle reste pertinente pour orienter le secteur dans une logique de développement durable.

### 1.4.1 Qu'est-ce une EESS ?

Une Evaluation Environnementale Sociale Stratégique (EES) est un processus systématique pour évaluer les conséquences environnementales des initiatives publiques afin de s'assurer qu'elles sont pleinement incluses et traitées de manière appropriée au stade le plus précoce possible de prise de décision en parallèle avec les considérations économiques et sociales. L'EES d'un projet sert comme matrice de démarrage et de départ pour un projet prospectif considéré pour un investissement. L'EES a pour objectif d'intégrer les préoccupations et considérations en matière d'environnement dans le processus décisionnel général à l'échelle nationale, y compris les politiques environnementales et sociales. L'EES sera disponible et couvrira toutes les phases de l'exécution du projet.

L'EES devra être préparée dans un cadre dynamique inclusif et participatif et avec la recherche de synergies parmi les différentes parties prenantes.

Les valeurs ajoutées d'une EES sont les suivantes:

- Informe les activités d'exploration dans les blocs attribués et les activités d'exploration ultérieures découlant des futurs cycles de licences;
- Informe les prochains cycles d'octroi de licences concernant les blocs à ouvrir en tenant compte des critères environnementaux et socio-économiques;
- Informe les politiques environnementales sur les Plans de Développement et de Production (PDP);
- Assure la cohérence avec les autres plans/stratégies/politiques nationaux, régionaux et sectoriels;
- Engage les parties prenantes et le public intéressé dans une approche participative et aide à instaurer la confiance;
- Appui un alignement de politiques environnementales avec les pays voisins à travers les consultations transfrontalières;
- Aide à combler les lacunes existantes dans les normes et politiques environnementales et sociales;
- Fourni des cadres de gestion et de suivi environnementaux pour le secteur; et
- Informe le processus d'EIE, réduisant ainsi les risques de retards dans les activités commerciales liées aux approbations environnementales nécessaires.

### 1.4.2 Phases d'une EES

Trois phases d'une EES peuvent se distinguer au cours du processus pour le développement du rapport final: les investigations préliminaires, l'étude approfondie, et l'analyse des données et la rédaction des rapports.

La méthodologie détaillée de l'EES est présentée dans la section 2.

#### 1.4.2.1 Les Investigations Préliminaires

Dans cette première étape, on a recours aux études et rapports publiés pour une bonne compréhension des activités accomplies au paravent, et les futurs projets à l'échelle nationale. Tout document pertinent déjà publié ou non devra être à la disposition de l'équipe pour une collection de données et d'informations efficace et compréhensive.

En plus de la revue approfondie des documents disponibles, des visites sur le chantier seront indispensables pour une acquisition des conditions actuelles de l'environnement, ce qui servira comme référence. Suite aux données collectées durant les visites in-situ, plus d'investigations pourront être initiées, ce qui rend l'indulgence de la situation foncière initiale rigide, et l'évaluation des effets rigoureuse.

En complément de la revue documentaire (voir section 2.1.4) et des visites in-situ, l'équipe aura à organiser des consultations publiques (CP) avec les parties prenantes (PP), comme l'exige l'article 4 de la loi N°2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'environnement du Sénégal. Ce texte législatif stipule le droit du public à participer à la prise de décision.

#### 1.4.2.2 L'Etude Approfondie

Cette étape comprend une analyse des cadres juridique, politique, et institutionnel relatif au projet. Les établissements prenants en relation direct au projet seront énumérés, en plus de leurs tâches et responsabilités envers l'exécution du projet.

En outre, la zone du projet et la zone d'influence directe seront examinées pour bien définir l'état référentiel environnemental et socio-économique (inclus les aspects santé et sécurité).

De plus, les scénarios d'évolution possibles du secteur devront être examinés. Ces scénarios ont été élaborés dans le rapport du plan directeur, avec une évaluation préliminaire des effets anticipés suite à l'exécution de chacun.

#### 1.4.2.3 L'Analyse des Données et la Rédaction des Rapports

Suite aux deux étapes ci-dessus, l'équipe sera capable d'analyser les données pour conceptualiser les effets et impacts environnementaux et sociaux résultants de l'exécution du DPG, en plus des enjeux qui peuvent survenir au cours de son cycle de vie.

Les résultats de cette analyse seront inclus dans le rapport de l'EESS, en décrivant les mesures d'atténuation recommandées ainsi qu'un Plan Cadre de Gestion Environnementale et Social su DPG.

### 1.5 L'EQUIPE DU CONSORTIUM

**ELARD** est une société spécialisée dans le domaine des études environnementales et sociales, y compris les études EESS et EIES, avec un accent particulier sur le secteur pétrolier et gazier depuis 25 ans. ELARD est le chef de file du projet.

**HPR ANKH CONSULTANTS** (Sénégal) est une entreprise indépendante de conseil qui a mené à bien de nombreux et divers projets en Afrique depuis plus de 15 ans. Hpr Ankh Consultants, agréé pour l'exercice des activités relatives aux évaluations environnementales, est un bureau

d'experts-conseils basé à Dakar (Sénégal) et à Bangui (République Centrafricaine). Il offre à sa clientèle des prestations de services professionnels diversifiés dans les champs d'expertises environnementales et sociales.

**Envirotech Consulting** est un bureau d'études d'ingénierie et conseil Ivoirien qui effectue des services d'ingénierie à multi-disciplines dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, l'Alimentation en eau potable, Traitement et Distribution, Stations de pompage, Systèmes d'eaux usées et pluviales. Fort des énormes progrès réalisés et de l'expérience acquise, il était indispensable qu'Envirotech Consulting exporte son expertise dans la sous-région. Envirotech Consulting est agréé par l'ANDE (année 2021).

## 1.6 COMPREHENSION DE LA MISSION

La mission est intitulée « Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur pétro-gazier du Sénégal (Offshore et Onshore)». L'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) représente l'outil d'analyse par excellence, pour:

- Améliorer le processus de décision par l'intégration des préoccupations environnementales, sociales et économiques
- Aider à atteindre les résultats de développement à long terme du pays en intégrant les aspects environnementaux, sociaux, les considérations de santé, de sûreté et de Sécurité dans les politiques pétrolières et gazières, ainsi que leurs cadres réglementaire et économique.

Dans le cadre du développement des activités et du renforcement des capacités proposés pour les secteurs pétrolier et gazier, l'EESS fournira un examen sectoriel global des impacts potentiels, positifs et négatifs, et identifiera les gaps dans les réglementations, les capacités institutionnelles et mécanismes de consultation publique. L'EESS vise à être un cadre stratégique pour le renforcement de la durabilité environnementale et sociale du secteur pétrolier et gazier au Sénégal, le renforcement de la capacité du pays à traiter les problèmes de santé et de sécurité dans ce secteur.

### 1.6.1 Objectifs de la Mission

#### 1.6.1.1 Objectif General

L'objectif général de la mission est de prendre en compte la protection de l'environnement et du milieu socio-économique dans le cadre du DPG.

#### 1.6.1.2 Objectifs Spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'EESS sont entre autres:

- L'identification, la description et l'évaluation des enjeux, risques et des impacts environnementaux et sociaux potentiels directs, indirects, court, moyen et long-terme, cumulatifs et transfrontaliers;
- Identifier toutes les parties prenantes et leurs préoccupations;

- Sur la base de la législation et de la réglementation nationale existante dans le domaine de la gestion environnementale, sociale, sanitaire et sécuritaire, identifier les écarts avec les exigences de la Banque Mondiale, permettant ainsi d'identifier les besoins réglementaires complémentaires pour garantir selon des pratiques internationales, une gestion appropriée des risques et des impacts potentiels;
- La rédaction de recommandations / de directives opérationnelles pour éviter, supprimer ou atténuer les risques et impacts, qui seront immédiatement applicables au secteur pétrolier et gazier, et puis transposés dans la réglementation nationale.

### 1.6.2 Prestations

L'étude se divisera en six missions majeures:

- Mission 1 (actuelle): Cadrage;
- Mission 2: Etablissement de la situation de référence environnementale et description du cadre réglementaire et institutionnel, et évaluation des capacités
- Mission 3: Identification des risques liés à la santé, la sécurité, l'environnement et le social;
- Mission 4: Atténuation et surveillance;
- Mission 5: Formulation de recommandations;
- Mission 6: Plan de formation

## 2. LA METHODOLOGIE DE L'EESS

La section 1.6.2 a décrit les différentes missions qui doivent être complétées pour arriver à une étude EESS finale. Cette section va discuter les différentes missions pour présenter la méthodologie de l'EESS.

### 2.1 MISSION 1: CADRAGE

#### 2.1.1 Activité 1.1: Mobilisation de L'Equipe

L'équipe de gestion du projet fut mobilisée dès le 14 juin 2022, avant même la notification du contrat (qui fut réalisé le 22 juillet 2022) afin de commencer à planifier l'étude et préparer cette note de cadrage. L'équipe de gestion du projet comprend le chef de l'équipe, M. Ricardo Khoury, M. Bilal Smairi et M. Gaskel Sene.

#### 2.1.2 Activité 1.2: Identification des Parties Prenantes

Les parties prenantes qui vont avoir un rôle dans ce projet sont identifiées et présentées dans le Tableau 2-1. L'identification des parties prenantes devra être révisée continuellement au cours de la durée de vie du développement du projet, afin d'assurer que toutes les parties prenantes susceptibles d'être concernées ou intéressées soient incluses dans les activités d'implication et de consultation.

**Tableau 2-1 Liste des Parties Prenantes, Leur Responsabilité et Objectif de communication**

Parties Prenantes	Responsabilités/Objectifs de communication
<b>Parties Prenantes Institutionnelles</b>	
La Présidence de la République	Responsabilités: <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'octroi et renouvellement des concessions d'exploitation d'hydrocarbures ;</li> <li>• L'octroi et le renouvellement des permis de recherche d'hydrocarbures ;</li> <li>• L'octroi des autorisations d'exploitation provisoires ; et</li> <li>• L'approbation des conventions rattachées aux permis de recherche d'hydrocarbures et des contrats pétroliers.</li> </ul>
Ministère du Pétrole et des Énergies (MPE)	Responsable de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement pour le secteur des hydrocarbures. Le Ministre chargé des Hydrocarbures conçoit puis propose au Président de la République la politique générale ainsi que les normes applicables au secteur des produits pétroliers <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Le Comité national des hydrocarbures</b> est chargé notamment:                             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Se proposer les modifications à apporter à la réglementation applicable au secteur</li> <li>○ D'émettre un avis sur les demandes d'octroi de licences ;</li> </ul> </li> </ul>

Parties Prenantes	Responsabilités/Objectifs de communication
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ De proposer des sanctions à l'encontre des titulaires de licence en cas de manquement à leurs obligations. La composition et les règles de fonctionnement du Comité seront fixées par décret.</li> <li>• <b>La Direction des Hydrocarbures</b>, est chargé d'assister le Ministre dans le développement et la réglementation de l'industrie pétrolière et gazière.</li> <li>• <b>La société pétrolière nationale</b>. La fonction de société pétrolière nationale est exercée par la Société des Pétroles du Sénégal, en abrégé PETROSEN. Elle est notamment chargée: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ De promouvoir le bassin sédimentaire sénégalais ;</li> <li>○ D'entreprendre, à la demande et pour le compte de l'Etat, des activités de prospection, de recherche, d'exploitation, de transport et de commercialisation des hydrocarbures liquides et gazeux à l'état brut, seule ou conjointement avec toute autre société, filiale ou non, dans le cadre d'association, ou toute forme de groupement possible</li> <li>○ De détenir, à la demande et pour le compte de l'Etat, les participations de l'Etat dans les gisements d'hydrocarbures et dans le capital des sociétés titulaires de contrat pétrolier.</li> </ul> </li> <li>• <b>GES-PETROGAZ</b>: L'Unité d'exécution et de gestion, dénommée « GES-PETROGAZ » est chargée de l'exécution et de la gestion au quotidien des décisions du COS-PETROGAZ. L'unité a pour missions d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre de tous les documents stratégiques, programmes et plans d'action ainsi que des stratégies pour la promotion et le développement des projets pétroliers et gaziers.</li> <li>• <b>Société Africaine de Raffinage (SAR)</b>: La SAR assure la disponibilité et la qualité des hydrocarbures pour les industries et les distributeurs</li> <li>• <b>Senelec</b> est responsable de la production, du transport, de la distribution, de l'achat et de la vente, et de l'importation et de l'exportation d'énergie.</li> <li>• <b>Réseau Gazier du Sénégal (RGS)</b> responsable pour le transport par canalisation d'hydrocarbures ou par tout autre moyen acceptable et conforme à la réglementation gazeux et/ou produits associés; la construction, l'exploitation, l'entretien, la maintenance et le développement de réseaux de transport.</li> </ul>
Ministère de l'Environnement et du	<p><b>La Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC)</b> est responsable de la mise en œuvre de la politique environnementale au Sénégal et de l'approbation et de la surveillance des études</p>

Parties Prenantes	Responsabilités/Objectifs de communication
Développement Durable (MEDD)	<p>environnementales. La DEEC est représentée au niveau régional par les Directions Régionales de l'Environnement et des Établissements Classés (DREEC). La DREEC assure le secrétariat du Comité Technique National, chargé de la validation des études d'impact environnemental et social.</p> <p>La division des études d'impacts environnemental (DEIE) est chargée de valider les termes de référence des évaluations environnementales d'impact des projets, des évaluations environnementales stratégiques des politiques et programmes, d'évaluer la recevabilité des évaluations d'impact sur l'environnement, d'assurer le suivi de la mise en œuvre des Plans de gestion environnementale, et de donner un avis technique sur les projets soumis et de préparer pour le Ministre de l'Environnement la décision relative au certificat de conformité environnementale.</p> <p><b>Le Centre de Gestion de la Qualité de l'Air (CGQA)</b></p> <p>Le CGQA est placé sous la tutelle du Ministère de l'environnement et du développement durable et intégré à la DEEC.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assure la veille sur la pollution de l'air ambiant ;</li> <li>• Informe le public sur l'état de la qualité de l'air ;</li> <li>• Fournit à l'état des rapports sur la pollution de l'air pour une prise de décision ;</li> <li>• Évalue les rejets de pollutions à la source ; et</li> <li>• Met en place un observatoire de la qualité de l'air.</li> </ul>
Ministère responsable du travail et des affaires sociales	Assurer que les entreprises qui entreprennent des opérations pétrolières ont un impact positif sur l'emploi et l'impact social du pays, et que ces entreprises respectent toute clause des accords qui traite de ces questions.
Ministère des Finances et du Budget (MFB)	Est le "destinataire" des flux financiers qui découlent des opérations pétrolières, y compris les redevances, les primes, les paiements résultant d'une part de production de l'État et les taxes.
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération (MEPC)	Chargé de rechercher les ressources extérieures pour le financement des programmes de développement, en rapport avec le ministère en charge des finances, le ministère en charge des affaires étrangères et les ministères sectoriels concernés. Encore chargé de suivre l'exécution des conventions et accords de financement relatifs aux projets et programmes.
Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime (MPEM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches (DPSP) assure la surveillance des pêches.</li> <li>• L'Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM, précédemment la Marine marchande), qui est aussi l'Autorité</li> </ul>

Parties Prenantes	Responsabilités/Objectifs de communication
	<p>nationale de sûreté portuaire (ANSP), intervient entre autres dans la sûreté et la sécurité des plateformes pétrolières et gazières.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La société nationale du Port autonome de Dakar accueille et assure les opérations commerciales ou autres des navires de soutien engagés dans l'exploration et l'exploitation pétrolière.</li> </ul>
Le Ministère de l'Intérieur à travers la compagnie de gendarmerie maritime, la Brigade de la zone des hydrocarbures, la Brigade du port de commerce	La Direction de la Protection Civile (DPC) (Sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur), accueille et assure les opérations commerciales ou autres des navires de soutien engagés dans l'exploration et l'exploitation pétrolière. Le rôle du DPC comprend la validation des Etudes de Danger (EDD) des installations classées.
La Primature	La Primature à travers la Haute Autorité chargée de la Coordination de la Sécurité Maritime, de la Sûreté Maritime et de la Protection de l'Environnement Marin (HASSMAR) participe dans la coordination de l'action de l'État en mer, y inclus les interventions en cas de déversement d'hydrocarbures.
Le Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz (COS-PETROGAZ)	Le COS-PETROGAZ est chargé de conseiller le Président de la République dans la définition et l'orientation stratégique de l'exploitation du pétrole et du gaz afin qu'elle profite à tous les sénégalais.
Le Comité National de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (CN-ITIE)	La ITIE est une norme internationale avec comme objectif l'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources minières, gazières, et pétrolière.
Commission Néerlandaise pour l'Evaluation Environnementale (CNEE)	Conseille les gouvernements sur la qualité des informations environnementales par des rapports d'Évaluation Environnementale Stratégique.
<b>Structures Décentralisées</b>	
Les élus et leaders locaux	Les collectivités locales sont le lien officiel entre les populations et le Gouvernement du Sénégal (GdS). Ils voient dans le développement des projets pétroliers et gaziers une opportunité de revenus substantiels pour l'Etat et les territoires pour lutter contre la pauvreté, investir dans l'éducation, la santé, les infrastructures et promouvoir le bien-être social des populations.
<b>Communautés</b>	
La population sénégalaise	Communautés touchées par le Développement. Définies comme les communautés affectées par une perte de moyens de subsistance et des impacts environnementaux.

Parties Prenantes	Responsabilités/Objectifs de communication
<b>Le Secteur Privé</b>	
Secteur Privé National	Ce secteur privé national exige une plus forte implication dans la gestion des projets pétroliers et gaziers, souhaite la baisse du coût de production des industries et le développement de l'entreprenariat local et réclame l'accès au contenu local à travers une clause de la préférence nationale.
Des compagnies pétrolières (privées)	Les grandes compagnies pétrolières en charge de l'exploitation des ressources du SPG sont Total, WOODSIDE, KOSMOS, British Petroleum, CNOCC, Oryx Petroleum, CAP Energy, FAR, African Petroleum, et CAIRN.  Ces compagnies sont obligées de respecter les codes pétroliers, les codes de l'environnement, les codes gaziers, etc., et d'être en phase avec l'Etat dans la stratégie de développement des ressources pétrolières et gazières. Leur participation à la mise en place d'un système performant de suivi et d'alerte sur les impacts environnementaux est nécessaire.
<b>La société civile</b>	
Organismes internationaux/nationaux et Organisations Non Gouvernementales (ONG) locales	Cela comprend les Associations, Organisation Non Gouvernementale (ONG) et en particulier celles qui sont actives dans les domaines de l'environnement et des questions sociales comme ENDA LEAD, GREEN Sénégal, etc., syndicats, organisations professionnelles, les leaders d'opinions, influenceurs politiques, religieux, les communautés locales et les groupes autochtones, les associations de pêcheurs en cas de production offshore, etc. et qui devraient être consultés tout au long de la durée de vie du développement.
Le Partenariat Régional pour la Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM)	Coalition d'acteur travaillant sur les problématiques du littoral ouest africain et couvrant 7 pays y compris le Sénégal.
<b>Universités et instituts de recherché</b>	
Universités et instituts de recherche	Comme CERES-LOCUSTOX, CSE ISE, INPG, CRODT, etc. peuvent fournir des informations utiles concernant l'environnement, la culture, etc. de la région et peuvent avoir un intérêt dans le projet

On peut encore considérer d'autres groupes d'intérêts dont les plus remarquables sont:

- Les médias: La presse est le relais indispensable pour une bonne information des populations et de tous les acteurs sur la situation du secteur pétrolier et gazier au Sénégal. Le Collectif des Journalistes Economiques du Sénégal (COJES) pourra être un partenaire dynamique;
- La diaspora: Elle est constituée par des expatriés sénégalais travaillant dans le secteur formel ou informel de leur pays d'accueil. Ils ont une certaine capacité à développer des partenariats techniques et/ou financiers pour appuyer le GdS dans la gestion des projets pétroliers et gaziers;
- Groupes vulnérables (y compris les personnes âgées, malades et handicapées, les foyers dirigés par des femmes ayant de jeunes enfants, etc.);
- Les experts nationaux: juristes, économistes et autres du secteur pétrolier et gazier etc.;
- Pays voisin avec lequel il existe un désaccord frontalier;
- Les jeunes: Constituent une des cibles prioritaires de communication compte tenu de leur poids démographique et de leur importance comme demandeurs de formation et d'emploi ; et
- L'AGC est une agence internationale créée entre la Guinée-Bissau et le Sénégal pour gérer l'exploitation et l'administration communes de la zone maritime partagée par les deux pays dans une zone de développement commune. L'AGC est l'agence internationale chargée de la gestion et de l'administration de ce domaine.

### 2.1.3 Activité 1.3: Elaboration du plan de Consultation

#### 2.1.3.1 Méthodologie du Plan de Consultation

Suite à la Stratégie 2021-2025 et le Plan de Communication Triennal du Sénégal dans le Secteur du Pétrole et du Gaz, cinq résultats intermédiaires (RI) sont considérés pour le plan de mobilisation et de communication (PMC) des consultations avec les parties prenantes (PP) (Tableau 2-1). Ces documents seraient utiles pour préparer un plan de consultation pour l'EES qui soit en accord avec ces lignes directrices.

**Tableau 2-1 Résultats Intermédiaires pour le Plan de Mobilisation et la Communication (Source: (Ministère du Pétrole et des Énergies; Luqman West Africa; Afrique Communication, 2021))**

Résultats Intermédiaires	Éléments d'Orientation
RI.1.1. Développer des cadres de concertation et de dialogue	Il s'agit à ce niveau de mettre en place des espaces de concertation pour faciliter le dialogue, la concertation entre les PP institutionnelles et les acteurs concernés par la gestion des projets pétroliers et gaziers. Ces cadres vont permettre d'éviter les malentendus

Résultats Intermédiaires	Éléments d'Orientation
	et faciliter le développement de consensus forts pour le développement du secteur.
RI.1.2. Conduire un plaidoyer sur la gestion participative	Les attentes de tous les acteurs du secteur sont importantes. Ainsi, il s'agira de développer des actions de plaidoirie pour mobiliser toutes les PP et les engager dans une gestion concertée, afin de créer un climat paisible au sein du secteur.
RI.2.1. Engager un débat public sur la gouvernance du pétrole et du gaz	La découverte du pétrole et du gaz a suscité de vives polémiques alors que ce secteur névralgique requiert beaucoup de sérénité. En engageant, le débat sur les modalités de gouvernance, les recettes attendues et les modalités de leur répartition, cela permettra d'amoinrir les éventuelles tensions et de délivrer une information de qualité en direction de tous les citoyens.
RI.2.2. Informer sur les innovations, les projets & programmes pétroliers et gaziers du Gouvernement du Sénégal (GdS)	Il s'agit de mettre à la disposition des PP et de tous les acteurs, les projets et les innovations qui seront développés et les retombées que cela peut engendrer pour chacun d'entre eux.
RI.2.3. Engager les autorités dans la communication du secteur	La communication sera un instrument essentiel pour assurer la dissémination de l'information auprès des populations. Dès lors, il est indispensable que les autorités du secteur, porteuses d'expertise et d'informations stratégiques, soient mobilisées pour informer de manière régulière sur l'état d'avancement de tous les projets du secteur;

Le plan de consultation sera développé pour engager toutes les PP du projet. La sélection des PP sera basée sur une évaluation de l'influence et dans quelle mesure ces parties seront impliquées durant toutes les phases du projet. Ce faisant, les PP comprennent les bénéficiaires et les personnes affectées des secteurs privé et publique, dont les agences gouvernementales, la société civile, les organisations non-gouvernementales, et les organisations du secteur pétrolier et gazier et d'autres organismes cités dans le Tableau 2-1. Ces PP seront divisées en deux catégories: PP internes et PP externes (Ministère du Pétrole et des Energies; Luqman West Africa; Afrique Communication, 2021). La section 2.1.2 de ce document élabore l'identification des PP pour ce projet, en plus décrivant le rôle de chacune.

Cette méthodologie aidera à achever les objectifs de l'EESS, suite à l'engagement des PP concernées pour une bonne maîtrise de l'identification des enjeux, risques, et des impacts environnementaux et sociaux. Cela permettra d'analyser les lacunes au niveau du secteur pétro-gazier, et l'élaboration des recommandations sur-mesure au contexte national du Sénégal. La valeur ajoutée des PP durant les consultations sera prise en considération tout au long du cycle du projet.

Durant la réunion de démarrage, les deux secteurs de la pêche et du tourisme ont été pris en compte, vus les impacts que le projet pourrait avoir sur les PP des secteurs. L'engagement de ces deux secteurs sera primordial durant le développement du plan de consultation pour éviter tout conflit entre le secteur pétro-gazier et ces secteurs.

### 2.1.3.2 Plan de Consultation

La démarche suivie pour le plan de consultation compte sur l'approche recherche-analyse, y compris une analyse de la situation initiale, l'analyse des différents groupes de PP et l'analyse des différents scénarios. Le plan de consultation devrait manifester les différents intérêts des PP, y compris les préoccupations, ainsi que les recommandations pour le développement de l'EESS. Toute contribution des PP sera incorporée dans le rapport. Pour assurer une application fructueuse du plan de consultation, il est nécessaire de préparer une analyse documentaire pour l'identification des questions environnementales et sociales, suite à la situation foncière initiale disponible pour le secteur pétrolier et gazier (Plan Directeur, 2022). Une cartographie sera préparée une fois la liste des PP est finalisée.

Des séances de consultation et des ateliers communautaires seront organisés durant lesquels les PP seront engagées. Ces ateliers serviront comme milieu de discussion des avis et perceptions des parties sur les questions environnementales et sociales liées aux secteurs pétrolier et gazier et à la gestion des ressources naturelles et des biens communs. Des plateformes de mobilisation seront proposées pour garantir la participation des PP, et pour rendre l'accès à l'information facile (MPE/ (Ministère du Pétrole et des Énergies; Luqman West Africa; Afrique Communication, 2021).

Le plan de consultation devra prendre en compte les préoccupations des PP les plus faibles et vulnérables, ainsi que leurs suggestions à l'échelle de la politique gouvernementale pour remédier les lacunes existantes. Les séances de consultation aideront à identifier les préoccupations prioritaires au niveau environnemental et social, et à trouver des solutions technologiques, institutionnelles, et politiques applicables et réalisables.

Une stratégie de communication sera mise en place avec des outils pratiques de mise en œuvre tout en prenant en considération les conditions des différents segments de la population (langage, analphabétisme, besoin de simplifier ou de vulgariser les messages, messages visuels, etc.).

De plus, un cadre pour la cohabitation entre le secteur pétro-gazier et les secteurs de la pêche et du tourisme sera mis en place. A l'échelle internationale, l'EESS proposera un cadre de coordination avec les pays potentiellement impactés par les activités pétro-gazières du Sénégal.

En effet, le plan de consultation considèrera une politique de transparence totale avec les PP, en rendant les livrables principaux disponibles en ligne pour être consultés. La stratégie de communication sera disséminée sur des émissions radio sur Sud Fm en langue nationale pour permettre à la population de mieux s'imprégner de ce qui se fait et comprendre les enjeux.

La gestion des plaintes sera organisée en créant des cellules d'appui chez les autorités administratives compétentes. Ces cellules seront des conseils de quartier ou autres.

Plus concrètement, nous proposons de suivre la démarche suivante:

- Affichage en ligne du rapport ainsi qu'un résumé du rapport ;
- Dissémination aux parties prenantes selon les procédures coutumières au Sénégal (réseaux sociaux, lettres officielles, etc.)
- Organisation d'un atelier technique de validation à Dakar (pour le livrable 2 et le rapport EESS provisoire)
- Organisation de sessions de consultations régionales avec les autorités administratives et les communautés locales et représentants des secteurs économiques (pour le livrable 2 et le rapport EESS provisoire)
- Formulaire de consultation / commentaire en ligne.

## 2.1.4 *Activité 1.4: Analyse Documentaire pour L'Identification des Questions Environnementales et Sociales*

### 2.1.4.1 Identification des Questions Environnementales et Sociales

Les questions stratégiques suivantes (entre autres) liées à la santé, sécurité, environnement et enjeux socio-économiques associées à l'augmentation des activités du secteur privé dans le secteur du pétrole et du gaz doivent être étudiées durant la préparation de l'EESS:

- Pétrole et gaz offshore: effets des levées sismiques et des expositions aux énergies sonores sous-marine sur les zones biologiques d'importance; élimination des fluides de forage et des déblais de forage; dans les puits éprouvés, l'élimination de grandes quantités d'eau de formation produite; les impacts environnementaux et sociaux associés à la construction et à l'exploitation des installations de soutien côtières telles que les ports, les routes d'accès, les installations de traitement, l'élimination des déchets en mer, l'incinération des déchets en mer; impacts directs et indirects sur la pêche (industrielle et artisanale); les conséquences sur les habitats marins et les fonctions écologiques de (i) l'augmentation de la turbidité de l'eau résultant de la perturbation des sédiments benthiques, et (ii) des déversements accidentels; effets sur le paysage, le tourisme, les communautés de pêcheurs et les valeurs Commerciales du littoral touché.
- Pétrole et gaz onshore: principales sources de risques potentiels: installations qui entraînent des demandes accrues de conversion des terres, émissions potentielles de GES liées à la conversion de l'utilisation des terres, demande accrue d'eau et d'eau potable, perte de biodiversité; transformation des écosystèmes naturels et perte conséquente de services environnementaux associés à ces écosystèmes; augmentation des GES face à une éventuelle déforestation des écosystèmes forestiers; augmentation de la consommation et de la contamination de l'eau; conflits sociaux éventuels sur l'accès aux ressources locales; sécurité des communautés; routes d'accès et infrastructures associées au défrichement de sites, perte de biodiversité, fragmentation des habitats, réinstallation et perte de moyens de subsistance, sécurité des communautés; Installations d'usines de traitement et développement des installations pétrochimiques associées (rejet de contaminants; pollution de l'air et de l'eau; impacts des déversements accidentels; sécurité des collectivités).
- En ce qui concerne la préparation aux déversements d'hydrocarbures, les interventions d'urgence et la gestion des crises, identifier les agences gouvernementales existantes au Sénégal ayant ces responsabilités (mandats, rôles et responsabilités définis), et la capacité intégrée existante (ou le manque de celle-ci) pour la planification d'urgence et la réponse aux événements du secteur pétrolier et gazier
- Impacts potentiels sur les habitats naturels importants, les fonctions écologiques qu'ils remplissent, le degré de menaces pesant sur les sites et les priorités de conservation. Envisager les perturbations des voies de migration de la faune et les habitats en raison de la pollution sonore, du trafic et des clôtures; les déversements d'hydrocarbures sur les sites de forage terrestres et extracôtiers; les changements du paysage; l'érosion des

plateformes de puits et des routes; brume, produits chimiques toxiques et pollution de l'air et de l'eau par la poussière; les gaz à effet de serre (GES) ; torchage de gaz et effets de la pollution lumineuse sur les écosystèmes de la faune.

#### 2.1.4.2 Analyse Documentaire

Plusieurs documents sont déjà disponibles et leur description est présentée dans le Tableau 2-2. Le Tableau 2-2 présente les informations requises pour le développement de l'EES, les documents disponibles et les informations pertinentes.

Tableau 2-2 Les Documents Disponibles

	Nom du Document	Auteur	Date	Description
1	Elaboration d'un plan directeur pour le développement du secteur pétrolier et gazier au Sénégal – Projet de rapport final – Volet environnemental et social	QED, PwC Advisory, Channoil, SLR	2022	Ce document présente des informations nécessaires pour une bonne compréhension du contexte environnemental et social dans lequel le secteur pétrolier et gazier sera développé au Sénégal. Le document présente les projets de développement proposés et les aspects environnementaux et sociaux développés comprendront une évaluation des risques et des enjeux, des mesures d'atténuation, et une évaluation des émissions de GES liés à ces projets.
2	Elaboration d'un plan directeur pour le développement du secteur pétrolier et gazier au Sénégal – Projet de rapport final – Phase 3 – Draft	QED, PwC Advisory, Channoil, SLR	2022	Présente les différents scénarios d'offre et de demande du Plan Directeur et évalue les options stratégiques pour le développement des meilleurs projets. Le document discute ensuite les sensibilités à l'offre et à la demande et examine l'impact de celles-ci sur les options du projet.
3	Développement du Champ SNE Phase 1 - Etude d'impact environnemental et social	Woodside Energy	-	Etude d'Impact Environnemental et Social réalisée pour le projet de Développement du champ SNE-Phase 1.
4	Présentation développée lors de l'atelier de démarrage qui comprend les activités typiques liées au secteur pétrolier et gazier - Réunion de cadrage et de démarrage de l'évaluation environnementale stratégique du secteur pétro-gazier offshore et onshore	Direction des Hydrocarbures	2022	Présente les grandes orientations du schéma directeur pétrole et gaz du Sénégal, le cadre juridique applicable au secteur pétrolier et gazier, stratégie de communication et perception de la population du secteur, enjeux environnementaux et sociaux, études et données disponibles et pertinentes pour l'EESS, et une Stratégie de consultation du Public.
5	Rapport Diagnostic - Audit des capacités institutionnelles, organisationnelles et humaines pour une gestion durable et efficiente des ressources pétrolières et gazières au Sénégal	SOFRECO Perspective	2021	Présentation du rôle de l'Etat dans la gestion de l'amont pétrolier, discussion des capacités institutionnelles et organisationnelles et les capacités humaines, identification des forces et des faiblesses au niveau de capacité institutionnelles, organisationnelles et humaines en place au

	Nom du Document	Auteur	Date	Description
				Sénégal, et identification des meilleurs pratiques internationales.
6	Evaluation environnementale stratégique: aperçu sur le secteur pétrolier et gazier	Ministère du Pétrole et des Energies	2022	Présentation du potentiel du bassin sédimentaire Sénégalien, présentation du champ gazier de GTA, et du projet Sangomar et une grande orientation du schéma directeur pétrole et gaz du Sénégal.
7	Etude d'Impact Environnemental et Social de la Phase 1 du Développement du Champ Sangomar – Dossier ICPE – Addendum relatif aux Installations sous-marines	Woodside Energy	2022	Une mise à jour du dossier Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de l'EIES du développement du champ Sangomar Phase 1 pour les opérations de Forage et complétions.
8	Développement et Mise en œuvre d'une Stratégie de Communication et d'un plan de mobilisation des parties prenantes - Stratégie 2021-2025 et plan de communication triennal du Sénégal dans le secteur du Pétrole et du Gaz	Afrique Communication, LUQMAN West Africa	2021	Le document constitue la stratégie de Communication du Gouvernement du Sénégal pour le développement des projets pétroliers et gaziers au Sénégal.
9	European Standard EN16260	Comité Européen de Normalisation (CEN)	2012	Norme européenne qui décrit les méthodes, les exigences et les équipements pour les études visuelles des fond marins utilisant un matériel d'observation commandé à distance et/ou tracté pour la collecte de données environnementales.
10	Guidelines for Offshore Environmental Monitoring	Climate and Pollution Agency (Klif)	2011	Cette directrice présente les activités de surveillance, des paramètres à analyser, des méthodes à utiliser, de l'accréditation nécessaire et des modèles de rapports.
11	Norwegian Oil and Gas recommended guidelines for sampling and analysis of produced water	Norwegian Oil and Gas	2012	Directrices élaborées pour obtenir la pratique la plus uniforme possible afin d'obtenir des résultats d'analyse comparables pour l'eau produite provenant de différents champs de production,
12	Examen de l'EIES du Projet de production de gaz - Grand Tortue, Ahmeyim - Phase 1	Commission Néerlandaise pour l'évaluation environnementale	2018	Formulation d'un avis sur l'examen de l'EIES relative au Projet de production de gaz Grand Tortue / Ahmeyim à Saint-Louis.
13	Cadre juridique environnemental applicable aux activités pétrolières et gazières au Sénégal	Sanou Dakono	-	Cadre juridique environnemental applicable aux activités pétrolières et gazières comprennent les

	Nom du Document	Auteur	Date	Description
				textes législatifs et réglementaires nationaux, de conventions internationales et les bonnes pratiques.
14	Compte rendu de l'atelier de validation des Tdr de l'EES et de lancement des travaux du Groupe de Travail Interministériel (GTI) sur l'Evaluation Environnementale Stratégique du Secteur Pétro-Gazier Offshore du Sénégal les 8 et 9 décembre 2020 à l'Hôtel Ndiambour de Dakar.	DEEC/MEDD DH/MPE	-	Compte rendu pour l'atelier de validation des TdRs de l'EES et de lancement des travaux du Groupe de Travail Interministériel (GTI) sur l'Evaluation Environnementale Stratégique du Secteur Pétro gazier Offshore du Sénégal. Cette EES a pour objectif principal de définir le plan cadre de gestion environnementale et sociale du secteur et l'élaboration d'un Plan de Développement Offshore durable.
15	Guidelines for waste management with special focus on areas with limited infrastructure	International Association of Oil and Gas Producers (OGP)	2008	Ce document met l'accent et fournit des directives sur les principes et les pratiques de gestion efficace des déchets, ainsi que des informations sur les flux de déchets et les technologies généralement applicables dans les opérations d'exploration et de production.
16	ICES Advice 2008, Book 1 - JAMP Guidelines for monitoring contaminants in biota and sediments	ICES	2008	Veiller à ce que des directives de surveillance soient en place pour soutenir un programme de surveillance environnementale tenant compte des directives JAMP pour la surveillance des contaminants dans les sédiments (Accord OSPAR 2002-16) et des directives JAMP pour la surveillance des contaminants dans le biote (accord OSPAR 1999-2)
17	Norwegian Oil and Gas Recommended guidelines for Coexistence with the fishing sector when conducting seismic surveys	Norwegian Oil and Gas	2013	Directives qui assurent la contribution à une meilleure coexistence entre l'industrie pétrolière et le secteur de la pêche en fournissant des conseils aux opérateurs lors de la planification et de l'exécution de l'acquisition de données sismiques.
18	Environmental, Health and Safety Guidelines for Offshore Oil and Gas Development	World Bank Group	2015	Ces directives comprennent des informations pertinentes pour l'exploration sismique, les forages exploratoires et de production, les activités de développement et de production, les opérations de pipelines en mer, le transport en mer, le chargement et le déchargement des pétroliers. Ils contiennent

	Nom du Document	Auteur	Date	Description
				également des impacts potentiels à terre qui pourraient résulter des activités pétrolières et gazières offshore.
19	Convention d'Abidjan- Convention Relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest et du Centre - Convention UNEP	UNEP	1981	Convention pour la Protection de l'environnement marin et des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest et du Centre contre toute forme de pollution d'origine humaine.
20	Managing Oil and Gas Activities in Coastal Areas	IPIECA/OGP Biodiversity Working Group	2012	Ce document présente des considérations et recommandations pour l'exploitation du pétrole et du gaz dans les zones côtières.
21	Etude d'Impact environnemental et social – Projet de production de gaz Grand Tortue / Ahmeyim – Phase 1 Rapport final consolidé intégrant les revues réglementaires de la Mauritanie et du Sénégal	Golder, CSA, Ecodev, Tropica consultants	2019	Rapport de l'étude environnemental et social du projet de production de gaz Grand Tortue/Ahmeyim – Phase 1
22	Etude d'Impact Environnemental et Social du projet de Forage offshore du Bloc AGC Profond	CNOOC	2020	Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) réalisée pour le forage du puits d'exploration offshore Gainde proposé.
23	Forage d'exploration pétrolière sur le Bloc Rufisque Offshore Profond Étude d'Impact Environnemental et Social	Tropica, Artelia Eau & Environnement	2018	Etude d'impact environnemental et social du projet de forage d'exploration sur le Bloc Rufisque Offshore Profond (ROP)

**Tableau 2-2 Informations Requises pour le Développement de l'EESS, les Documents Disponibles et les Lacunes**

Informations Requises	Documents/ Informations Disponibles	Lacunes
Contexte et objet du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal et les termes de références comprend le contexte et l'objet du projet</li> </ul>	-
Objet et champ d'application de L'EESS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal: Comprend le champ d'application du L'EESS</li> <li>Les termes de références: Comprend l'objet de l'EESS</li> </ul>	-
Méthodologie adoptée pour l'EESS: <ul style="list-style-type: none"> <li>Processus de l'EESS</li> <li>Structure du rapport d'EESS</li> <li>Méthodologie pour la mobilisation des parties prenantes et les consultations publiques</li> <li>Méthodologie des études de base</li> <li>Analyse juridique et politique</li> <li>Approche et méthodologie d'évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les termes de références: Comprend une méthodologie générale adoptée pour l'EESS et le contenu minimum du rapport EESS final</li> <li>Développement et Mise en œuvre d'une Stratégie de Communication et d'un plan de mobilisation des parties prenantes: Comprend les parties prenante et méthodologie pour la mobilisation des parties prenantes</li> </ul>	Méthodologie pour: <ul style="list-style-type: none"> <li>Les études de base</li> <li>Analyse juridique et politique</li> <li>L'identification des impacts, atténuation, surveillance, et différents scenarios</li> </ul>
Description des activités et des différents scenarios: - Localisation géographique du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal: Phase II, décrits les projets et comprend les sites potentiels pour le développement du projet</li> </ul>	-
Description des activités typiques (y compris les technologies, les différentes méthodes, installations, services, systèmes, outils, etc.), applicables au contexte sénégalais, associées aux phases: <ul style="list-style-type: none"> <li>D'exploration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation développée lors de l'atelier de démarrage: Comprend les activités typiques liées au secteur pétrolier et gazier</li> <li>EESS pour la préparation, exploitation, et production du gaz et pétrole offshore au Liban</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données précédentes acquises lors d'études antérieures, et investigations géophysiques utilisant des technologies avancées</li> </ul>

Informations Requises	Documents/ Informations Disponibles	Lacunes
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> <li>• Déclassement</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Description des activités typiques menées précédentes durant les phases d'exploration, développement, production et déclassement au Sénégal</li> </ul>
Différents scénarios pour les activités pétrolières et gazières	Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal: Comprend des estimations des émissions des GES et polluants atmosphérique pour le scenario Business as Usual (BAU)	Discussion d'autres scenarios comme le « Développement lent », « Développement rapide », etc.
<p>Conditions de base de la zone d'études:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Caractéristiques géographiques</li> <li>• Géologie</li> <li>• Écosystèmes et biodiversité</li> <li>• Qualité de l'eau de mer</li> <li>• Qualité des sédiments</li> <li>• Qualité de l'air</li> <li>• Bruit</li> <li>• Situation culturelle de la zone d'étude</li> <li>• Situation socioéconomique de la zone d'étude (économie, population, démographie et conditions de vie, secteur du tourisme, industrie, infrastructures de transport, électricité, gestion des déchets, approvisionnement de l'eau, santé, éducation)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal: Comprend un résumé des principales caractéristiques de l'environnement du Sénégal (table 1, page 4) et spécifiquement: La situation géographique de Sénégal, Etat de l'environnement social et socio-économique, changement climatique, ressources en eaux, environnement marin et côtier, l'état des terres, conservation de la biodiversité, les défis environnementaux.</li> <li>• Développement du Champ SNE Phase 1: Comprend une description de l'environnement physique au Sénégal, l'environnement biologique au Sénégal, le contexte économique national, secteur pétrolier et gazier au Sénégal, pêche maritime, infrastructure et services, sante, pauvreté et éducation, archéologie et patrimoine culturel (Information pour le Sénégal)</li> </ul>	Situation culturelle et situation socioéconomique plus détaillée et spécifique pour la zone d'étude

Informations Requises	Documents/ Informations Disponibles	Lacunes
	et plus spécifique pour les régions de Dakar, Thiès, et Fatick)	
Cadre stratégique, juridique et institutionnel au Sénégal (Cadre Institutionnel, Législation nationale, Lois et règlements, Normes et directives internationales de l'industrie, Plans, programmes, et stratégies)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développent du champ SNE Phase 1: Section 2 comprend le cadre stratégique, juridique et institutionnel au Sénégal (Lois et règlements, législations nationales, droit et normes internationaux, cadre institutionnel, législations principales, etc.)</li> <li>• Rapport Diagnostic: Comprend une revue juridique du secteur pétrolier et gazier sénégalais (Section 4) l'environnement institutionnel pétrolier du Sénégal (Section 5), et l'évolution de l'environnement institutionnel pétrolier du Sénégal (Section 6)</li> <li>• Cadre juridique environnemental applicable aux activités pétrolières et gazières au Sénégal (Présentation power point)</li> </ul>	-
Analyse des objectifs de développement durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement du Champ SNE Phase 1: Comprend le cadre stratégique y compris les objectifs de développement durable que le secteur pétrolier et gazier doit s'aligner avec (page 39).</li> <li>• Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal – Section 3.2.6 (Page 61) comprend les objectifs de développement durables définis par les Nations Unies et les exigences associées</li> </ul>	-

Informations Requises	Documents/ Informations Disponibles	Lacunes
<p>Identification et analyse des contraintes/incidences/impacts potentiel et risques environnementaux pendant les activités de reconnaissance, la phase d'exploration, la phase de développement et de production et la phase de déclassement</p>	<p>recommandés par les entreprises internationales des secteurs pétrolier et gazier</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation développée lors de l'atelier de démarrage: Comprend les activités typiques et les incidences potentielles liées au secteur pétrolier et gazier et à chaque phase (activités de reconnaissance, la phase d'exploration, la phase de développement et de production et la phase de déclassement)</li> <li>• Plan directeur et gazier au Sénégal: Tableau 2 comprend les principaux impacts et risques environnementaux et sociaux relatifs au secteur pétrolier et gazier offshore, tableau 3 comprend les principaux impacts et risques environnementaux et sociaux relatifs au secteur pétrolier et gazier onshore)</li> <li>• Développement du Champ SNE Phase 1: Comprend l'étude d'impact environnemental et social – Section 9.0 et 10.0 pour les impacts sur le fond marin, empreinte des gaz à effet de serre, qualité de l'eau de mer, aspects de la biodiversité: Mammifères Marins, tortues marines et poisson, les oiseaux, génération des déchets et risque de rejets accidentels, économie nationale, emploi, achat de biens et de services, transport maritime et autre usagers de la mer, pêche industrielle, pêche artisanale, santé et sécurité</li> </ul>	-

Informations Requises	Documents/ Informations Disponibles	Lacunes
	des collectivités, tourisme, archéologie et patrimoine culturel, risques de rejets accidentels (pour le développement du champ SNE).	
<p>Impacts sur la qualité de l'air, qualité des eaux, biodiversité terrestre et aquatique, environnement côtier, tourisme, moyens de subsistance, propriétés, sante publique y compris:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Principales Mesures de Contrôle Existantes</li> <li>• Évaluation des impacts</li> <li>• Mesures d'Atténuation Proposées</li> <li>• Impacts cumulatifs</li> <li>• Évaluation des impacts résiduels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement du Champ SNE Phase 1. Section 9.0 et 10.0 comprend les directives internationales prises en compte pour l'évaluation des impacts, gestion et atténuation, impacts résiduels, impacts cumulatifs et transfrontières (pour le développement du champ SNE) et section 12.0 pour un plan de gestion environnementale et sociale</li> <li>• Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal: Comprend les mesures d'atténuation et plans recommandés pour chaque activité proposée. Comprend les estimations des émissions des GES et de la pollution atmosphériques, estimation des réductions des émissions par rapport au scénario « Business As Usual ». Comprend Directives de bonnes pratiques (Section 3.2.4), et les impacts négatifs potentiel et mesures d'atténuation pour les oléoducs et les gazoducs (Figure 55)</li> <li>• Environmental, health and safety guidelines for offshore oil and gas development (World Bank Group): Comprend les impacts et les mesures d'atténuation spécifiques (environnement, santé et sécurité spécifique au secteur gazier et pétrolier)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Estimation des émissions de GES et des polluants atmosphérique par phase (la phase de développement et de production et la phase de déclassement)</li> <li>• Impacts cumulatifs et évaluation des impacts résiduels spécifique au projet</li> <li>• Mesures d'atténuation proposée pour chaque phase (la phase de développement et de production et la phase de déclassement)</li> </ul>

Informations Requises	Documents/ Informations Disponibles	Lacunes
Analyse des alternatives	Plan directeur pétrolier et gazier au Sénégal: Comprend des localisations alternatives	Technologies alternatives, des alternatives de gestion des déchets, des projets onshore vs offshore, etc.
Indicateurs à surveiller et responsabilité du suivi	Environmental, Health and Safety Guidelines for Offshore Oil and Gas Development (World Bank Group): Comprend les indicateurs (paramètre et directive) et les indicateurs mesurables y compris les niveaux d'effluents provenant de l'exploitation pétrolière et gazière offshore.	Indicateur clés, indicateur type (mesurable), programme de suivi-évaluation, et les parties responsables pour toutes les activités incluses dans le projet (activités onshore)
Renforcement des capacités	Développement et Mise en œuvre d'une Stratégie de Communication et d'un plan de mobilisation des parties prenantes: Chapitre 8 (page 37) comprend le plan de formation de renforcement des capacités dans le secteur pétrolier et gazier y compris l'objectif, résultats attendus, l'équipe chargée de la coordination et de la communication, rôles et responsabilités, stratégies de déploiement, etc.	-

### 2.1.5 *Activité 1.5: Tenue de l'Atelier de Lancement et Validation du Plan de Travail et du Plan de Consultation*

L'atelier de lancement de l'étude d'évaluation environnementale et sociale stratégique a eu lieu le mardi 14 juin 2022, en présence des membres du Groupe de Travail Interministériel (GTI) ainsi que les consultants du groupement ELARD/ HPR ANKH Consultants/ ENVIROTECH Consulting. Le procès-verbal de la réunion (qui contient la liste des parties prenantes qui étaient présents) et la présentation donnée par le consultant sont inclus en Annex 1 et Annex 2 respectivement. Les sujets principaux de la réunion étaient à propos des moyens de communication avec les parties prenantes, surtout la population Sénégalaise, l'importance de conduire une étude EESS pour le secteur pétro-gazier au Sénégal, et le milieu récepteur du projet, et les considérations économiques et sociales.

Durant cette réunion, les parties prenantes et les membres du comité technique ont échangé sur les orientations méthodologiques et l'approche de travail proposées par l'équipe de consultant. Le plan de travail élaboré a été validé durant la réunion de cadrage et est inclus dans la section 5. Cette réunion avait aussi pour but de revoir les TDRs de l'EESS avec toutes les observations, suggestions, et commentaires.

### 2.1.6 *Activité 1.6: Elaboration de Rapport de Démarrage*

Le rapport de démarrage est le premier résultat de l'activité 1 de ce projet. Suite à la réunion de lancement, le plan de travail de l'EESS doit considérer les éléments suivants:

- Rédaction des objectifs clairs de l'EESS, et le résultat ou la contribution attendue de l'EESS au niveau du secteur pétrolier et gazier au Sénégal;
- Délimitation de la zone géographique (toute la ZEE) et les champs d'application où les activités d'exploitation et de production (E&P) auront lieu;
- L'élaboration de tous les impacts environnementaux, sociaux, sanitaires, et de sécurité qui pourront survenir suite à l'exécution de projets E&P au Sénégal;
- Considération des activités relatives à chaque scénario étudié; et
- Examen des politiques clés qui interfèrent avec les activités pétrolières et gazières.

L'équipe d'experts sera mobilisée et la compréhension du projet, des tâches, et des résultats attendus sera vérifiée. Une identification des PP sera menée pour pouvoir élaborer un plan de consultation bien spécifique au public ciblé. Les questions environnementales et sociales identifiées ensuite serviront comme matrice pour analyser les lacunes au niveau du secteur pétrolier et gazier au Sénégal. Enfin, et suite à la réunion de lancement durant laquelle le plan de travail et le plan de consultation sont validés, l'élaboration du rapport de démarrage sera possible.

### 2.1.7 *Activité 1.7: Intégration des Commentaires*

Les commentaires reçus sur la note de cadrage ont été incorporés dans cette version révisée.

## **2.2 MISSION 2: ETABLISSEMENT DE LA SITUATION DE REFERENCE ENVIRONNEMENTALE ET DESCRIPTION DU CADRE REGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL, ET EVALUATION DES CAPACITES**

### *2.2.1 Activité 2.1: Collecte des Informations Existantes et Analyse Critique des Données*

La première partie de la mission 2 sera consacrée à la collecte des données existantes nécessaires à l'établissement de l'étude.

L'ensemble des documents nécessaires seront identifiés puis récupérés auprès des organismes compétents et institutions étatiques et privés.

Lors du recueil et de la lecture des différents documents récupérés, le Consultant vérifiera leur pertinence. Le Consultant réalisera une synthèse globale des documents et études récupérés, et les commentera afin d'en faire ressortir leurs intérêts et leurs insuffisances pour la suite des études. Cela sera en complément avec la synthèse déjà faite et présenter dans la section 2.1.4.2.

Le consultant réalisera une fiche synthétique (fiche de lecture) des documents, nécessaires à la réalisation de l'étude, dans laquelle il indiquera les éléments clés contenus dans le dossier ainsi qu'une évaluation de la pertinence des informations (à actualiser, insuffisamment précis, donnée de qualité validée, etc.).

La masse d'information est importante et le travail consistera à extraire de chaque document les éléments utiles à l'établissement de l'état des lieux et la mise en perspective du secteur.

A partir de l'analyse bibliographique, le consultant sera à même de cibler précisément les besoins des investigations de terrain.

La collecte d'informations portera en premier lieu sur l'ensemble des études techniques menées au cours des dernières années (EIES, schémas directeurs, études d'APD, etc.). Les documents de portée générale ou spécifique dans des domaines périphériques seront également collectés et analysés.

### *2.2.2 Activité 2.2: Établissement de la Situation de Référence Environnementale*

Au cours de cette phase, le consultant devra:

- Préparer des cartes des zones les plus susceptibles d'être affectées par les activités proposées et prévues du secteur des hydrocarbures; et identifier les caractéristiques environnementales et sociales de ces zones, en identifiant les écosystèmes sensibles, les zones protégées, les zones à haute valeur de biodiversité, les espèces en danger, les zones potentiellement occupées ou utilisées;
- Mener une évaluation préliminaire des pêcheries pour aider à comprendre les types d'impacts qui pourraient être ressentis par les activités du pétrole et du gaz sur les communautés de pêcheurs et le niveau d'engagement qui serait nécessaire pour éviter les conflits potentiels. Cela doit inclure une carte des zones de pêche qui peuvent être superposées avec les zones susceptibles d'être affectées par les activités

du Pétrole et du gaz. Cela devrait également inclure les revenus moyens au niveau individuel provenant des activités de pêche artisanale;

- Identifier les problèmes perçus, en rapport avec le développement du pétrole et du gaz et son impact économique sur les communautés locales et les groupes vulnérables; Identifier et cartographier les principaux acteurs du secteur pétrolier et gazier, y compris les communautés locales et les groupes vulnérables, qui devraient être consultés. L'objectif est d'améliorer la compréhension des intérêts, des préoccupations et des incitations des parties prenantes, d'identifier les principaux facteurs et obstacles, et de définir les options stratégiques et thématiques à examiner. Le consultant décrira la méthodologie et les ressources qui ont été nécessaires pour identifier et cartographier les parties prenantes. Une bonne implication des parties prenantes nécessite, entre autres:
  - Impliquer activement les experts locaux et les leaders d'opinion dans le processus de l'EESS;
  - Utilisation d'un langage compréhensible et approprié / non technique;
  - Sensibiliser et encourager la participation du public; et
  - Mener les actions autour des engagements du secteur, sur les lieux des parties prenantes concernées (communautés), faciliter le transport quand cela est nécessaire, et bien organiser les incitations participatives.

L'ensemble des données concernant l'environnement du projet sera collecté:

- Climat: température, précipitations, vents, etc;
- Géologie et Hydrogéologie: nature et caractéristiques des sols et sous-sols et des nappes souterraines; et
- Milieu naturel: faune, flore, milieu aquatique (quantité et qualité des eaux, etc.).

Un état des lieux du contexte environnemental général de la ville sera établi.

Des reconnaissances de terrain compléteront la phase de cette étude de manière à appréhender le contexte environnemental.

Le recensement de tous les exutoires sera effectué et confirmé par des visites de terrain.

Suite à ce recensement et sur la base des données existantes, le consultant caractérisera chaque milieu récepteur identifié:

- Localisation.
- Le ou les usages actuels du milieu récepteur.
- La vulnérabilité (exposition aux risques de pollution) et la sensibilité (effets des différents types de pollution).

- La situation ou non dans une zone à « enjeu sanitaire »: captage utilisé pour la consommation humaine, zone à proximité de site de pêche ou de baignade.
- La situation ou non dans une zone à « enjeu environnemental »: Forte suspicion de contamination par une pollution (domestique, industrielle, agricole ou pluviale).
- La qualité actuelle du milieu: physico-chimique (MES, DBO<sub>5</sub>, DCO, O<sub>2</sub> dissous, température, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, NTK, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, PT, etc.), bactériologique (germes témoins, par exemple coliformes totaux ou E. Coli), physique, biologique.

Le Consultant réalisera un inventaire de la réglementation en vigueur au niveau national et international fixant les exigences et les objectifs de qualité et de protection des milieux récepteurs.

### 2.2.3 *Activité 2.3: Evaluation et Analyse des Cadres Politique, Juridique et Institutionnel*

Durant cette activité, le consultant devra:

- Compiler et décrire les politiques, lois, réglementations et directives pertinentes en matière environnementale, sociale, de sécurité et de santé au travail au Sénégal pour le secteur du pétrole et du gaz, y compris les exigences relatives aux autorisations environnementales. Cela comprend également:
  - Les exigences existantes en matière de santé, sécurité, environnement et social au travail qui sont incluses dans les contrats de partage de production pétrolière, et gazière avec l'Etat;
  - Identifier les institutions responsables de la gouvernance du secteur pétrolier et gazier
  - Les mandats et responsabilités des décideurs et des autorités compétentes pour autoriser, surveiller et faire appliquer les réglementations environnementales, sociale, de santé et de sécurité au travail dans le secteur pétrolier et gazier;
  - La coordination entre les activités du pétrole et du gaz, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, la santé et la sécurité au travail et les institutions d'intervention d'urgence; dépenses du secteur et des institutions environnementales pour la réglementation environnementale et sociale, et son application dans le secteur
  - L'adéquation du système d'EIE au Sénégal, et identification des lacunes potentielles dans l'autorisation environnementale, l'examen de l'EIE et le suivi de l'application de l'EIE;
  - La capacité des institutions aux niveaux central et local à résoudre les controverses entre les activités pétrolières et gazières dans les sites offshore et onshore et les pêcheurs ainsi que les propriétaires fonciers et / ou les utilisateurs des terres. Cela devrait également prendre en compte d'éventuelles

controverses impliquant des personnes ayant un attachement collectif à la terre; et

- Les mécanismes (le cas échéant) pour la distribution sociale des avantages aux personnes affectées, et faire des recommandations pour les améliorer.
- Évaluer la capacité organisationnelle et institutionnelle des parties prenantes (y compris les communautés locales) et des populations vulnérables affectées par les activités dans le secteur pétrolier et gazier;
- Évaluer - sur la base des études d'impact sur l'environnement et des études de cas existantes, des entretiens approfondis avec les principales parties prenantes individuelles et de l'expérience du secteur pétrolier international - l'adéquation des cadres juridiques et institutionnels existants et la capacité des institutions gouvernementales concernées par le secteur pétrolier et gazier et les organisations non gouvernementales aux niveaux national et communautaire pour faire face aux potentiels du développement du pétrole et du gaz.
- Le consultant mènera une série de consultations sur le premier rapport intermédiaire dans le cadre d'ateliers nationaux. Les ateliers doivent servir à saisir les perceptions et les contributions des parties prenantes concernées sur les priorités sur la santé, la sécurité, l'environnement et le social liées au secteur du pétrole et du gaz, et sur les interventions ou politiques gouvernementales proposées correspondantes nécessaires pour y répondre. Le consultant doit s'assurer que les perceptions des parties prenantes vulnérables sont prises en compte et intégrées à l'analyse.

### **2.3 MISSION 3: IDENTIFICATION DES RISQUES LIÉS À LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ, L'ENVIRONNEMENT ET LE SOCIAL**

Dans cette phase, le consultant devra:

- Identifier et évaluer les conséquences et les risques environnementaux et sociaux, y compris les risques liés au changement climatique associés aux développements existants et aux plans d'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz, ainsi que les risques et problèmes de sécurité et de santé communautaires et professionnels pertinents pour le secteur;
- Identifier et cartographier les zones géographiques qui seront incluses dans l'évaluation de base de l'EESS;
- Développer des critères pour hiérarchiser les questions de santé, de sécurité, sur l'environnement et le social dans le contexte de Sénégal pour le secteur du pétrole et du gaz. Dans la mesure du possible, ces critères doivent permettre une quantification pour comparer objectivement et catégoriser les problèmes concurrents; Identifier et analyser les impacts et opportunités potentiels spécifiques au genre dans le secteur du pétrole et du gaz – y compris la manière dont les hommes et les femmes peuvent expérimenter différemment les risques et les avantages du secteur.

- Les questions stratégiques de santé, sécurité, environnemental et social suivantes, liées à l'augmentation des activités du secteur privé dans le secteur du pétrole et du gaz doivent être étudiées. Certaines ont été déjà présentées dans la section 2.1.4.1 et répétées dessous:
  - **Pétrole et gaz offshore:** effets des levées sismiques et des expositions aux énergies sonores sous-marine sur les zones biologiques d'importance; élimination des fluides de forage et des déblais de forage; dans les puits éprouvés, l'élimination de grandes quantités d'eau de formation produite; les impacts environnementaux et sociaux associés à la construction et à l'exploitation des installations de soutien côtières telles que les ports, les routes d'accès, les installations de traitement, l'élimination des déchets en mer, l'incinération des déchets en mer; impacts directs et indirects sur la pêche (industrielle et artisanale); les conséquences sur les habitats marins et les fonctions écologiques de (i) l'augmentation de la turbidité de l'eau résultant de la perturbation des sédiments benthiques, et (ii) des déversements accidentels; effets sur le paysage, le tourisme, les communautés de pêcheurs et les valeurs Commerciales du littoral touché.
  - **Pétrole et gaz onshore:** principales sources de risques potentiels: installations qui entraînent des demandes accrues de conversion des terres, émissions potentielles de GES liées à la conversion de l'utilisation des terres, demande accrue d'eau et d'eau potable, perte de biodiversité; transformation des écosystèmes naturels et perte conséquente de services environnementaux associés à ces écosystèmes; augmentation des GES face à une éventuelle déforestation des écosystèmes forestiers; augmentation de la consommation et de la contamination de l'eau; conflits sociaux éventuels sur l'accès aux ressources locales; sécurité des communautés; routes d'accès et infrastructures associées au défrichage de sites, perte de biodiversité, fragmentation des habitats, réinstallation et perte de moyens de subsistance, sécurité des communautés; Installations d'usines de traitement et développement des installations pétrochimiques associées (rejet de contaminants; pollution de l'air et de l'eau; impacts des déversements accidentels; sécurité des collectivités);
  - En ce qui concerne la préparation aux déversements d'hydrocarbures, les interventions d'urgence et la gestion des crises, identifier les agences gouvernementales existantes au Sénégal ayant ces responsabilités (mandats, rôles et responsabilités définis), et la capacité intégrée existante (ou le manque de celle-ci) pour la planification d'urgence et la réponse aux événements du secteur pétrolier et gazier;
  - Examiner les impacts potentiels sur les habitats naturels importants, les fonctions écologiques qu'ils remplissent, le degré de menaces pesant sur les sites et les priorités de conservation. Envisager les perturbations des voies de migration de la faune et les habitats en raison de la pollution sonore, du trafic et des clôtures; les déversements d'hydrocarbures sur les sites de forage terrestres et extracôtiers; les changements du paysage; l'érosion des plateformes de puits

et des routes; brume, produits chimiques toxiques et pollution de l'air et de l'eau par la poussière; les gaz à effet de serre ; torchage de gaz et effets de la pollution lumineuse sur les écosystèmes de la faune.

- Tenir compte des impacts potentiels cumulatifs/ synergiques/ secondaires, des impacts induits ainsi que des impacts des développements individuels dans le secteur du pétrole et du gaz à court, moyen et long terme;
- Fournir un résumé des impacts potentiels stratégiques des développements actuels et proposés dans le secteur du pétrole et du gaz, sur les services écosystémiques et les composantes environnementales et sociales valorisées identifiées, y compris:
  - Les services d'approvisionnement, qui sont les produits que les gens obtiennent des écosystèmes;
  - Services de régulation, qui sont les avantages que les gens tirent de la régulation des processus écosystémiques tels que le contrôle des crues et la régulation du climat;
  - Les services culturels, qui sont des avantages non matériels que les gens tirent des écosystèmes tels que les avantages récréatifs, esthétiques et spirituels; et
  - Services de soutien, qui sont des processus naturels qui maintiennent d'autres services, y compris le cycle des nutriments et la photosynthèse qui soutiennent les trois catégories ci-dessus.

## 2.4 MISSION 4: ATTENUATION ET SURVEILLANCE

Le consultant identifiera les mesures d'atténuation potentielles et les exigences de surveillance pour chaque impact stratégique potentiel. Ces mesures d'atténuation des impacts stratégiques dans le secteur des Hydrocarbures peuvent inclure, entre autres:

- Mise en œuvre d'une législation appropriée, y compris des normes légales de rejet environnemental pour les émissions dans l'air, l'eau et le sol;
- Mise en place de mécanismes de participation du public;
- Organisation institutionnelle révisée, rationalisation et clarification de la responsabilité environnementale;
- Création de nouvelles agences gouvernementales et / ou renforcement d'agences gouvernementales spécifiques;
- Examen des mécanismes d'autorisation environnementale et sociale;
- Application des meilleures pratiques internationales en matière d'environnement, de social, de santé et de sécurité, et de normes opérationnelles pour le secteur;
- Création d'aires protégées ou de zones d'exclusion (zones tampons);
- Création de mécanismes de répartition sociale des bénéfices, redevances, etc.;

- Des indicateurs spécifiques peuvent être sélectionnés pour permettre le suivi de l'efficacité des mesures d'atténuation proposées. L'indicateur peut être simple ou combiné (indice complexe) comme des indices établis, par ex. représentant la réduction de la pauvreté, les espèces d'oiseaux migrateurs, la qualité de l'eau, etc.

## 2.5 MISSION 5: FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

Sur la base de l'analyse et de l'engagement des parties prenantes menées au cours des phases précédentes, le consultant identifiera les changements ou ajouts nécessaires aux politiques, lois, règlements et lignes directrices pour combler les lacunes identifiées. L'EESS envisagera différentes manières de combler ces lacunes en tenant compte du contexte sénégalais et proposera une matrice politique, législative et réglementaire comprenant des recommandations et un plan d'action pour leur mise en œuvre et leur suivi. Les priorités pourraient être structurées en termes immédiats, à court terme (1 à 2 ans) et à moyen terme (3 à 5 ans), y compris l'estimation des coûts du plan d'action.

Les objectifs du plan d'action EESS sont les suivants:

- Présenter une série de recommandations découlant des principales conclusions de l'EESS, y compris besoins de renforcement des capacités des autorités compétentes de l'administration publique;
- Les changements ou des ajouts à la structure institutionnelle et aux normes environnementales et sociales existantes au Sénégal pour le secteur du pétrole et du gaz;
- Les problèmes techniques tels que:
  - Identification des installations et projets associés au cours des différentes phases de développement des activités pétrolières et gazières typiques (ex. sismique, forage d'exploration, évaluation, développement et construction, production, transport, commercialisation, démantèlement);
  - Identification et gestion des impacts et effets cumulatifs/ synergiques ! secondaires;
  - Analyses alternatives (ex. localisation, technologie, gestion, optimisation);
  - Screening des projets potentiels de réinstallation involontaire; Dépistages des impacts sur les groupes vulnérables et autres communautés locales, et actions pour renforcer la résolution des conflits;
  - Développement de plans de gestion environnementale et sociale exploitables qui peuvent être opérationnalisés (y compris des indicateurs quantitatifs à mesurer objectivement).
- Suggérer un calendrier prioritaire pour la mise en œuvre des recommandations;
- Identifier l'agence gouvernementale de la mise en œuvre;

- Fournir certains coûts préliminaires qui devront être confirmés et ajustés par les autorités gouvernementales compétentes; Fournir aux parties prenantes des opportunités suffisantes de suivi et de suivi de la mise en œuvre des mesures prioritaires pour protéger la composante environnementale et sociale valorisée et les services écosystémiques stratégiques à la lumière du développement du secteur du pétrole et du gaz.

### 2.5.1 Rédaction du Rapport de l'EESS

La rapport final d'EESS aura le suivant comme contenu minimum:

- Table des matières;
- Liste des Sigles et Acronymes;
- Résumé exécutif en français et en anglais;
- Brève description du contenu conceptuel du projet (points d'analyse de l'énoncé, l'aperçu des options stratégiques) et des projets/programmes potentiels qui s'y rapportent;
- Méthodologie adoptée pour l'EESS;
- Situation environnementale, socioéconomique et culturelle de la zone d'études;
- Zone d'influence des activités petro-gazières et situation environnementale, socioéconomique et culturelle;
- Analyse de la problématique environnementale et sociale et des objectifs de développement durable;
- Cadre politique, économique, juridique et institutionnel relatif au secteur pétrolier, en matière d'environnement et un aperçu des politiques de sauvegarde environnementales et sociales déclenchées, ainsi qu'une analyse des conditions requises par les différentes politiques;
- Identification et analyse des contraintes/incidences et risques environnementaux (y compris technologiques) et sociaux (directs, indirects et cumulatifs) potentiels associés aux investissements prévus et leurs mesures de gestion;
- Analyse des options stratégiques durables;
- Définition de mesures préventives et d'une stratégie de gestion environnementale et sociale durable des investissements du SDAD;
- Proposition de mesures d'atténuation, compensation et bonification des impacts potentiels identifiés;
- Recommandations;
- Plan de suivi environnemental et social réaliste et économiquement efficace destiné à alléger ou éviter les impacts négatifs identifiés y compris quelques indicateurs clés et

les rôles et responsabilités, indicateurs types, simples et mesurables, un programme de suivi-évaluation et les parties responsables de la mise en œuvre de ce plan;

- Proposition d'un programme de renforcement institutionnel, d'identification des ressources humaines et des besoins en formation, si nécessaire;
- Résumé des consultations des parties prenantes de l'EESS dans la ville de Dabou et/ou au besoin, dans ses environs;
- Conclusion;
- Références bibliographiques;
- Annexes:
  - Détail des consultations des parties prenantes de l'EESS, incluant la structure/personne consultée, dates, listes de participants, problèmes soulevés, et réponses données et PV des consultations, etc.;
  - TDR de l'EESS; et
  - Autres.

### 2.5.2 Consultation Finales, Examens et Approbation

Le consultant combinera les rapports intermédiaires, les éléments clés du rapport de cadrage et l'ensemble des commentaires reçus du département en charge du pétrole et du gaz, d'autres parties prenantes concernées et de la Banque Mondiale dans un rapport provisoire. Ce rapport provisoire doit être diffusé par le département.

Le consultant présentera le rapport provisoire lors des ateliers: Au total 6 ateliers techniques de validation des livrables de l'EESS suivis de 7 séances d'audiences publiques au niveau des régions concernées (Dakar, Thiès, Louga, Saint-Louis, Fatick, Kaolack, Ziguinchor) qui seront organisées pour discuter les résultats de l'EESS durant le cours de l'établissement des projets de Directives dans des lieux à convenir avec le Client. Ces séances seront organisées pour le livrable 2 ainsi que pour le rapport provisoire de l'EESS.

L'objectif principal des ateliers est d'obtenir les commentaires des parties prenantes sur l'EESS.

L'organisation de ces ateliers dépendra de l'évolution de la situation sanitaire, et des ateliers par vidéo-conférence pourraient être organisés si les restrictions de déplacements empêchent l'organisation d'ateliers physiques mais tout changement devrait obtenir l'accord du Client.

A la suite des ateliers, le consultant révisera le rapport provisoire en fonction des contributions des parties prenantes, documentera les consultations et leurs résultats dans le rapport, et soumettra un rapport final au Client pour examen et approbation. Le Consultant enverra aussi une copie de ce rapport à la Banque Mondiale pour commentaires et observations.

Le consultant préparera le rapport final, intégrant les révisions suggérées par le Client et la banque Mondiale.

Le consultant peut être appelé à participer à des discussions de suivi nécessaires pour diffuser et expliquer davantage les conclusions et recommandations de l'EESS, en particulier au gouvernement sénégalais, à ses institutions et à la Banque Mondiale.

## **2.6 MISSION 6: PLAN DE FORMATION- RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS**

Pendant toutes les missions détaillées ci-dessus (1 à 5), le consultant est censé de soutenir les efforts de renforcement des capacités des parties prenantes, y compris les responsables du Gouvernement et les collectivités locales, à travers des formations dans la gestion durable du secteur du pétrole et du gaz.

Le renforcement des capacités des acteurs est un défi, comme le stipule l'article 53 du code pétrolier de 1998 qui dispose « les titulaires de conventions ou de contrats de services ainsi que les entreprises travaillant pour leur compte doivent [...] contribuer à la formation professionnelle des cadres et techniciens sénégalais suivant les stipulations de la convention ou du contrat de services applicable, lequel doit prévoir l'établissement d'un programme annuel de formation».

- Faire de l'éducation une priorité nationale en ciblant chaque niveau de l'enseignement, à partir du primaire jusqu'au supérieur, selon des modalités adaptées aux besoins locaux et nationaux;
- Veiller à ce que l'infrastructure matérielle et les ressources humaines qui fournissent les effectifs et les services nécessaires aux établissements d'enseignement soient en place et améliorées au fil du temps, grâce aux efforts de tous les acteurs, notamment des titulaires de permis;
- Faire un recrutement prioritaire des compétences locales (un ratio obligatoire pourrait être fixé), la formation et le renforcement des capacités des ressources humaines et leur emploi sur chaque niveau de la chaîne pétrolière et gazière;
- Réglementer la diffusion de l'information: la production de données actualisées de référence et d'autres informations à des fins de planification nationale, et la diffusion de ces informations auprès des personnes, communautés et autres acteurs de la société civile bénéficiant des conditions égales d'accès, afin de veiller à ce que les consultations entre les différentes parties puissent se dérouler sur un pied d'égalité;
- Publier le Plan de Gestion Environnementale dans des formes accessibles aux différents acteurs, afin de permettre le suivi; et
- Faire en sorte que tous les éléments du programme de préparation aux situations d'urgence devront reposer sur la consultation et la coopération constantes avec les acteurs locaux et les pouvoirs publics.

### 3. LE CADRAGE DE L'EESS

#### 3.1 CHAMP GEOGRAPHIQUE

Le champ géographique sera délimité par les différents blocs indiqués dans la Figure 1-1. Il inclura la zone d'influence relative à chaque impact comme décrit dans la section 3.3.

#### 3.2 CHAMP THEMATIQUE

Le champ thématique de l'EESS va être inclure en principe les activités upstream et midstream (aval et transport des hydrocarbures) reliés aux activités petro-gazières prévues dans le plan de développement pétro-gazier.

Parmi ces activités, les impacts sur les milieux et secteurs suivant vont être étudiés:

- Protection des écosystèmes- milieux marins et terrestres;
- Protection des écosystèmes- environnement côtier;
- Protection des écosystèmes- Air;
- Changement climatique;
- Environnement acoustique;
- Déchets;
- Exposition aux catastrophes naturelles;
- Pressions environnementales transfrontalières;
- Gouvernance environnementale;
- Conditions sociales;
- Education;
- Patrimoine culturel;
- Santé
- Crime;
- Paysages et agrément visuel;
- Economie générale;
- Energie;
- Pêche;
- Agriculture;
- Tourisme;

- Infrastructure; et
- Industrie.

### **3.3 ZONE D'INFLUENCE**

Les zones d'influences qui vont être incluses dans l'étude vont être liées directement aux milieux et secteur qui sont listés dans la section 3.2 et aux activités incluses dans l'étude. Par exemple, cela peut s'agir de l'ampleur du bruit sous-marin qui sera généré pendant les activités de forage proches de certains milieux marins. La zone impactée par ces bruits dans les milieux marins sera la zone d'influence spécifique à cet impact.

### **3.4 ACTIVITES EVALUEES DANS LE CADRE DE L'EES**

La réunion de démarrage a permis de cibler les grandes orientations du développement du secteur pétro-gazier au Sénégal:

- Activités d'exploration et de production offshore;
- Activités d'exploration et de production onshore;
- L'infrastructure relative aux activités listées au-dessus .

La liste des activités finale sera élaborée avec le client après avoir rédigé la version finale de la note de cadrage qui va inclure les commentaires reçus. Pour le moment, les activités peuvent inclure ceux qui sont listés dans le Tableau 1-1.

### **3.5 SCENARIOS ET ALTERNATIVES**

L'étude va évaluer plusieurs scénarios et alternatives pour les activités liées au DPG.

Les scénarios sont des descriptions de la façon dont l'avenir pourrait se dérouler. Ils servent d'outil pour aller au-delà de nos attentes étroites de l'avenir. Chaque scénario est une histoire logique d'un avenir possible. Le but des scénarios n'est pas de prédire l'avenir mais de développer des stratégies robustes de gestion pour différents cas de figure

Le secteur pétrolier et gazier dépend d'un grand nombre d'incertitudes comme illustré dans la Figure 3-1.



Les deux principales incertitudes sont en général les prix des hydrocarbures et les volumes découverts

**Figure 3-1 Les Incertitudes Liés au Secteur Pétrolier et Gazier**

On a les suivants comme exemples de scénario pour le secteur:

- Scenario 0: Pas de développement additionnel du secteur pétro-gazier
- Scenario 1: Pas de découvertes commerciales au-delà de ceux découverts déjà (seuls champs d'exploration)
- Scenario 2: Faible taux de production (eg. 0.2 tcf/an)
- Scenario 3: Taux de production élevé (eg. 1.1 tcf/an)

Les scénarios vont à leur tour déterminer plusieurs alternatives pour le secteur, par exemple:

- Une seule plate-forme de forage par rapport à plusieurs plates-formes de forage fonctionnant à tout moment;
- Options de développement (biais onshore vs biais off-shore);
- Politique Zéro-décharge en mer vs décharges autorisées;
- Politique d'exportation des déchets par rapport à la politique de gestion des déchets dans le pays;
- Alternatives liées aux technologies dans toutes les phases;
- Alternatives d'emplacement;
- Options d'exportation, y compris les pipelines d'exportation et l'infrastructure GNL; et
- Offshore **et** onshore ou seulement offshore?

## 4. LISTE RECAPITULATIVE DES BESOINS EN FORMATION ET RENFORCEMENTS DES CAPACITES

Suite au développement du plan directeur et à la réunion de lancement des parties prenantes (PP), et pour être conforme à la stratégie 2021-2025 et Plan de Communication Triennal du Sénégal dans le Secteur du Pétrole et du Gaz, les besoins en formation et renforcement des capacités sont cités ci-dessous:

- Renforcement des capacités d'obtention de Manuel de Mise en œuvre (MMO) environnementaux à bord des plateformes offshore et onshore;
- Renforcement et approfondissement des études et des recherches scientifiques pour identifier les écosystèmes et les habitats naturels qui pourront être affecter par le secteur (exemple: les mangroves, les coraux, les canyons, les nurseries, les couloirs de migration des espèces) ;
- Renforcement des capacités en formation Bosuet Huet pour les missions de suivi offshore et onshore (procès-verbal de la réunion de démarrage);
- Renforcement de la participation du secteur privé en assurant une bonne documentation et une implication adéquate à toutes les activités de communication prévues, trainings et leur formation adéquate sur la réglementation et les opportunités de ce secteur nouveau pour les entrepreneurs sénégalais;
- Exigence d'une étude d'audit environnemental de tout site pétrolier ;
- Renforcement des capacités de communication digitale des PP internes;
- Développement de compétences par la mobilisation et la formation d'experts;
- Renforcer les capacités en techniques de communication d'engagement d'acteurs et de mobilisation;
- Consolider les compétences en management stratégique de la communication (formaliser la documentation des processus de Communication; concevoir des mécanismes de suivi et d'évaluation des effets de la communication.);
- Développer les capacités de communication interne et d'engagement des parties prenantes internes;
- Développer des capacités de communication digitale pour les acteurs du secteur du pétrole et du gaz;
- Améliorer la maîtrise de la prise de parole en public dans les débats et dans les médias;
- Développer des capacités de gestion d'une communication de crise (Ministere du Petrole et des Energies; Luqman West Africa; Afrique Communication, 2021).

Des besoins additionnels de renforcement en capacité seront évalués durant l'EESS.

## 5. LA PLANIFICATION DES TRAVAUX

### 5.1 LES LIVRABLES ATTENDUS

Tableau 5-1 présente les livrables attendus avec le délai de livraison tenant compte de la date de notification du contrat étant le 22 juillet 2022.

**Tableau 5-1 Les Livrables Attendue et leur Délai de Livraison**

Livable	Contenu	Délai de Livraison
Rapport de Cadrage de Démarrage avec le Plan de Travail Définitif	La note de Cadrage au démarrage de l'étude, contenant la compréhension de la mission, la planification du travail et des rencontres, la démarche à entreprendre, les outils de collecte et d'analyse des données, le périmètre du projet. Une liste récapitulative des besoins en formation, renforcement des capacités des membres du Comité technique national pour la mise en œuvre adéquate des résultats de l'EES sera proposée. A ce stade, une liste des parties prenantes concernées par l'EES sera rédigée avec une description de leur niveau d'implication, elle sera approuvée par le Comité	22 Août 2022
Premier Rapport Intermédiaire	Un premier rapport intermédiaire portant sur la situation de référence environnementale et sociale ainsi qu'une description du cadre juridique et institutionnel et l'évaluation des capacités	22 Décembre 2022
Second Rapport Intermédiaire	Un second rapport intermédiaire portant sur le résumé stratégique et technique des propositions de modèles de développement offshore et onshore (des activités pétrolières type et une identification des risques et effets liés sur la santé, la sécurité, l'environnement et le social	22 Mars 2023
Troisième Rapport Intermédiaire	Un troisième rapport intermédiaire portant sur les mesures d'atténuations, de compensation et de suivi-surveillance. Il comportera également les recommandations sous forme de plan d'actions et une proposition de Directives	22 Mai 2023

Livrable	Contenu	Délai de Livraison
	techniques opérationnelles qui seront incluses dans le futur PCGES Offshore et Onshore. Ce résumé stratégique et technique constituera une étape clé pour le projet et fera l'objet d'une concertation approfondie avec les parties prenantes et d'une approbation formelle	
Rapport Provisoire d'EES	Le rapport sera accompagné d'un plan cadre de gestion environnementale et sociale comportant un volet Offshore et un volet Onshore ainsi qu'un mécanisme de gestion des plaintes MGP	22 Juin 2023
Le Rapport Final d'EES Comportant le Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale	Le rapport final d'EES comportant le PCGES Offshore et Onshore reprenant et finalisant le rapport provisoire et intégrant les résultats des consultations publiques, les observations et recommandations du Comité technique suite au rapport provisoire, annexé des TDR et de tout autre document jugé pertinent.	22 Juillet 2023

## 5.2 LE CALENDRIER DES TRAVAUX

Le calendrier des travaux est présenté sous forme de schéma Gantt en Annex 3.

## 6. REFERENCES

- Centre des Hautes Etudes de Defense et de Sécurité. (2021). *Exploitation pétrolière et gazière au Sénégal: Enjeux et défis*. Retrieved from [https://cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2021/05/NA\\_Exploitation-petroliere-et-gaziere-au-Senegal\\_Enjeux-et-defis.pdf](https://cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2021/05/NA_Exploitation-petroliere-et-gaziere-au-Senegal_Enjeux-et-defis.pdf)
- ELARD. (2022, June 14). Réunion de cadrage et de démarrage de l' évaluation environnementale stratégique du secteur pétro-gazier offshore et onshore.
- ELARD; HPR ANKH Consultants; Envirotech Consulting. (2022). Procès Verbal de la Réunion de Cadrage et de Démarrage. Dakar, Senegal.
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. (2015). *Contribution Prevue Determinée au Niveau National (CPDN)*. Retrieved August 22, 2022, from [https://www.ctc-n.org/sites/www.ctc-n.org/files/UNFCCC\\_docs/cpdn\\_-\\_senegal.pdf](https://www.ctc-n.org/sites/www.ctc-n.org/files/UNFCCC_docs/cpdn_-_senegal.pdf)
- Ministere du Petrole et des Energies; Luqman West Africa; Afrique Communication. (2021). *Stratégie 2021-2025 et plan de communication triennal du Sénégal dans le secteur du Pétrole et du Gaz*. Retrieved August 22, 2022
- Ministère du Petrole et des Energies; Luqman West Africa; Afrique Communication. (2021). *Stratégie 2021-2025 et plan de communication triennal du Sénégal dans le secteur du Pétrole et du Gaz*. Retrieved August 22, 2022
- Natural Resource Governance Institute. (2021). *Opportunities and Challenges for Senegal in Oil and Gas Production: Lessons LEarned from Other New Producers*. Retrieved August 22, 2022, from [https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/opportunities\\_and\\_challenges\\_for\\_senegal\\_in\\_oil\\_and\\_gas\\_production.pdf](https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/opportunities_and_challenges_for_senegal_in_oil_and_gas_production.pdf)
- Petrosen. (2019). *Historique de l'Exploration Pétrolière au Sénégal*. Retrieved August 22, 2022, from <https://www.petrosen.sn/index.php/historique/>
- PWC, QED Consulting, Channoil, SLR. (2022). *Elaboration d'un Plan Directeur pour le Développement du Secteur Pétrolier et Gazier au Sénégal*. Retrieved August 6, 2022
- Total EP; Tropica Environmental Consultants; Artelia. (2018). *Forage d'exploration pétrolière sur le Bloc Rufisque Offshore Profond- Etude d'Impact Environnemental et Social*.
- Woodside; Earth Systems; Xodus Group. (n.d.). *Développement du Champ SNE Phase 1- Etude d'Impact Environnemental et Social*. Retrieved August 22, 2022

## **ANNEXES**

## **ANNEXE 1: PROCES VERBAL DE LA REUNION DE CADRAGE**

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
Un Peuple - Un But - Une Foi



**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE**

**MINISTERE DU PETROLE ET  
DES ENERGIES**

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES  
ETABLISSEMENTS CLASSES**

**DIRECTION DES HYDROCARBURES**



**GES-PETROGAZ**



**EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EES) DU SECTEUR  
PETROLIER ET GAZIER DU SENEGAL  
PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CADRAGE  
LE 14 JUIN 2022**



## **1. Introduction**

Le mardi 14 juin 2022 s'est tenue la réunion de cadrage de l'étude d'évaluation environnementale stratégique (EES) du secteur pétro-gazier du Sénégal (Offshore et Onshore) pour le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD). La réunion s'est tenue en présence des membres du Groupe de Travail interministériel (GTI) ainsi que les consultants du groupement ELARD / HPR ANKH Consultants / ENVIROTECH Consulting.

Outre les discussions sur le contenu des termes de références de cette importante étude, cette rencontre a également eu pour objectifs de permettre aux membres du comité technique et autres parties prenantes clés d'échanger sur les orientations méthodologiques et l'approche de travail proposées par l'équipe de consultant.

Pour rappel, l'EES sera élaborée par le groupement de cabinet Elard, Envirotech consulting et HPR Hankh consulting, qui est le Bureau d'étude agréé par le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), pour la réalisation des évaluations environnementales au Sénégal.

La réunion est présidée par M. Papa Samba BA, Directeur des hydrocarbures et modérée par M. Cheikh FOFANA, Directeur Adjoint de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) qui ont, tour à tour, prononcé leurs mots de bienvenue.

En plus des membres du comité technique national, la réunion a enregistré la participation d'opérateur pétrolier (Woodside), d'ONG (ENDA LEAD), de centres de recherche et universitaire (CERES-LOCUSTOX, CSE ISE etc) (*cf. Liste de présence*).

## **2. Présence**

Au de la réunion (total 35 personnes ont participé voir liste de présence en Annexe 1), représentant les entités suivantes :

- CNEE
- Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale
- GES-Petrogas
- Enda Lead
- Petrosen exp
- DEEC
- CGHE
- HASS MAR
- CQHSE/PAD
- CSE
- CERES

- CGQA
- DEIE
- PRCM
- ANAM
- MEDD
- MPE/DH
- CN/ITTE
- Woodside Energy
- MPEM
- MINT
- PRCM
- HPR ANKH
- Envirotech consulting
- ELARD

### 3. Agenda

L'agenda de la réunion se trouve ci-dessous. Les présentations sont disponibles en Annexe 2.

Horaires	Activités	Responsable
09h-09h15	Accueil des participants	D H D.A DEEC
9h-15 9h 20	Mot de bienvenue du Directeur des Hydrocarbures	
9h 20-9h 25	Allocution du Directeur Adjoint de l'Environnement et des Etablissements Classés	
09h25- 09h30	Mot du représentant CNEE	
09h30-09h45	Présentation des participants	
9h 45- 9h 50	Présentation de l'Agenda	
9h50 – 10h05	Présentation des grandes orientations du schéma directeur pétrole et gaz du Sénégal	DH

<b>10h 05-10h20</b>	<b>Présentation du cadre juridique applicable au secteur pétrolier et gazier</b>	DEEC
<b>10h20- 10h30</b>	<b>Discussions/échanges</b>	
<b>10h30-10h45</b>	<b>Pause-Café</b>	
<b>10h45-11h</b>	<b>Stratégie de communication et perception de la population du secteur</b>	ITIE
<b>11h-11h15</b>	<b>Rappel des attentes contenues dans les TDR de l'EES</b>	DEEC
<b>11h15- 11h45</b>	<b>Présentation du groupement</b>	Consultants
<b>11h45- 12h10</b>	<b>Compréhension des TDR de l'EES</b>	
<b>12h10-12h40</b>	<b>Enjeux environnementaux et sociaux</b>	
<b>12h40-13h</b>	<b>Méthodologie et Plan de travail</b>	
<b>12h40-13h</b>	<b>Discussions/Echanges</b>	
<b>13h-13h10</b>	<b>Etudes et données disponibles et pertinentes pour l'EES</b>	CTN
<b>13h10-13h40</b>	<b>Stratégie de consultation du Public proposée</b>	Consultants
<b>13h40-14h</b>	<b>Discussions/Prochaines Etapes</b>	
	<b>Clôture</b>	
	<b>Pause Déjeuner</b>	

#### **4. Déroulement de la réunion**

Présidant la séance, Monsieur le Directeur des hydrocarbures a rappelé l'objectif global de cette importante étude stratégique avant de donner la parole à chaque participant pour les présentations d'usage où chacun a également décliné ses attentes.

Ainsi, les principales attentes formulées tournent autour des points suivants :

- Promouvoir une synergie entre les différents acteurs pour une prise en charge globale des préoccupations du secteur pétro-gazier ;
- Mettre en place un plan de suivi des différentes activités liées à l'EESS ;
- Relever le défi d'une gestion saine, durable et pacifique des ressources pétro-gazières ;
- Promouvoir une transparence environnementale ;
- Réussir la cohabitation pacifique entre les différents acteurs potentiellement impactés par les activités d'hydrocarbures (pêche, tourisme, biodiversité...) ;
- Promouvoir l'adoption d'outils performants d'aide à la gestion des pollutions ;
- Mettre en place un dispositif de prévention et de règlement des conflits que peuvent générer cette exploitation du pétrole ;
- Elaborer des normes qui tiennent compte de la protection de la biodiversité marine et côtière, des écosystèmes marins, côtiers et terrestres ;
- Promouvoir des mécanismes de compensation et de dédommagement des acteurs subissant des pertes suite à cette exploitation ;
- En cas de déplacement de populations, mettre en œuvre un PAR.

A la suite de ces interventions, une présentation des grandes orientations du schéma directeur a été faite par M. Yakhya BADIANE de la DH. Cette présentation donne un aperçu global du secteur ainsi que les perspectives.

En effet, Mr Badiane est revenu sur le potentiel du bassin sédimentaire, la présentation du champ gazier de GTA et du bloc Sangomar sans oublier les grandes orientations du schéma directeur pétrole et gaz du Sénégal.

Faisant le point sur le cadre juridique et la gouvernance environnementale du secteur pétro-gazier, M. DAKONO de la DEEC a revisité les textes de lois, les règlements, les conventions internationales et bonnes pratiques pertinentes appliquées au secteur pétrolier et gazier avant de donner la parole à M. PAYE de l'ITIE qui a présenté la stratégie de communication de l'ITIE avec un accent particulier sur la perception des sénégalais envers le secteur pétrolier.

Cette perception se résume par les difficultés d'accès à l'information et l'insuffisance ou parfois la non-adéquation des stratégies de communication des acteurs publics du secteur.

A la suite de ces exposés introductifs, la parole a été donnée au chef de mission du groupement de consultants pour dérouler leurs présentations. Dans son exposé, le chef de mission est revenu sur les points ci-après :

- *Présentation du groupement de cabinet des consultants ;*
- *Compréhension des TdR de L'EESS déclinée en 6 tâches ;*
- *Enjeux environnementaux et sociaux ;*
- *Méthodologie et plan de travail ;*
- *Stratégie de consultation du public proposée ;*
- *Conclusion et prochaines étapes.*

Après la présentation du Consultant, une liste d'intervenants a été ouverte pour recueillir les observations, questions et discussions des participants.

## **5. Observations et questions**

Un résumé des questions soulevées suite à chaque présentation est présenté ci-dessous :

- Quels sont les moyens de communications qui vont être utilisés pour sensibiliser la population ?
- Est-ce qu'il sera prévu des normes sécuritaires ?
- Est-ce que la convention d'Abidjan est adaptée par notre pays ?
- Quel sera le périmètre d'intervention de l'étude ?
- Comment se passera la consultation publique ?
- Est-ce que la situation de référence des fonds marins est disponible et à jour ?
- Quelle nomenclature donner à ces nouvelles installations ?
- Pourquoi faire l'EESS maintenant alors qu'il y'a des études d'impact déjà réalisées ?
- Est-ce que le traitement des déchets est à la charge de Woodside ?
- Y'aurait-il des possibilités de pré-lecture des rapports par les opérateurs pétroliers avant les séances de consultation publique et de validation ?
- Quels sont les impacts environnementaux et sociaux qui peuvent résulter des activités d'exploration et de production pétrolières et gazières on shore et offshore ?
- Est-ce que vous avez bien cerné le processus afin de pouvoir évaluer les conséquences environnementales d'une telle étude ?
- Quelles sont les considérations économiques et sociales d'un tel projet ?
- Quels sont les champs d'application de l'étude ?
- Est-ce que les études sont en cohérence avec les autres plans stratégiques des secteurs pertinents ?
- Quel est l'état de référence du milieu récepteur du projet ?

- Est-ce que les entreprises qui travaillent dans le secteur du pétrole présentent périodiquement leur bulletin de sécurité ?

## **6. Discussions et réponses**

Suite à chaque présentation, des questions ont été soulevées par les participants et plusieurs discussions se sont déroulées. Un résumé des discussions tenues est présenté ci-dessous:

- L'EESS devrait permettre d'orienter le secteur pétro gazier de façon à éviter les problèmes sociaux, éviter les impacts sur les écosystèmes et appuyer une exploitation durable du secteur
- Le besoin de préparer une EESS pour le secteur fut soulevé durant la conférence nationale de développement durable en 2017 ; malgré les retards relatifs pour lancer l'étude, elle reste pertinente pour orienter le secteur dans une logique de développement durable
- Parmi les impacts importants dans le secteur sont les fuites et accidents majeurs, les émissions atmosphériques et les impacts sur les écosystèmes
- L'EESS devra proposer un cadre stratégique de développement du secteur avec la délimitation des zones à éviter du à leur importance écologique, l'évaluation des impacts cumulatifs, la prise en considération des aspects de santé et de sécurité, et le développement d'un cadre pour les compensations, lorsqu'elles sont nécessaires
- L'EESS devra être préparée dans un cadre dynamique inclusif et participatif et avec la recherche de synergies parmi les différentes parties prenantes
- Le représentant de la Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale a mis l'accent sur le besoin de respecter trois paramètres fondamentaux durant la préparation de l'EESS : la procédure, le processus et le contenu ; l'EESS doit être en accord avec le protocole de Kiev, les normes Environnementales et Sociales de la Banque Mondiale et les normes nationales
- Une attention particulière aux impacts potentiels sur les secteurs de la pêche et du tourisme doit être prise en compte ; un accent particulier a été mis sur le besoin d'intensifier la communication avec les différentes parties prenantes et le groupes qui pourraient être affectés par le secteur pétro-gazier ; il est important de préciser que le secteur de la pêche offre 600,000 emplois et celui du tourisme en offre 1 million ; ces secteurs doivent absolument être préservés et il faut pouvoir anticiper de potentiels conflits entre le secteur pétro-gazier et ces secteurs, et en particulier la pêche offshore ; au cas d'impacts, un cadre de compensation clair et juste doit être mis en place
- Il faut que l'EESS permette de mettre en place un cadre qui pour la cohabitation entre le secteur pétro-gazier et les secteurs de la pêche et du tourisme
- Une stratégie de communication doit être mise en place avec des outils pratiques de mise en œuvre tout en prenant en considération les conditions des différents segments de la population (langage, analphabétisme (qui touche 60% de la population), besoin de simplifier/vulgariser les messages, messages visuels, etc.)
- Il est fondamental d'établir un état de référence de qualité pour servir comme base pour l'évaluation stratégique ; il est important de bien identifier les sites vulnérables et de les avoir cartographiés afin de servir d'appui pour l'analyse

- Le consultant a confirmé que les états de référence seront établis et les cabinets s'engagent à rencontrer tous les services capables de fournir des données récentes pour avoir l'occasion de faire l'état des lieux avant et après exploitation
- Cet état de référence doit bien préciser les zones importantes de biodiversité marine, côtière et terrestre ainsi que les aires protégées ; cela aidera à identifier les espaces où les activités petro-gazières ne doivent pas avoir lieu
- Les opérateurs attendent être engagés dans le processus de l'EESS et sont prêts à mettre en place les recommandations de l'étude une fois approuvée
- Les aspects transfrontaliers doivent être pris en considération et l'EESS devra proposer un cadre de coordination avec les pays potentiellement impactés par les activités petro-gazières du Sénégal
- L'EESS devra prendre en compte les services d'approvisionnement des écosystèmes
- Le secteur pétro-gazier est un secteur émetteur d'émissions atmosphériques ; il est important de mettre en place des conditions pour réduire l'impact du secteur sur la qualité de l'air ainsi que les émissions de Gaz à effet de serre (GES) (impactés sur le changement climatique). Il faut mettre l'accent sur la gestion, le contrôle des émissions du Sulfure d'hydrogène (S<sub>2</sub>h), des émissions de CO<sub>2</sub>, des NO<sub>x</sub>, des COV, du soufre SO<sub>2</sub>, pour réduire l'empreinte carbone de ces GES.
- Il faut renforcer les capacités d'obtention de MMO environnementaux à bord des plateformes offshore
- Il faut renforcer les capacités en formation Bosuet Huet pour les missions de suivi offshore
- Il faut établir la situation de référence dès le point de départ
- L'EESS devra contribuer à une évaluation des normes tout en prenant en compte le contexte local ; certaines normes utilisées dans d'autres pays ne peuvent pas être appliquées au Sénégal (eg. il faut prendre en compte les niveaux naturels de certains éléments et ne pas exiger des normes qui ne pourraient jamais être atteintes au Sénégal à cause de niveaux naturels déjà élevés) ; l'exemple des normes OSPAR appliquées aux zones tempérées a été donnée comme exemple ; la norme de Cadmium est très élevée tandis que le Sénégal observe des niveaux élevés naturellement ; le protocole de Barcelone pourrait être plus adapté aux conditions Sénégalaises. Il faut donc élaborer des normes qui tiennent compte des spécificités de nos écosystèmes et ne pas copier les normes utilisées dans d'autres pays.
- Il faut essayer d'impliquer tous les acteurs utiles à cette évaluation en mettant l'accent sur les moyens de communication avec les techniques de sensibilisation des différents acteurs.
- Il faut donner l'opportunité aux populations de participer activement à la consultation du public.
- Il faut intégrer l'ITIE et ENDA LEAD pour une meilleure communication et diffusion de l'information
- Mettre à disposition l'étude aux parties prenantes n'est pas suffisant ; il est important que l'étude soit aussi accessible ; il faut bâtir une stratégie de communication qui prenne en

considération l'accessibilité de l'information ; assurer la transparence de l'information environnementale est essentiel

- Pour la disponibilité des rapports, tout a été mis en ligne et disponible pour tout le monde et pour la stratégie de communication il existe même des émissions radio sur Sud Fm qui parle du pétrole intitulée « Waxtane sunu pétrole » en langue nationale pour permettre à la population de mieux s'imprégner de ce qui se fait et comprendre les enjeux.
- Il faut que le cadre juridique et technique du secteur assure la sécurité des installations pétrolières
- Les grandes orientations du développement du secteur pétro-gazier sont basés sur :
  - o Priorité pour le gas-to-power
  - o Mettre en place un réseau de transmission et distribution
  - o Export de GNL
  - o Développement du secteur pétrochimique
  - o Construction d'une nouvelle raffinerie (30,000 barils par jour)
- La portée de l'EESS prendra en compte les secteurs upstream et midstream et pas le secteur downstream
- Le cadre juridique existant met en place déjà plusieurs politiques environnementales et sociales :
  - o Interdiction de déversement des rejets de forage dans le milieu marin
  - o Principes de contenu local
  - o Règlementation des dispersants
  - o Gestions des rejets eaux usées et émissions atmosphériques
- L'EESS doit évaluer l'impact du secteur pétro-gazier sur la Contribution Déterminée Nationale (CDN) du Sénégal
- Le Protocol additionnel de la convention d'Abidjan doit être prise en considération dans l'analyse juridique ; ce Protocol est en processus de ratification par le Sénégal ; il est essentiel d'assurer la domestication de ce Protocol ; une étude est en cours et sera prise en considération dans l'EESS. On peut trouver déjà beaucoup de normes de la convention d'Abidjan intégrées dans le nouveau code pétrolier et gazier. Il y'a aussi la charte de Lomé qui a été ratifiée en février au Sénégal.
- DEEC a fait savoir qu'une réactualisation de la nomenclature et une mise à jour du guide méthodologique de l'étude de danger au niveau de la division des installations classées est en cours pour l'intégration et la prise en compte de ces nouvelles installations
- Il existe des normes de sécurité au Sénégal qui exigent la préparation d'études de danger ; il est important de revoir la législation du travail et sa pertinence au secteur pétro-gazier

- La stratégie de communication doit prendre en considération aussi la communication de crise ; il est aussi important que le secteur mette en place un mécanisme de gestion des plaintes en accord avec les normes internationales
- En rapport avec les autorités administratives compétentes, créer des cellules d'appui à la gestion des plaintes qui sont des conseils de quartier ou autres
- Le cadre juridique doit aussi prendre en compte les conventions de Rotterdam de Stockholm, de Vienne, le Protocole de Montréal, CITES, sur les espèces migratrices, de Bamako, la convention de Londres sur la pollution des mers relevant des déchets, la convention MARPOL, de Bâle et de Minamata, ainsi que la Convention de l'UNESCO sur l'archéologie sous-marine
- Le GES-Petrogaz est en train de préparer une stratégie de communication ; elle sera prise en compte dans l'EESS
- L'objectif non-officiel de contenu local dans le secteur est de 50% d'ici 2030
- Il est important de définir le périmètre d'intervention de l'étude ; ce périmètre est relié aux activités petro-gazières prévues dans le plan de développement pétro-gazier
- Le consultant a fait savoir que le périmètre d'intervention dépendra du plan d'actions du Gouvernement mais en principe c'est le Upstream qui est concerné et une partie du midstream (aval et transport des hydrocarbures) ; tout dépendra des études géologiques présentées et des états de référence.
- Il est important d'étudier aussi les impacts de la lumière, impacts sur les oiseaux, les couloirs de migration, les canyons, les mangroves, les nurseries, et élaborer des plans de sauvegarde et de suivi environnemental
- Il faut sauvegarder, protéger au moins une zone, une aire marine spécialement pour la biodiversité marine élevée au statut de patrimoine mondiale avec ou sans gisement pétro gazier
- Il faut faire la cartographie des parties prenantes
- Il faut adopter une démarche participative dynamique en y intégrant toutes les parties prenantes et il faut élaborer un plan d'engagement des parties prenantes. Dans la stratégie d'engagement des parties prenantes il faut prendre en considération aussi les groupes intéressés et responsables pour la restauration des fonds marins, ainsi que les aspects juridiques et règlementaires ; les aspects transfrontaliers doivent être pris en considération aussi dans la détermination des parties prenantes.
- Le consultant a fait savoir que pour la consultation publique, il est prévu d'identifier les parties prenantes et d'essayer d'impliquer le maximum pour une meilleure prise en charge des préoccupations et cela se fera de manière individuelle ou groupée.
- L'EESS devra proposer les mécanismes d'intégration de ses recommandations dans le cadre juridique national
- Il faut établir une cartographie des risques et proposer des mesures de mitigation

- Il faut élaborer un plan d'intervention d'urgence en alerte précoce
- Il faut exiger la transparence des entreprises qui sont dans l'exploitation du pétrole et du gaz actuellement au Sénégal
- Il faut proposer un plan pour la gestion des données marines et côtières
- Il faut avoir une bonne estimation des paramètres de la qualité de l'air
- Il faut proposer un dispositif de mesures, de surveillance, de contrôle et de suivi
- Il faut avoir un bon outil d'aide à la décision
- Se rapprocher des structures comme la FAO, le CRODT, les majors (Woodside, BP, Total) pour une collecte de données des fonds marins
- Woodside ne traite pas directement les déchets mais les achemine dans les installations agréées de SEPCO.
- Plusieurs études sont en cours et devraient être partagées avec les consultants de l'EESS telles que la campagne de collecte de données faite par la FAO (centre de recherche océanographique), étude sur les normes et standards de produits pétro-gaziers et le plan d'action en biodiversité entre le Sénégal et la Mauritanie
- Le rapport de cadrage devra présenter l'approche du consultant sur la structure de l'EESS particulièrement sur la division des aspects offshore et onshore
- Il faut élaborer un protocole avec les autorités sur la protection et la préservation des fouilles archéologiques des fonds marins
- L'EESS devra servir comme outil à la prise de décision ; pour cela, il sera utile aux consultants de recevoir une liste de décisions à prendre ainsi que les documents stratégiques et leur calendrier
- La phase de déclassement des installations pétrolières devra prendre en considération la possibilité d'avoir des plateformes-récifs
- Il faut prendre en compte les problématiques liées au changement climatique et se référer aux engagements du Sénégal dans la CDN
- Le consultant a fait savoir que :
  - Toutes les observations seront prises en charge et intégrées dans la note de cadrage qui va être soumise.
  - Sur les aspects environnementaux et sécuritaires, en relation avec la sécurité, des mesures seront proposées dans le rapport.
  - Concernant la préoccupation de certaines parties prenantes, le consultant a assuré que le processus est continu et qu'il va se rapprocher de toutes les structures concernées par le projet.

#### **4. Conclusions**

Au terme de la réunion, le Comité technique, s'est réjoui de la pertinence de cette rencontre d'échanges et de partage ainsi que des recommandations qui en sont issues

Le président a également félicité les consultants pour leur niveau de compréhension très satisfaisant des attentes liées à cette étude tout en les exhortant à intégrer toutes les recommandations dans la note de cadrage qui devra être validée.

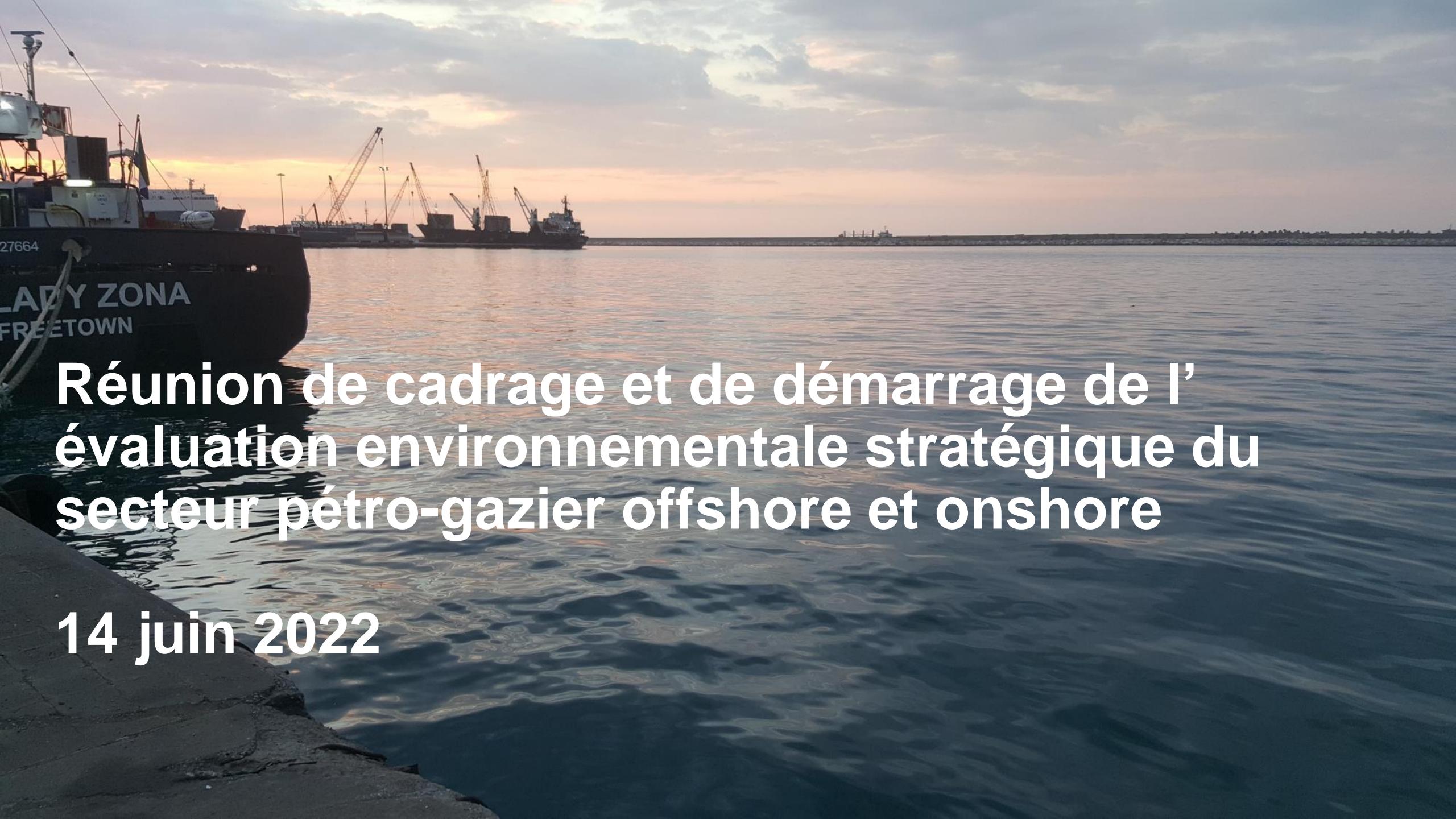
Le GTI est généralement d'accord avec la méthodologie et l'approche du consultant qui semble bien en accord avec les termes de référence de l'étude. Le consultant présentera le premier livrable, le rapport de cadrage, dans un délai de 1 mois suite à la date de signature du contrat.

Entretemps GES-Petrogaz enverra les informations suivantes aux consultants :

- Liste des études disponibilités avec référence/source/contact
- Liste des décisions et documents stratégiques qui pourront bénéficier de l'EESS
- Le DPG et le Schéma directeur du secteur avec les projets en cours et planifiés
- La Stratégie Gas to Power
- Le diagnostic institutionnel préparé par SOFRECO
- Le Stakeholder Engagement Plan (SEP) si disponible

Sur ce, la séance a été levée à 16h30.

## **ANNEXE 2: PRESENTATION DONNEE LORS DE LA REUNION DE CADRAGE**



# Réunion de cadrage et de démarrage de l'évaluation environnementale stratégique du secteur pétro-gazier offshore et onshore

14 juin 2022

# Accueil

# Agenda

- |   |                                                                                     |   |                                    |    |                                                         |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------|---|------------------------------------|----|---------------------------------------------------------|
| 1 | Présentation des grandes orientations du schéma directeur pétrole et gaz du Sénégal | 5 | Présentation du groupement         | 9  | Etudes et données disponibles et pertinentes pour l'EES |
| 2 | Présentation du cadre juridique applicable au secteur pétrolier et gazier           | 6 | Compréhension des TDR de l'EES     | 10 | Stratégie de consultation du Public proposée            |
| 3 | Stratégie de communication et perception de la population du secteur                | 7 | Enjeux environnementaux et sociaux | 11 | Discussions/Prochaines Etapes                           |
| 4 | Rappel des attentes contenues dans les TDR de l'EES                                 | 8 | Méthodologie et Plan de travail    | 12 | Déjeuner                                                |

# Présentation des grandes orientations du schéma directeur pétrole et gaz du Sénégal

DH

# Présentation du cadre juridique applicable au secteur pétrolier et gazier

**DEEC**

# Stratégie de communication et perception de la population du secteur

**ITIE**

**Présentation du groupement**

**CONSULTANTS**

# Présentation du Groupement



# Compréhension des TDR de l'EES

**CONSULTANTS**

# Compréhension des TdR (1)

## Tache 1: Cadrage du Développement Pétro gazier (DPG), et sa relation avec les autres plans et programmes existants et/ou préconisés

Pourquoi un DPG: les problèmes à résoudre par une décision stratégique

Les buts du DPG : les grandes options pour mettre en œuvre les ODD dans les secteurs offshore et onshore

Les aspects hors du champ du DPG : relations entre le DPG et les autres plans et programmes

Les axes stratégiques du DPG sélectionné et les alternatives



## Tache 2: la situation de référence environnementale et sociale ainsi qu'une description du cadre juridique et institutionnel et l'évaluation des capacités

Conditions initiales

Les problèmes environnementaux et sociaux jugés significatifs

Evolution pressentie de l'état environnemental et social sans et avec le projet.

Sélection et justifications des indicateurs de performance

Cadre juridique et institutionnel et évaluation des capacités



## Tache 3 : Evaluation des risques et impacts

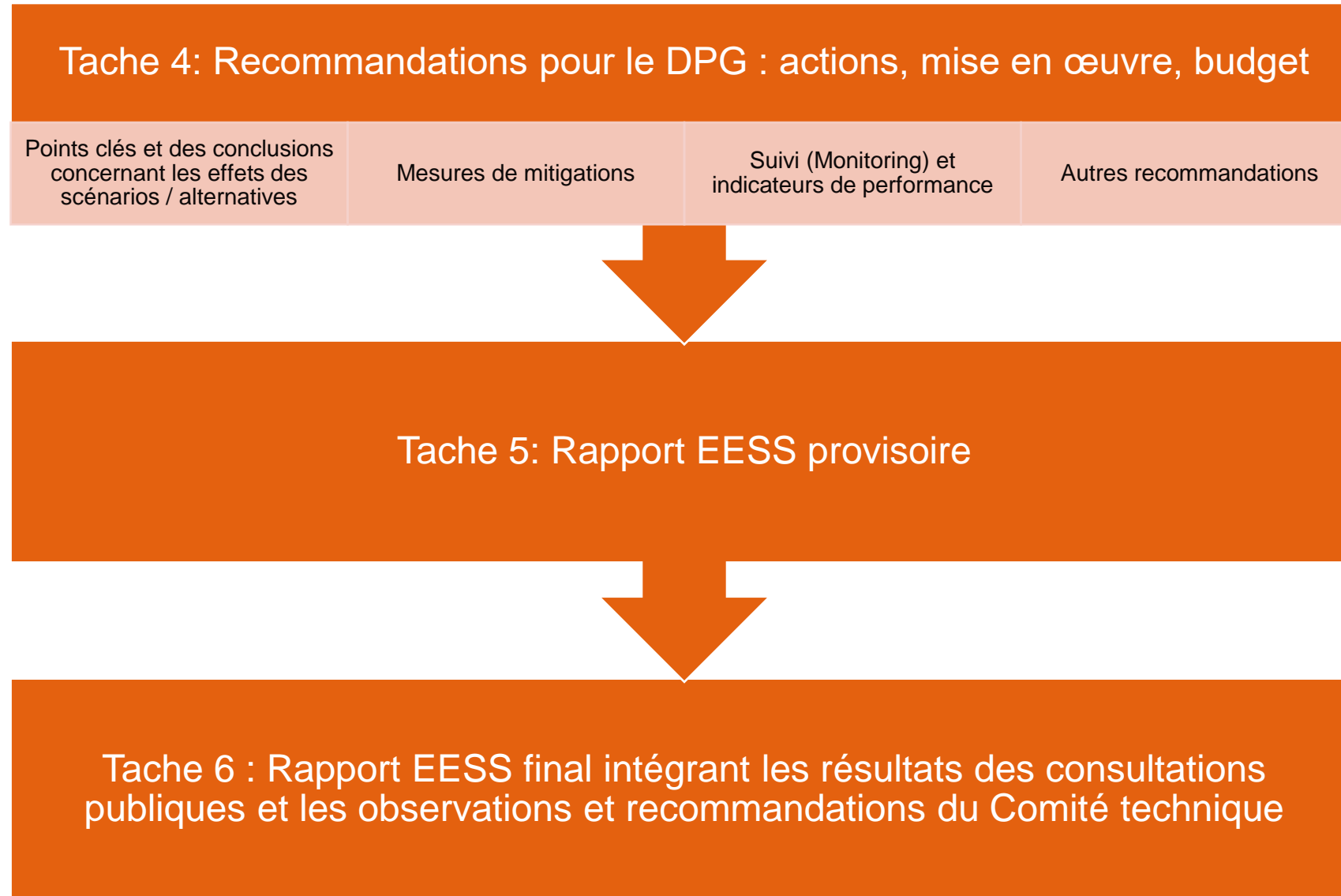
Evaluation (individuelle pour chaque sujet de l'EESS)

Accidents

Effets cumulatifs

Effets régionaux & transfrontières

# Compréhension des TdR (2)



# Enjeux environnementaux et sociaux

**CONSULTANTS**

## Question

QUELS SONT LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX QUI PEUVENT RÉSULTER DES ACTIVITÉS D'EXPLORATION ET DE PRODUCTION PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES ONSHORE ET OFFSHORE ?

# Comprendre le cycle de vie des activités d'exploration et de production (E&P) et les problèmes environnementaux et sociaux potentiels



# Cycle de vie E&P



## **Activités associées :**

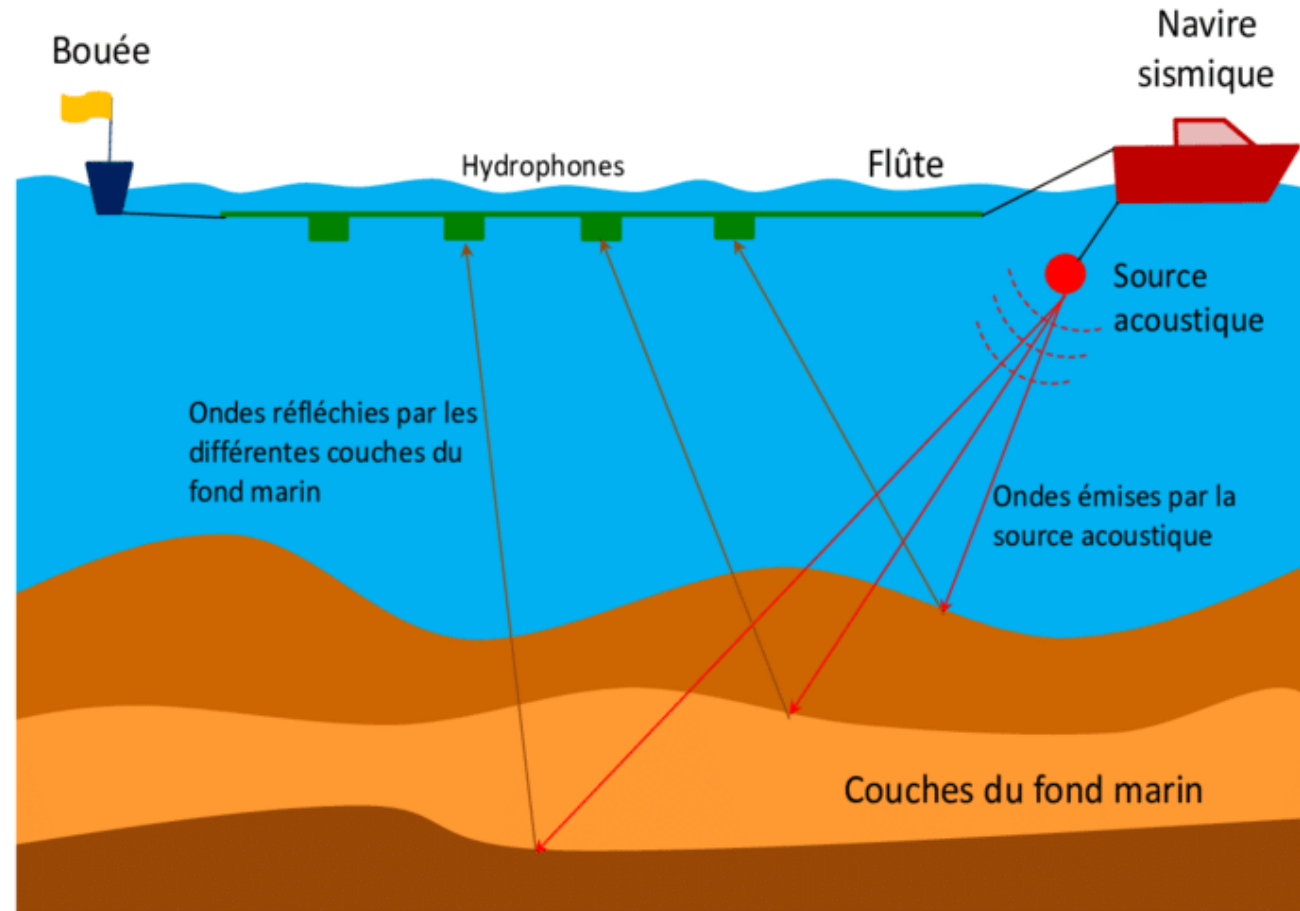
- Levé sismique
- Forage exploratoire
- Logging (sources radioactives)

## **Incidences potentielles :**

- Perturbation acoustique de la faune
- Perturbation du fond marin (offshore)
- Écosystèmes marins et terrestres
- Pollution de l'eau
- Émissions atmosphériques
- Bruit (y compris le bruit sous-marin au large)
- Contamination radiologique
- La production de déchets

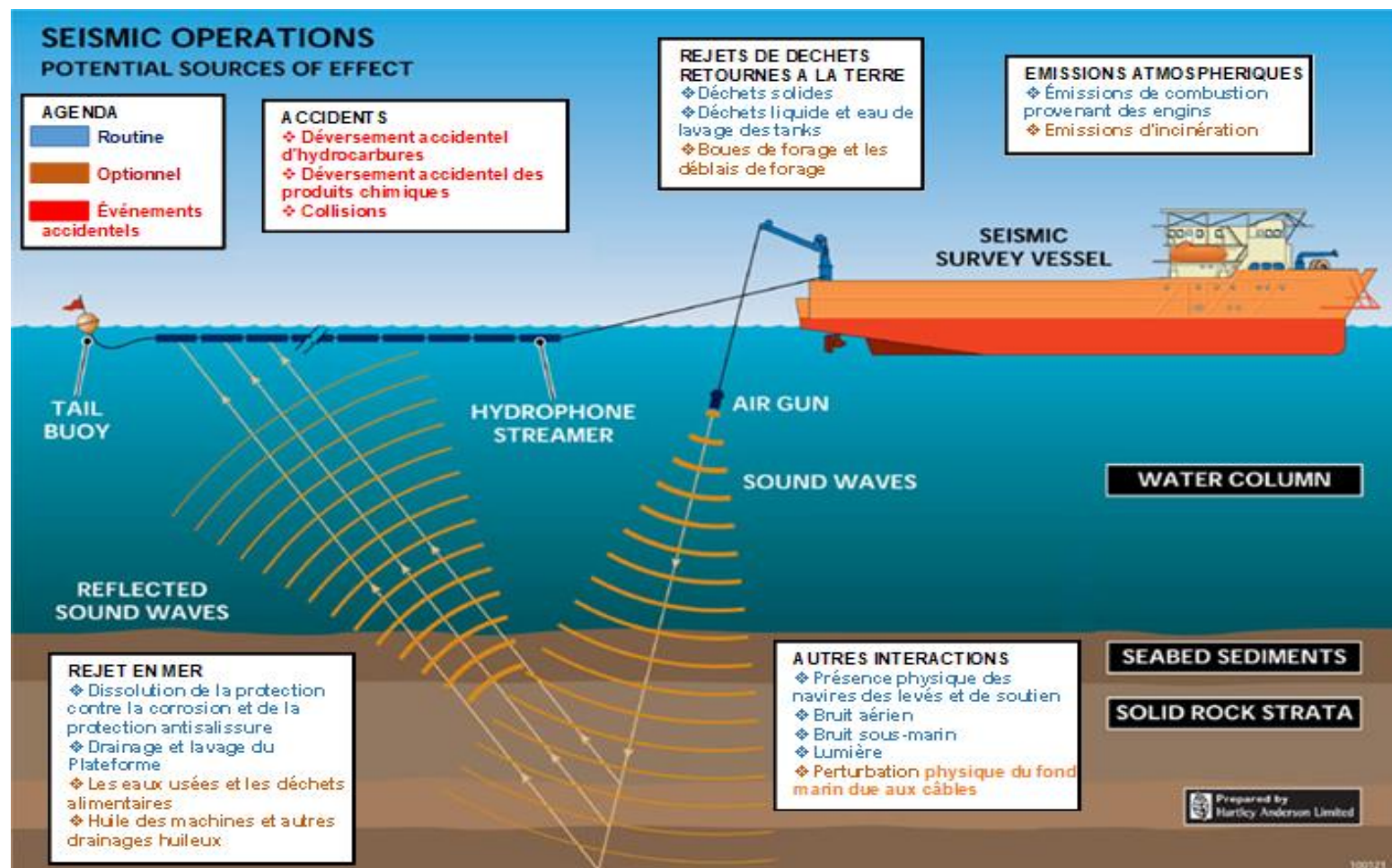
# Phase d'exploration - Levés (offshore)

## Sources potentielles d'effets environnementaux d'un levé sismique



# Phase d'exploration - Levés (offshore)

## Sources potentielles d'effets environnementaux d'un levé sismique

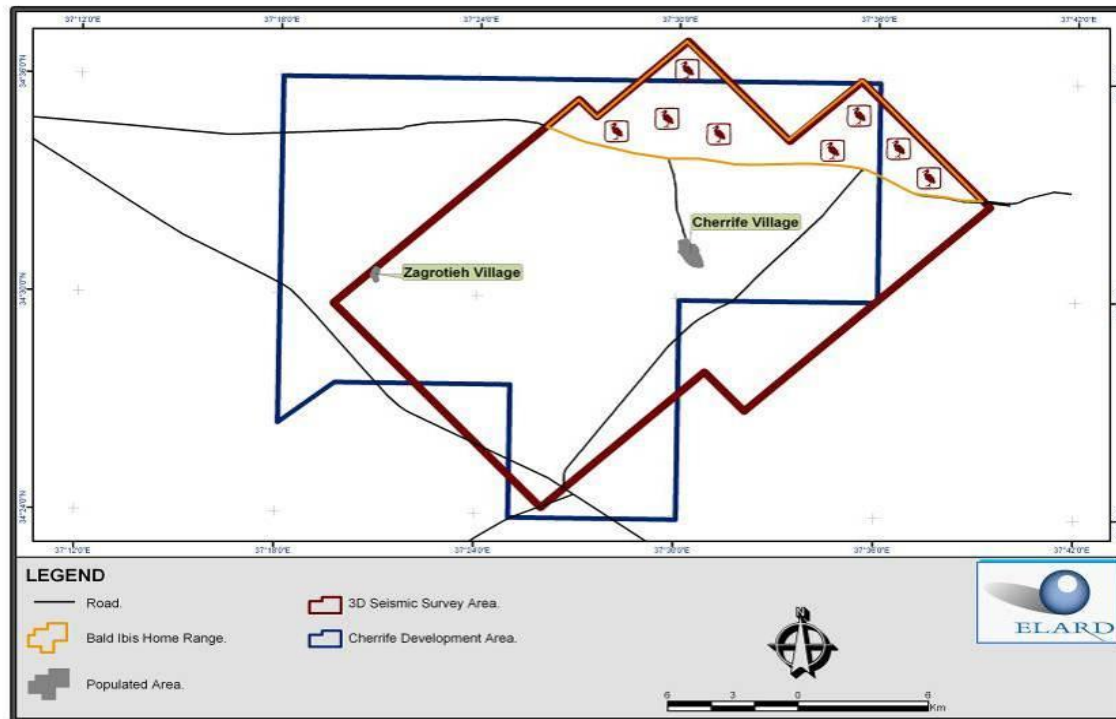


# Phase d'exploration - Levés (onshore)



- L'ibis chauve (NBI) est sur la liste rouge des espèces menacées publiée par l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature). Ils sont officiellement considérés comme en danger critique.
- Certaines des quelques espèces qui existent se reproduisaient dans une zone de la Syrie où des campagnes sismiques étaient prévues.
- Le calendrier et le phasage de la campagne ont été prolongés pour éviter la saison de reproduction (juin-juillet)

# Phase d'exploration - Levés (onshore)



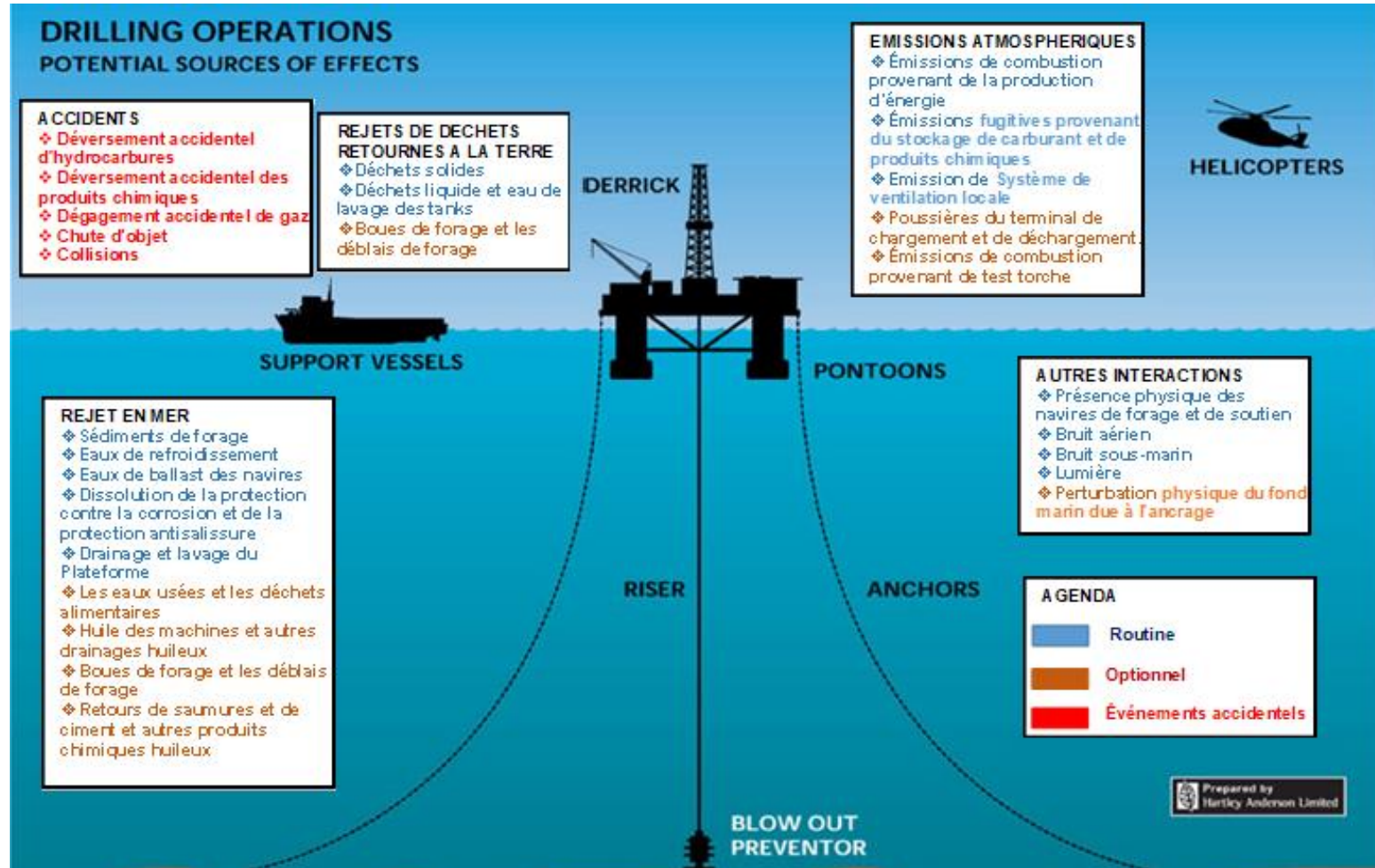
- L'organisation BirdLife international a joué un rôle important (ONG internationale)
- En impliquant les communautés locales, les consultants ont pu localiser et géo-positionner les sites où l'Ibis chauve avait été vu

# Phase d'exploration - Forage (offshore)

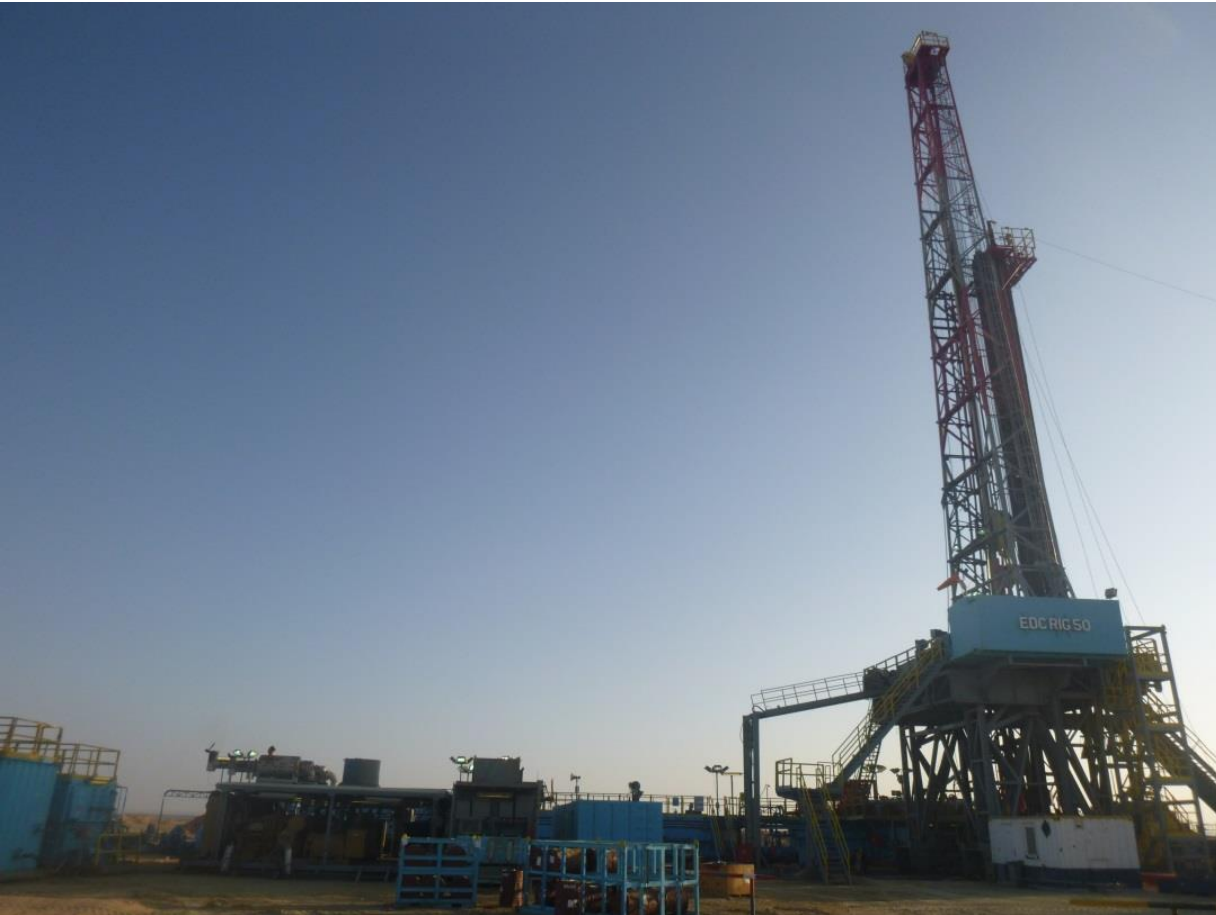


# Phase d'exploration - Forage (offshore)

## Sources potentielles d'effets environnementaux du forage d'exploration



# Phase d'exploration - Forage (onshore)



# Cycle de vie E&P



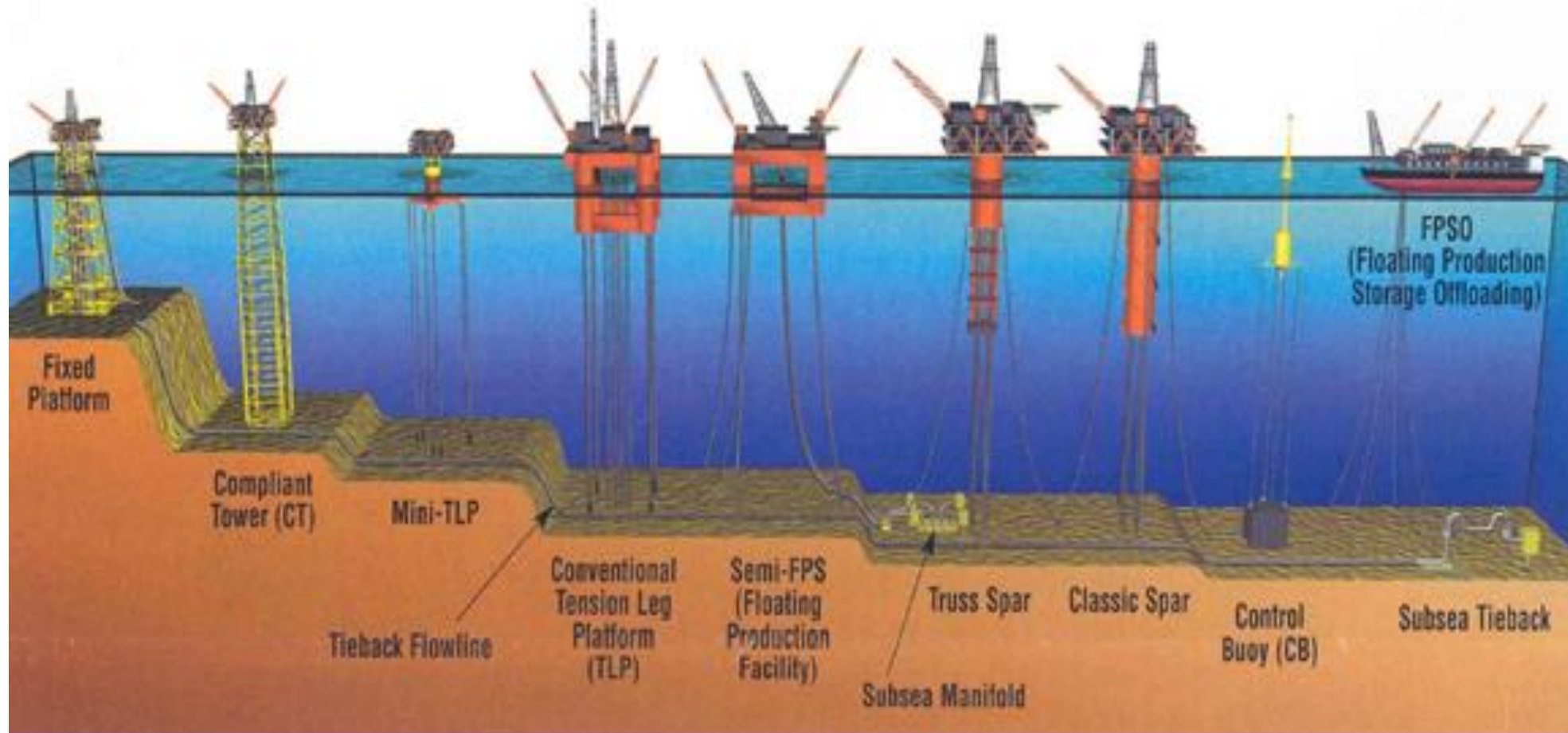
## Activités associées :

- Forage de puits (y compris les puits d'évaluation et de développement)
- Traitement de l'huile
- Traitement amont / aval du gaz
- Installations en mer
- Pipelines
- Installations terrestres

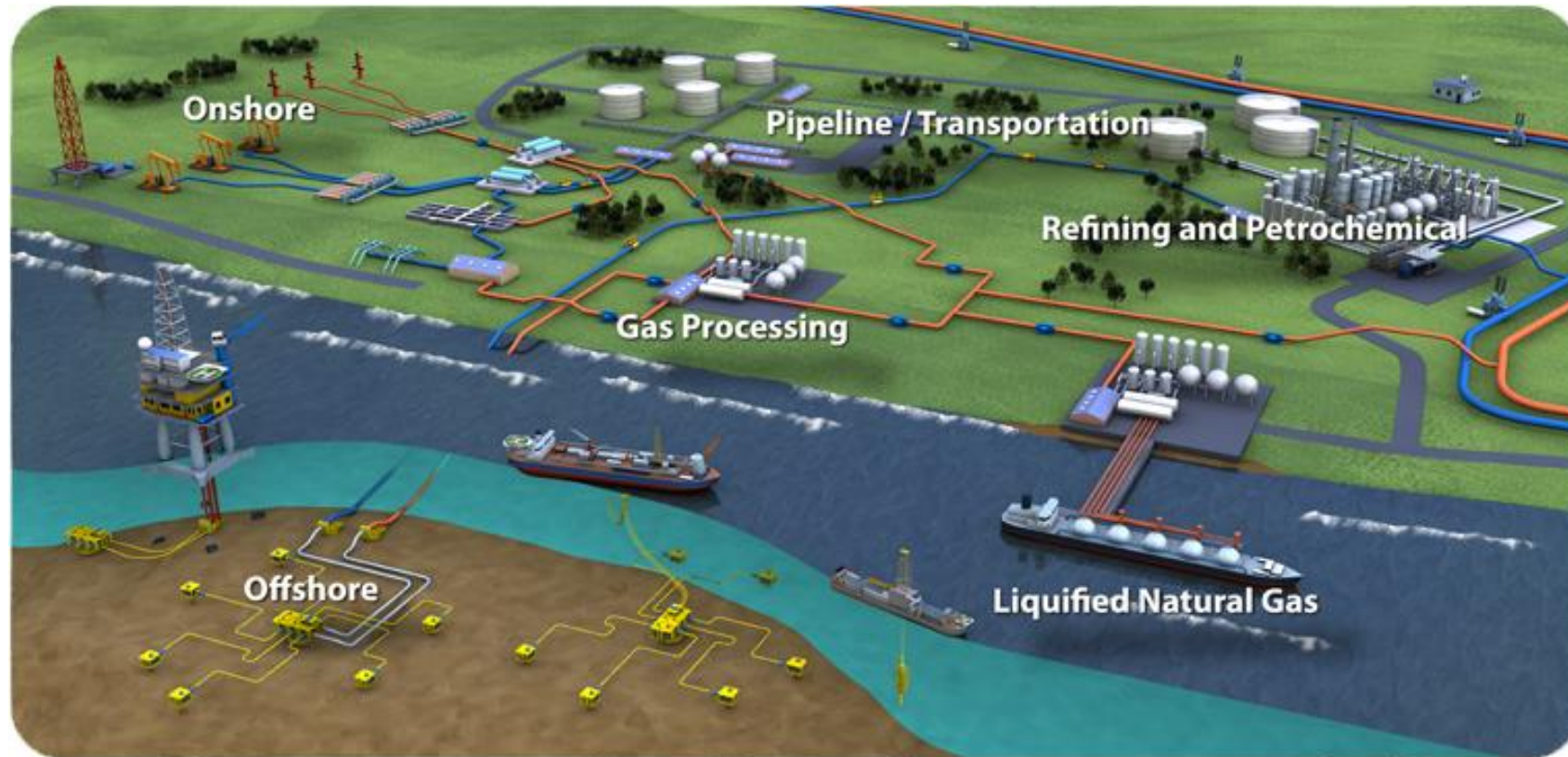
## Incidences potentielles :

- Perturbation acoustique de la faune marine/terrestre
- Perturbation du fond marin (offshore)
- Écosystèmes marins et terrestres
- Utilisation des ressources
- Émissions atmosphériques
- Bruit
- Contamination radiologique
- La gestion des déchets
- Empreinte
- Questions sociales (réinstallation, emploi de la population locale, etc.)

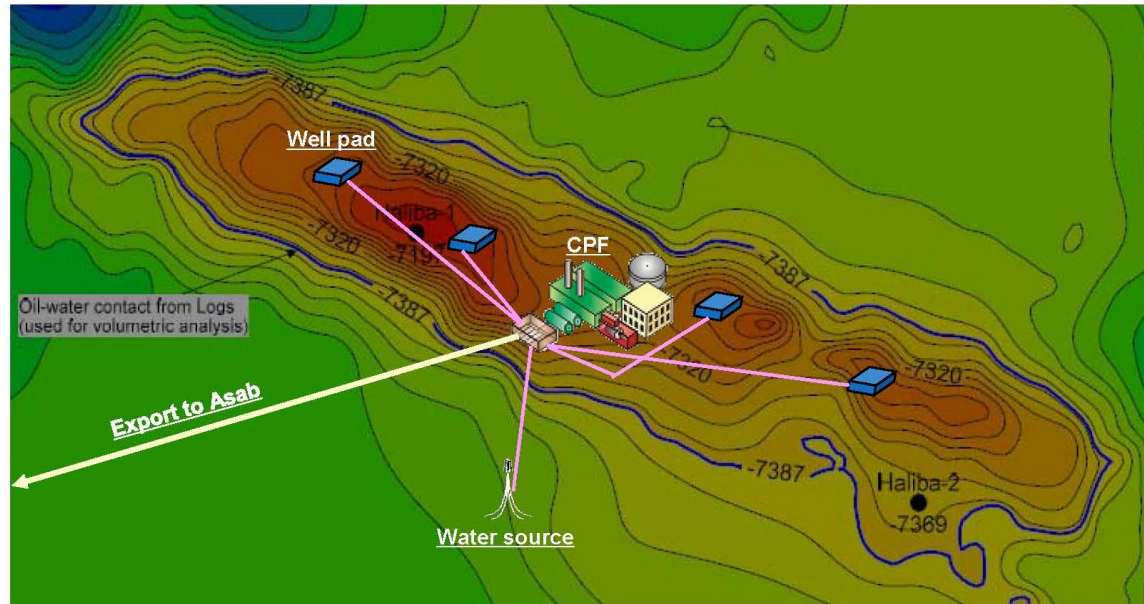
# Phase de développement (offshore)



# Phase de développement



# Phase de développement (Onshore)



- 4 satellite well pads
  - Total 12 producers
  - Total 10 injectors
- Water supply system
- 1 Central Processing Facility (CPF)
  - Produced fluid processing and treatment
  - Water injection system
  - Gas re-injection system
  - Oil storage tank
  - Export system to Asab

# Phase de développement - Traversées de pipelines



Tutu Euphrates Softshell



Château d'Al Rahba

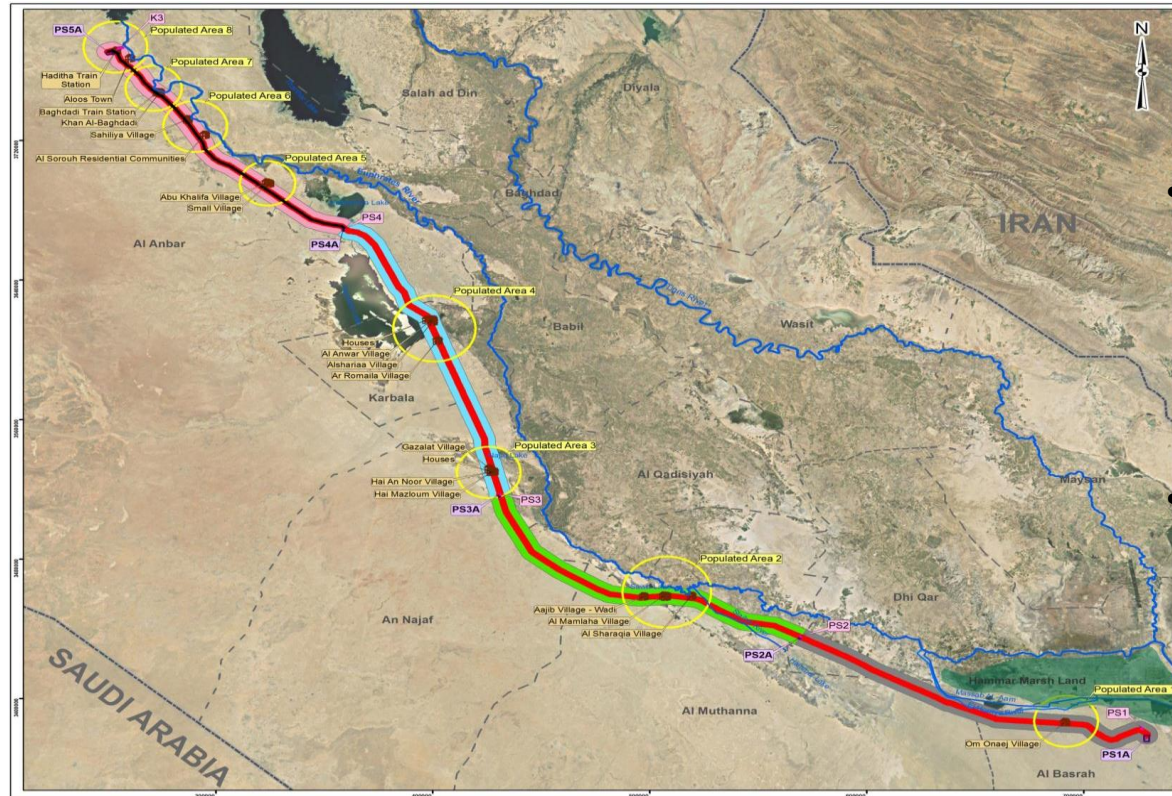


Une réserve naturelle de Najaf



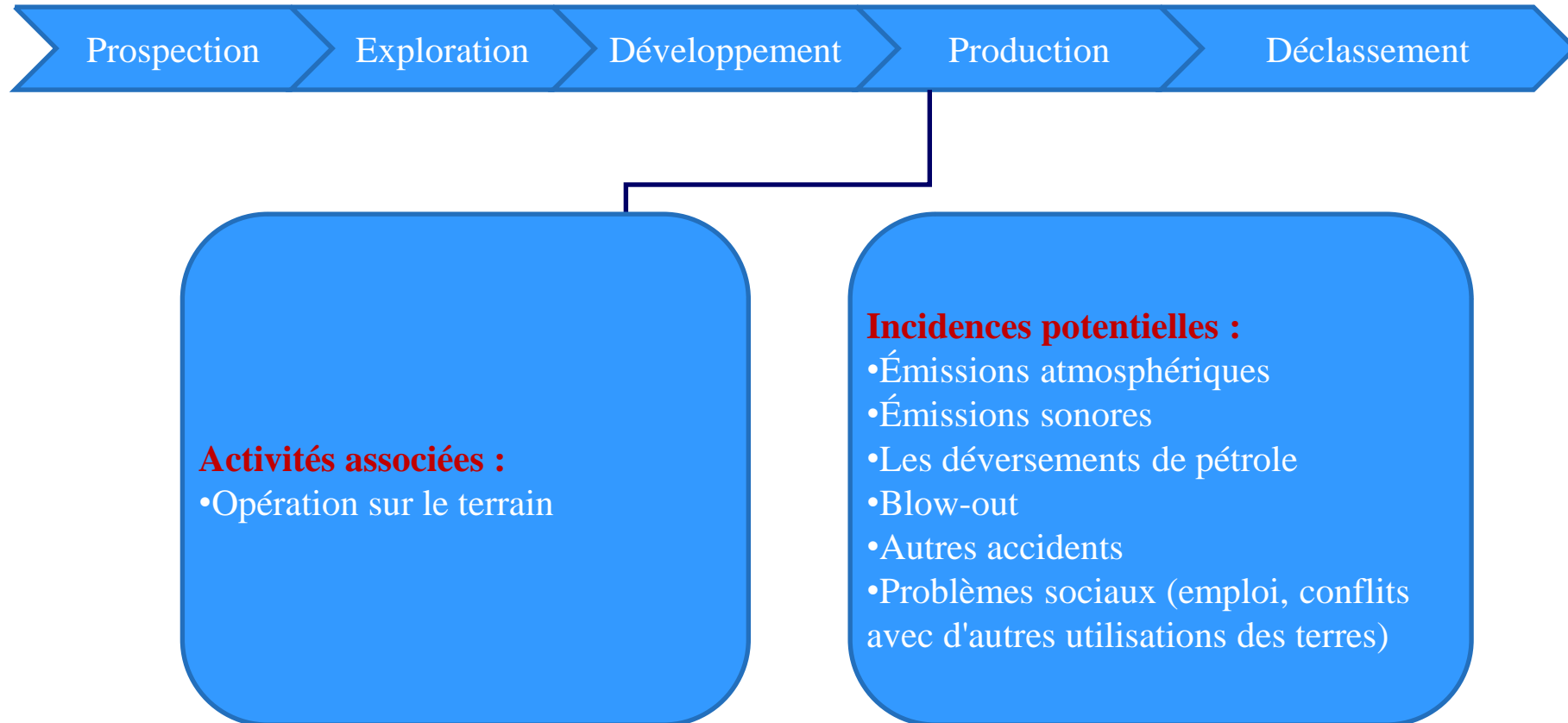
Rivière Slaibat

# Phase de développement - Questions sociales

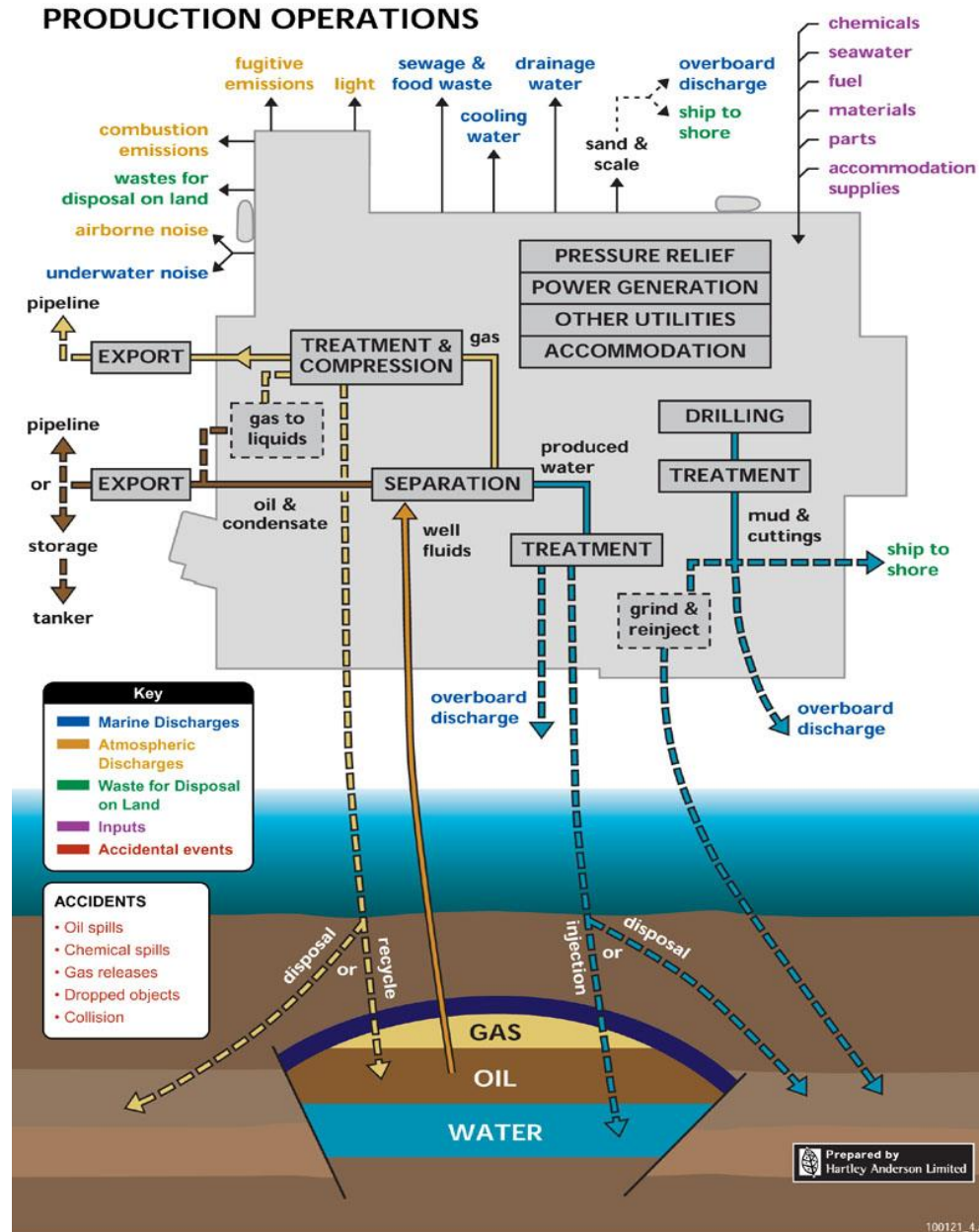


- Besoin de réinstallation de la population vivant à proximité des installations proposées ou de la population affectée
- La plupart des institutions financières internationales ont exigé des plans d'action de réinstallation (PAR) équitables et transparents
- D'autres problèmes sociaux comprennent les conflits avec d'autres utilisations des terres, l'impact négatif sur d'autres activités économiques (par exemple, le tourisme)

# Cycle de vie E&P



# Phase de Production



# Cycle de vie E&P



## **Activités associées :**

- Tête de puits fermée
- Retrait de la plate-forme
- La gestion des déchets

## **Incidences potentielles :**

- Impacts de l'abandon inapproprié des puits
- Impacts d'une gestion inadéquate des déchets et de l'élimination des installations

# Méthodologie et Plan de travail

**CONSULTANTS**

## QU'EST-CE QUE UNE EESS ?

Un processus systématique pour évaluer les conséquences environnementales des initiatives publiques afin de s'assurer qu'elles sont pleinement incluses et traitées de manière appropriée au stade le plus précoce possible de prise de décision en parallèle avec les considérations économiques et sociales.

# PLAN/PROGRAMME SUJET A L'EESS: DPG

**L'EESS doit être élaborée pour un plan comprenant :**

- 1. Objectifs clairs**
- 2. Zone géographique (toute la ZEE) et champ d'application (toute la chaîne de valeur des activités E&P)**
- 3. La portée des impacts environnementaux, sociaux, sante, sécurité**
- 4. Une liste d'activités (qui dépendra de divers scénarios)**
- 5. Les politiques clés – par exemple :**
  - ✓ **Priorité au marché domestique**
  - ✓ **Préférence pour l'exportation de pétrole par rapport à l'utilisation domestique de pétrole**
  - ✓ **Politiques environnementales et sociales**

# **VALEURS AJOUTEES D'UNE EESS**

**Informe les activités d'exploration dans les blocs attribués et les activités d'exploration ultérieures découlant des futurs cycles de licences**

**Informe les prochains cycles d'octroi de licences concernant les blocs à ouvrir en tenant compte des critères environnementaux et socio-économiques**

**Informe les politiques environnementales sur les Plans de développement et de production (PDP)**

**Assure la cohérence avec les autres plans/stratégies/politiques nationaux, régionaux et sectoriels**

**Engage les parties prenantes et le public intéressé dans une approche participative et aide à instaurer la confiance.**

**Appui un alignement de politiques environnementales avec les pays voisins à travers les consultations transfrontalières**

**Aide à combler les lacunes existantes dans les normes et politiques environnementales et sociales ;**

**Fourni des cadres de gestion et de suivi environnementaux pour le secteur et**

**Informe le processus d'EIE, réduisant ainsi les risques de retards dans les activités commerciales liées aux approbations environnementales nécessaires**

# CADRE RÉGLEMENTAIRE ET POLITIQUE

**La législation et normes nationales et internationales (eg. normes SFI)**

**Conventions et accords ratifiés**

**Stratégies et plans :**

- L'engagement du Sénégal envers les objectifs de développement durable de l'ONU - 2030
- Stratégie des aires marines protégées
- Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité
- Stratégie nationale de gestion de la qualité de l'air
- Contribution prévue déterminée au niveau national dans le cadre de la CCNUCC (changement climatique)
- Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures
- Stratégie du Ministère de l'Agriculture
- La vision intégrée du secteur industriel

# **ETAT DE REFERENCES (onshore et offshore)**

**Bathymétrie/topographie**

**Courants, vagues, vent, marées**

**Qualité des sédiments/sols**

**Caractéristiques chimiques et physiques de l'eau de mer/eaux de surface / aquifères**

**Sismicité**

**Hydrates de gaz /Glissements de terrain**

**Planctons / Benthos / Necton (offshore)**

**Mammifères marins / tortues / scellés /Habitats marins protégés**

**Zones d'importance particulière (côtière)**

**Aires protégées**

**Biodiversité terrestre**

**Pêcheries et ressources halieutiques / Agriculture**

**Qualité de l'air et émissions de GES**

**Environnement Acoustique**

**Population, démographie et conditions de vie**

**Économie**

**Crime**

**Infrastructure**

**Gestion des déchets et des eaux usées**

**Archéologie**

**Santé**

**Tourisme**

# CONDITIONS DE BASE

## Exemple: Aires marines protégées

Aspect	Sources des données/ commentaires	État de base	Relation avec le programme	Indicateur et tendance probable sans le programme
<b>Habitats marins protégés/sensibles</b>	<p>Stratégie des aires marines protégées du Liban, MoE, 2012</p> <p>Convention RAMSAR sur les zones humides</p>	<p><b>- Les AMP existantes déclarées par la loi sont :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Réserve naturelle des îles Palmiers (PINR)</li> <li>2. Réserve naturelle de la côte de Tyr (TCNR)</li> </ol> <p><b>- Les AMP proposées comprennent :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nakoura; 2. Rochers de Sidon ;</li> <li>3. Raoucheh Falaises et Grottes ; 4. Plate-forme extérieure du port de Beyrouth ; 5. Byblos;</li> <li>6. Medfoun Zone rocheuse ; sept. Batroun mur phénicien ; 8. Ras El Tcheka Falaises ;</li> <li>9. Enfe Péninsule ; dix. Litani Estuaire ;</li> <li>11. Awally Estuaire; 12. Damour Estuaire;</li> <li>13. Nahr Estuaire d'Ibrahim ; 14. Areeda Estuaire;</li> </ol> <p><b>- OCEANA (2010) a proposé 4 sites en eaux profondes à l'intérieur des eaux territoriales libanaises :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Escarpement de Beyrouth, 2. Canyon Saint Georges,</li> <li>3. Junié Canyon et 4. Canyon aigre.</li> </ol> <p><b>- Sites côtiers RAMSAR :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Cap promontoire et falaises de Ras Shaqa</li> <li>2. NIP</li> <li>3. TCNR dont les sources de Ras El Ain.</li> </ol>	<p>Les AMP déclarées imposent des restrictions aux activités E&amp;P. La protection et la préservation des AMP déclarées et proposées doivent être prises en considération dans toute activité offshore/onshore.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Couverture des aires protégées par rapport aux aires marines (Réf. ODD, C140501)</li> <li>• Préservation des caractéristiques des AMP et des AMP proposées</li> <li>• Pourcentage de la superficie des aires protégées directement affectées par les activités anthropiques</li> <li>• Pourcentage de superficie d'habitats sensibles/protégés affectés par les impacts liés aux activités pétrolières</li> </ul>

# CADRE DES OBJECTIFS, INDICATEURS ET CIBLES DE L'EESS

## Exemple

Facteur de durabilité	Objectifs	Sous-objectifs	Spécifique au secteur/Objectifs	Indicateur	Type d'indicateur*	Indicateur Cible
Protection des écosystèmes (environnement marin)	Conserver et utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable (réf. SDG #14)	D'ici 2025, prévenir et réduire de manière significative la pollution marine de toutes sortes, en particulier les activités terrestres, y compris les déchets marins et la pollution par les nutriments (Réf. ODD, T#14.1)	Prévenir les pollutions marines de toutes sortes et assurer la bonne application des normes applicables au sein du secteur	Indice d'eutrophisation côtière et densité de déchets plastiques flottants (Réf. SDGs C140101)	S	Réduire
				Part des rejets en mer des activités pétrolières offshore conformes aux exigences nationales et internationales	P	100%
				Métaux lourds dans les sédiments le long de la côte libanaise et à différentes profondeurs	S	Respecter les normes
				Moyennes des températures, de la salinité et de la turbidité de l'eau.	S	Respecter les normes
				Caractéristiques chimiques de l'eau de mer le long de la côte libanaise à travers la colonne d'eau	S	Respecter les normes
				Nombre de déversements atteignant la côte	P	N'augmente pas
				Part des activités pétrolières offshore prenant en compte les géorisques dans leur conception (glissements sous-marins, en surpression secteurs)	R	100%
				Pétrole dans l'eau de mer (ppm)	S	Respecter les normes

# FACTEURS DE DURABILITÉ

Protection des écosystèmes – Milieu marin

Protection des écosystèmes (environnement côtier)

Protection des écosystèmes - Air

Changement climatique

Environnement acoustique

Déchets

Exposition aux catastrophes naturelles

Pressions environnementales transfrontalières

Gouvernance environnementale

Conditions sociales

Éducation

Patrimoine culturel

Santé

Crime

Paysages et agrément visuel

Économie générale

Énergie

Pêche

Agriculture

Tourisme

Infrastructure

Industrie

# SCENARIOS

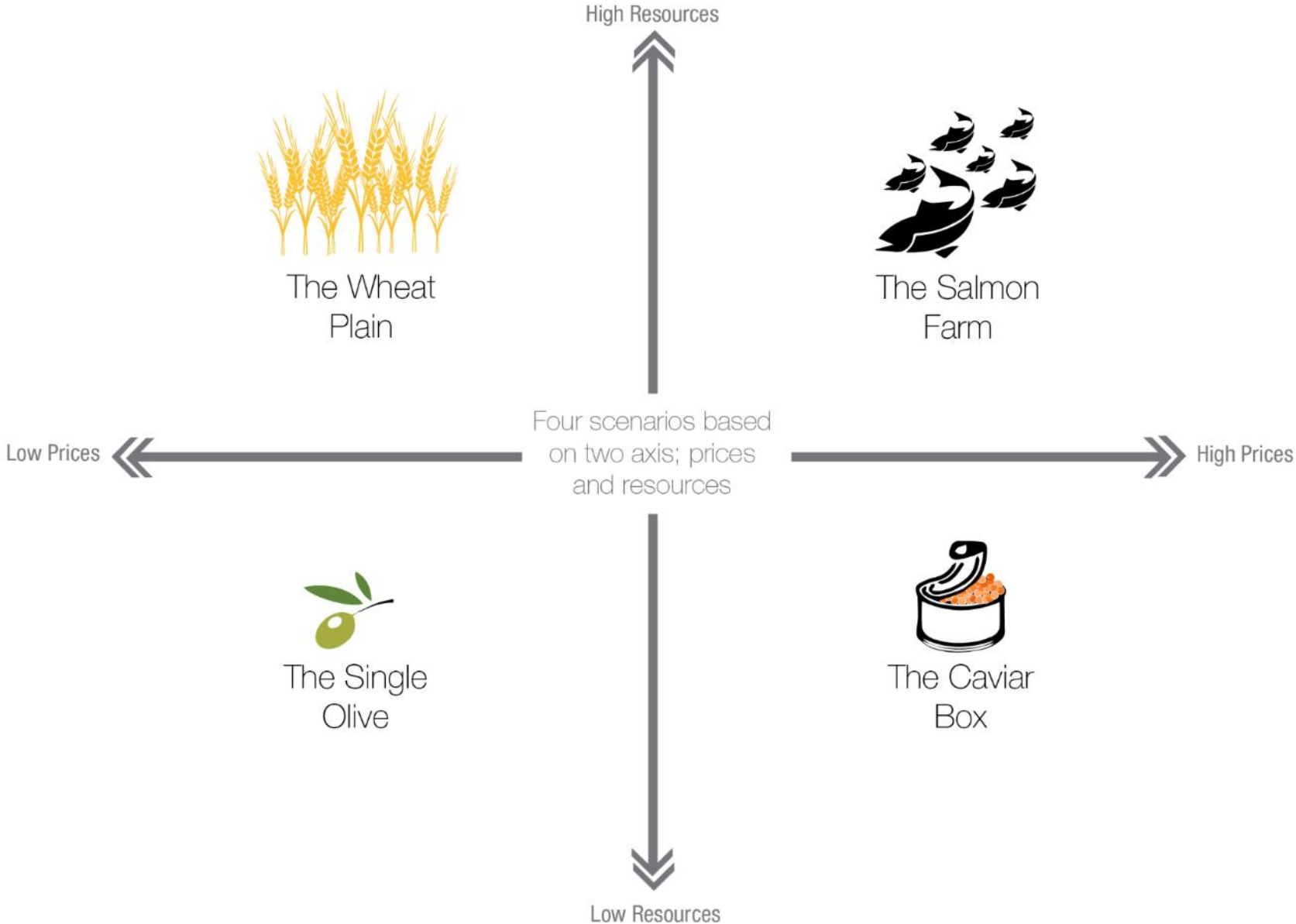
1. **Les scénarios sont des descriptions de la façon dont l'avenir pourrait se dérouler**
2. **Les scénarios servent d'outil pour aller au-delà de nos attentes étroites de l'avenir**
3. **Chaque scénario est une histoire logique d'un avenir possible**
4. **Le but des scénarios n'est pas de prédire l'avenir mais de développer des stratégies robustes de gestion pour différents cas de figure**

# Le secteur pétrolier et gazier dépend d'un grand nombre d'incertitudes.



Les deux principales incertitudes sont en général les prix des hydrocarbures et les volumes découverts

# Exemple de Scenarios



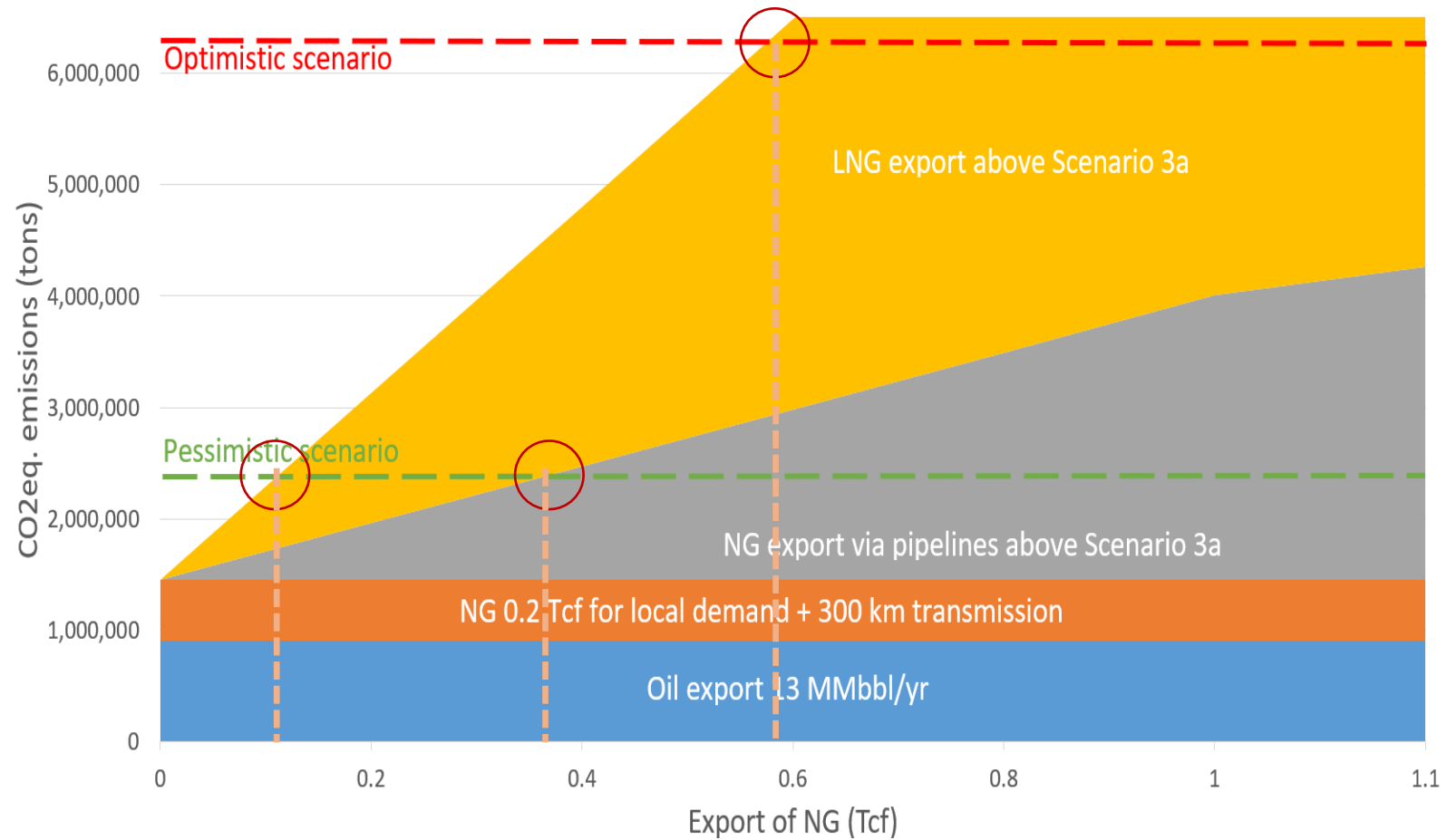
# EXEMPLES DE SCENARIOS POUR LE SECTEUR

- Scenario 0: Pas de développement du secteur petro-gazier
- Scenario 1: Pas de découvertes commerciales (champs d'exploration)
- Scenario 2: Faible taux de production
- Scenario 3: Taux de production élevés

## ALTERNATIVES (exemples)

- Une seule plate-forme de forage par rapport à plusieurs plates-formes de forage fonctionnant à tout moment
- Options de développement (biais on-shore vs biais off-shore)
- Politique Zéro-décharge en mer vs décharges autorisées
- Politique d'exportation des déchets par rapport à la politique de gestion des déchets dans le pays
- Alternatives liées aux technologies dans toutes les phases
- Alternatives d'emplacement
- Options d'exportation, y compris les pipelines d'exportation et l'infrastructure GNL
- Offshore ET onshore ou seulement offshore?

# EXEMPLE – ANALYSE IMPACT SUR LES POLITIQUES DE CHANGEMENT CLIMATIQUE



# LIVRABLES ET CALENDRIER

Produits livrables	Contenu	Calendrier
<b>Une note de cadrage de démarrage de l'étude</b>	Compréhension de la mission, la planification du travail et des rencontres, la démarche à entreprendre, les outils de collecte et d'analyse des données, le périmètre du projet. Une liste récapitulative des besoins en formation, renforcement des capacités des membres du Comité technique national pour la mise en œuvre adéquate des résultats de l'EES sera proposée. A ce stade, une liste des parties prenantes concernées par l'EES sera rédigée avec une description de leur niveau d'implication, elle sera approuvée par le Comité	1 mois après ordre de service (14 juillet 2022)
<b>Premier rapport intermédiaire</b>	La situation de référence environnementale et sociale ainsi qu'une description du cadre juridique et institutionnel et l'évaluation des capacités	4 mois après 1 <sup>er</sup> livrable (14 novembre 2022)
<b>Second rapport intermédiaire</b>	Résumé stratégique et technique des propositions de modèles de développement offshore et onshore (des activités pétrolières type et une identification des risques et effets liés sur la santé, la sécurité, l'environnement et le social	3 mois après 2 <sup>e</sup> livrable (14 février 2023)
<b>Troisième rapport intermédiaire</b>	Les mesures d'atténuations, de compensation et de suivi-surveillance. Il comportera également les recommandations sous forme de plan d'actions et une proposition de Directives techniques opérationnelles qui seront incluses dans le futur PCGES Offshore et Onshore	2 mois après 3 <sup>e</sup> livrable (14 avril 2023)
<b>Rapport provisoire d'EES accompagné d'un plan cadre de gestion environnementale et sociale comportant un volet Offshore et un volet Onshore</b>	Rapport provisoire EES	1 mois après 4 <sup>e</sup> livrable (14 mai 2023)
<b>Le rapport final d'EES comportant le plan cadre de gestion environnementale et sociale</b>	Rapport final EES	2 mois après 5 <sup>e</sup> livrable (14 juillet 2023)
<b>Total livrables</b>		12 mois

# Etudes et données disponibles et pertinentes pour l'EESS

**CTN**

# Stratégie de consultation du Public proposée

**CONSULTANTS**

# Axes directeurs pour la consultation des parties prenantes et le public

- Etre basée sur une identification et analyse approfondies des parties prenantes (est-ce que le Stakeholder Engagement Plan est prêt? Il est mentionné dans les TdR?)
- Ateliers de consultation des livrables avec les parties prenantes clefs
- Division par types d'intérêts, eg.:
  - Groupe I : Acteurs liés à l'utilisation des hydrocarbures et des infrastructures
  - Groupe II : Secteurs/parties prenantes potentiellement affectés
  - Groupe III : Biodiversité
  - Groupe IV : Qualité de l'air et changement climatique
  - Groupe V : Préparation et réponse aux situations d'urgence
  - Groupe VI : Déchets et produits chimiques

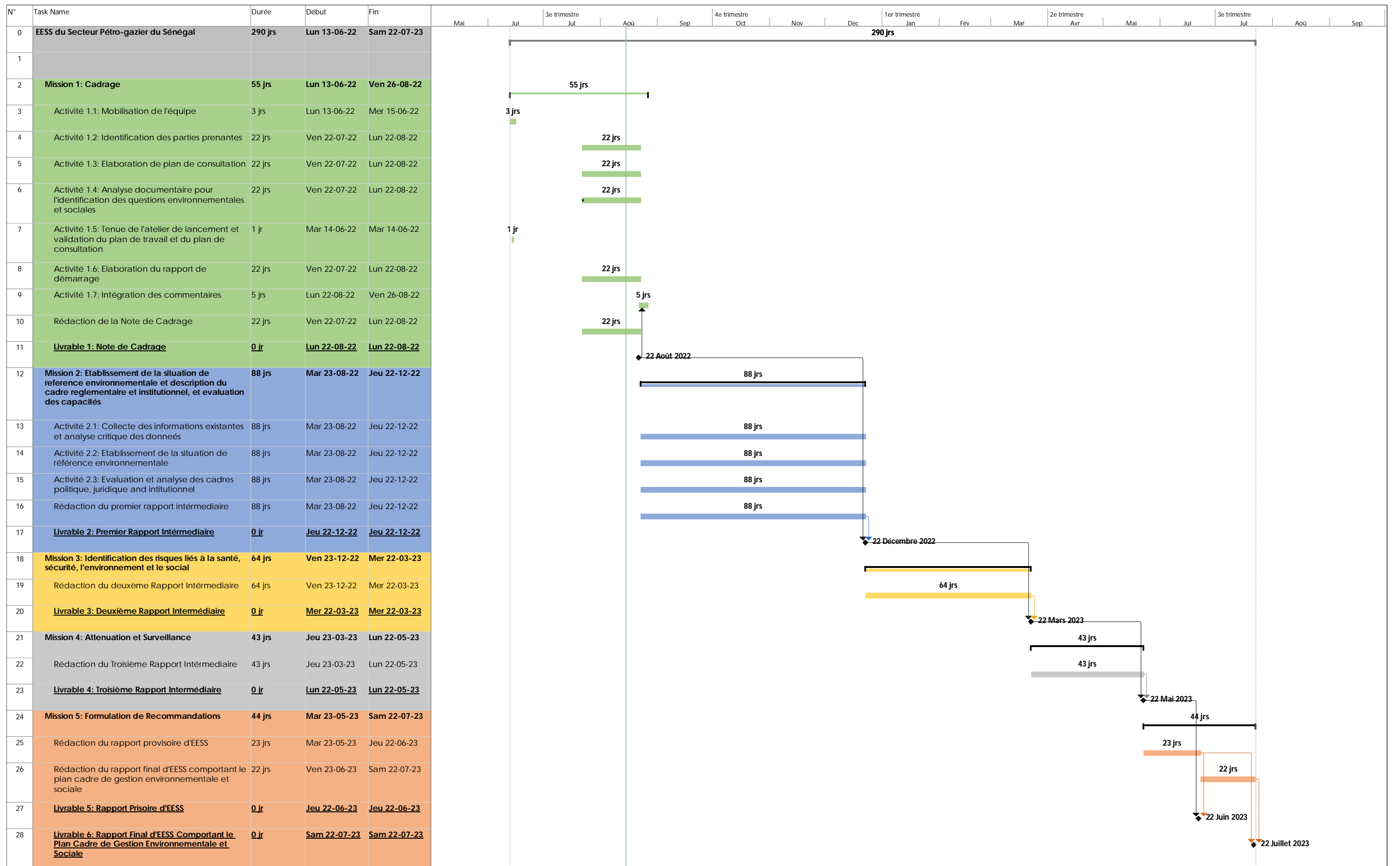
## Axes directeurs pour la consultation des parties prenantes et le public (2)

- Stratégies de consultations avec les groupes vulnérables et les communautés locales/ économiques ?
- Transparence totale et stratégie de communication claire
- Livrables principaux seront disponibles en ligne pour révision pour une période de 30 jours

# Discussions / Prochaines Etapes



## **ANNEXE 3: SCHEMA GANTT DU PROJET**



Project: EESS du Secteur Pétro-ga Date: Lun 15-08-22	Task		Project Summary		Manual Task		Start-only		Deadline		Baseline Milestone	
	Split		Inactive Task		Duration-only		Finish-only		Critical		Baseline Summary	
	Milestone		Inactive Milestone		Manual Summary Rollup		External Tasks		Critical Split		Progress	
	Summary		Inactive Summary		Manual Summary		External Milestone		Baseline		Manual Progress	